ÉCHANGES

N° 163 — Printemps 2018 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

FRANCE. Les réformes, les syndicats, et « la base » : les chiens aboient..., p. 3 ◆ Quelle grève ? Question de vocabulaire, p. 4 ◆ Notre-Dame-des-Landes, quelques précisions, p. 8

◆ France, **EUROPE** : dans les publications, p. 11

Etats-Unis : la **GRÈVE DES ENSEIGNANTS :** tout commence en Virginie-Occidentale, p 18. ◆ Quelques précisions sur le système éducatif américain, p. 19

IRAN. Explosion du mécontentement. Après la vague verte, la vague des cols bleus, p. 30

Dans les publications : monde, p. 36

◆ Les **GAFA** et la loi de la valeur p. 38
Dans les publications : théorie, p. 42

Ce fut aussi cela, **MAI 68,** p. 44 ◆ Voyage en outre-gauche, p. 54 ◆ Mai 68 à Lyon, p. 56 ◆ D'Alger à Mai 68, p. 59 ◆ Révolution imaginaire ? mai modeste ou mythique ?, p. 60 ◆ Trimards, pègre et mauvais garçons de Mai 68, p. 65

Dans les publications : histoire, p. 66

Notes de **LECTURE.** « Le Ménage des champs. Chronique d'un éleveur du XXIe siècle », de Xavier Noulhianne ; « Le Paysan impossible. Récit de luttes », de Yannick Ogor, p. 67 ◆ « Pétrograd rouge. La révolution dans les usines (1917-1918) », de Stephen A. Smith, p. 68

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »

echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : http:// www.mondialisme.org
http://www.echangesetmouvement.fr/

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Archives : collection complète d'Echanges sur le site http://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique142

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Etincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com — http://letincelle.over-blog.org/

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé — http:/chezle21.blogspot.com

à Bagnolet

Le Rémouleur, 106 rue Victor-Hugo leremouleur@riseup.net

à Brest

La lecture pour tous, 21 rue Navarin ☎ 02 98 44 41 01 — lalecturepourtous@riseup.net

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e ☎ 04 78 61 02 25 — lagryffe@lagryffe.net – http://lagryffe.net

Terre des livres, 86 rue de Marseille, 7e ; ☎ 09 50 58 84 22 ; terredeslivres@free.fr – http://www.terredeslivres.fr

à Marseille

L'Odeur du temps, 35 rue Pavillon, 1er ☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45 boulevard de la Libération, 1er ☎ 04 13 04 02 60

à Montreuil

La Parole errante/café-librairie Michèle Firk, 9 rue François-Debergue michelefirk@riseup.net

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12e ☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e ☎ 01 43 25 52 10

Parallèles , 47 rue Saint-Honoré, 1er ☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e ☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145 rue Amelot, 11e ☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e ☎ 01 43 71 21 07

LES RÉFORMES, LES SYNDICATS, ET « LA BASE »

LES CHIENS ABOIENT...

« LES CHIENS ABOIENT, LA CARAVANE PASSE » : la « caravane », c'est celle du capitalisme qui est passé à l'échelle européenne et mondiale et veut briser le corset de tout un ensemble de réglementations, concernant non seulement l'exploitation de la force de travail mais l'ensemble des structures politiques et sociales élaborées il y a plus de soixante-dix ans. Le modèle de société qui a fonctionné dans ce que l'on a appelé les « trente glorieuses » a permis le redressement et l'expansion du capital proprement français et sa mondialisation. Par un de ces retournements fréquents dans l'histoire économique et sociale, ces règles qui avaient permis son expansion sont devenues un obstacle à la poursuite de cette expansion et doivent être impérativement modifiées.

Les « chiens », ce sont les bureaucrates syndicaux qui ménagent surtout leur place et celle de leur organisation dans les structures de gestion de ce système capitaliste en intervenant dans et/ou organisant ce cadre pour qu'elles correspondent à leurs propres rôles et objectifs, ceux d'intermédiaires entre le capital et le travail pour un fonctionnement sans trop de heurts du procès de production.

Ce fut particulièrement le cas au sortir de la seconde guerre mondiale lorsque le capital français dut se sortir d'années d'immobilisme et d'occupation. L'union nationale, forgée dans les combats de la Résistance et les prétentions du gaullisme, conduisit à un programme du Conseil national de la Résistance, comportant d'une part l'instauration d'une sorte de capitalisme d'Etat nanti d'un plan de développement économique (nationalisations des secteurs clés, planification), d'autre part un pacte social destiné à s'assurer le soutien des travailleurs à ce redressement du capital national (création de la Sécurité sociale et généralisation de la retraite à tous les salariés). Pour faire bonne mesure et s'assurer le soutien de secteurs clés de l'économie d'alors, au-delà de cette vulgate officielle du commun des travailleurs, les travailleurs de ces secteurs clés (mines, sidérurgie, électri-

QUELLE GRÈVE ?
QUESTION DE VOCABULAIRE

La présente situation sociale avec ses mouvements de lutte distincts, sans autre lien que le fait d'être en grève en même temps, a fait apparaître des qualificatifs particulièrement inappropriés aux événements auxquels ils sont appliqués.

◆ Le nom très répandu de « **grève perlée** », donné à la forme de grève lancée par les syndicats – des grèves de deux jours renouvelées à intervalles réguliers – n'a aucun sens sauf une méconnaissance totale des moyens de lutte du passé. La grève perlée a toujours été une forme de lutte qui consistait, par un moyen ou un autre, à ralentir le rythme imposé du travail pour faire tomber sa productivité sans pourtant interrompre le travail : on continue à travailler mais au ralenti avec toutes les variantes possibles dans le temps. La grève perlée a pu être illimitée ou limitée, prévue ou imprévue. Mais cela n'a jamais rien eu rien à voir avec la forme présente de grève à la SNCF, qui est une forme de grève générale intermittente limitée dans le temps. De telles formes de grève récurrentes ont existé dans le passé mais elles n'ont pas mérité de qualificatif particulier. C'est sans doute pour cela que ses auteurs ont affublé la forme présente de cette grève des chemins de fer de ce faux qualificatif, faute de mieux.

◆ Un autre mot est apparu chez les protagonistes des grèves ou actions dans différents secteurs, celui de « **convergence des luttes** ». Dans le jargon utilisé autrefois, une grève localisée dans une usine ou un lieu de travail quelconque pouvait s'étendre aux autres usines du groupe, à la branche ou à l'ensemble des lieux d'exploitation dans un territoire plus ou moins étendu. Les références historiques peuvent être, entre autres, Juin 36 ou Mai 68. Le mot qui s'imposait était celui de « **généralisation** », correspondant à celui de grève générale qui pouvait être limitée dans le temps ou illimitée et qui pouvait tout autant prendre n'importe quelle forme, pas forcément celle d'un arrêt total du travail. Pourquoi ce nouveau venu dans le jargon des mouvements de lutte ? Faute d'antériorité sociale de référence, force est de recourir au dictionnaire : « convergence » signifie le fait de converger, de se diriger vers un point commun, de tendre au même résultat, d'aller en se rapprochant (dictionnaire Le Robert, article « converger »). Je laisse à chacun le soin de regarder et d'analyser quel point commun ou même résultat on trouve dans les grèves d'Air France, de Carrefour, de la SNCF ou les tentatives sporadiques isolées dans les facs contre la réforme du supérieur ou Notre-Dame-des-Landes. Au stade présent de ces luttes on ne peut parler que de concomitance, rien de plus, quels que soient les efforts de minorités vraiment mineures qui d'ailleurs ne sont unies que dans la pratique d'une certaine forme de radicalité. Finalement, le mot convergence n'apparaît sur le théâtre social que pour masquer le fait qu'il n'y a, pour le moment, aucune généralisation des luttes et pour masquer également le fait que tout militant – plus radical que moi tu meurs – ne peut rien et ne peut en rien provoquer une généralisation éventuelle des luttes ; il tente de fournir aux acteurs présents des luttes dispersées un point de convergence – avant tout politique – mais qui n'a que peu de chose à voir avec une perspective révolutionnaire.

cité, chemins de fer, dockers, fonctionnaires) se virent octroyer des statuts spécifiques dénommés « régimes spéciaux », ceux-là mêmes qui sont présentement dans le collimateur des réformistes des relations de travail.

Contrairement à une légende, ce pacte social n'était nullement un « acquis social » des travailleurs, gagné dans une lutte quelconque, mais une nécessité concoctée par des technocrates, nécessité qui comportait d'un côté, tout un ensemble d'avancées représentant une amélioration de l'ensemble des conditions de travail – le principal et les accessoires – destinées à s'assurer l'adhésion des travailleurs à ce rétablissement capitaliste. Ce pacte comportait une contrepartie : une invite aux travailleurs à se sacrifier en en faisant toujours plus pour faire croître rapidement la production et, machiavélisme, assurer ainsi le financement des « concessions » faites aux intéressés. Ce fut le sens des déclarations inhabituelles des dirigeants du PCF et de la CGT, qui dominaient alors la scène sociale, intimant aux travailleurs d'en faire plus, jusqu'à l'épuisement.

Ce furent, dès 1947, les travailleurs qui rompirent ce pacte social qui n'engageait que les dirigeants. Mais les grèves sauvages qui éclatèrent alors, servirent, avec le début de la guerre froide, de prétexte pour exclure le PCF du gouvernement qui, par un retournement, fit que la CGT instrumentalisa ces grèves fin 1947 dans le sens de l'option internationale d'alors, l'URSS. Mais malgré ce contretemps et la répression qui s'ensuivit, l'essentiel du statut social général et des régimes spéciaux resta en place, parfois complété mais aussi attaqué dans la mesure où certaines de ses dispositions gênaient l'évolution du capital. Ce fut alors que les luttes prirent le caractère de « défense des acquis », en fait d'un statut concédé dans les intérêts du capital mais que ce même capital reconstruit et orienté vers une mondialisation cherchait à tout prix maintenant à écarter.

C'est ainsi que depuis des années, pratiquement toutes les tentatives de modifications de ces règles devenues gênantes pour une réponse du capital à une compétition mondiale se sont heurtées à des résistances diverses, assez fortes pour faire que dans pas mal de secteurs on a assisté à des blocages. Plusieurs tentatives d'attaquer de front certains éléments importants du statut général et des régimes spéciaux, (retraite, contrats jeunes, etc.) ont soulevé d'importants mouvements de lutte qui ont contraint les gouvernements d'alors à céder. Mais cela n'a pas empêché une sorte de grignotage permanent, par des mesures partielles qui ne soulevaient pas trop de vagues puisqu'elles s'adressaient à des couches sociales limitées. Et bien que leur ensemble ait abouti à une réduction des « avantages sociaux » l'essentiel de ceux-ci a persisté, bloquant les possibilités d'expansion à l'heure de l'intégration dans l'Europe et dans le monde.

Les alternances politiques traditionnelles droite-gauche n'ont montré que l'impuissance des politiques à surmonter ces blocages, d'autant plus que toute tentative d'un parti au pouvoir était aussitôt dénoncée et instrumentalisée par l'opposition d'alors. Le plus bel exemple d'un tel blocage a été le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes qui est devenu au fil des ans un abcès de fixation à la fois réel et symbolique ; on pourrait multiplier les exemples dans tout ce qui concerne les structures économiques et sociales, notamment les relations de travail.

L'échec des protestations

La pression du capital devenant de plus en plus forte, l'avant-dernier gouvernement sous étiquette social-démocrate a bien tenté,

timidement, de s'engager dans cette voie d'une réforme radicale du système, et pour ce faire il avait embarqué un quarteron de jeunes loups technocratiques. Ceux-ci ont quand même réussi à faire passer deux textes essentiels. D'une part, la loi sur la représentativité syndicale qui rationalise les relations paritaires en éliminant les « petits syndicats » et renforce les accords d'entreprise et le pouvoir des sections de base aux dépens de la bureaucratie des appareils syndicaux. D'autre part la loi El Khomri, qui permet à ces sections syndicales de base représentatives de conclure des accords d'entreprise, dérogatoires à certaines dispositions du code du travail et des accords de branche négociés par les bureaucraties syndicales.

On peut épiloguer sur les mouvements syndicaux et autres du style « Nuit debout » qui tentèrent au cours de l'année 2016 de s'opposer à cette loi qui fut finalement votée. Il n'est guère possible d'incriminer l'une ou l'autre des organisations, partis et mouvements pour l'échec des protestations qui furent organisées sous toute forme au cours de cette année 2016, bien qu'on puisse y discerner pas mal de manipulations diverses autour d'évidentes divisions. A aucun moment toutes ces structures organisationnelles n'ont eu à endiguer un puissant courant de base, et c'est précisément la perception de cette situation qui les a rendus aussi timorés dans l'organisation d'une opposition réelle et efficace. La question que l'on peut alors se poser est de savoir pourquoi, jusqu'à présent, *aucun sentiment collectif de la nécessité d'agir ne s'impose,* sentiment qui imposerait une action de masse aux organisations ou à tout mouvement plus ou moins autonome.

Peut-être une réponse peut-elle venir du fait que toujours, plus ou moins l'idéologie capitaliste du moment imprègne aussi une bonne partie de la population, notamment celle du « progrès nécessaire » et que la situation de tout un chacun, malgré une bonne dose de mécontentement, n'est pas suffisante pour faire évoluer les mentalités vers une action collective. Mais, quelle que soit l'explication, le fait est que, depuis deux ans de « réformes » et une foule d'autres projets plus ou moins radicaux, on ne voit guère s'ouvrir de véritables fronts de combat social d'envergure.

Au 1er janvier 2018, les 26 ordonnances Macron prises au cours de 2017 et leur 117 mesures sont entrées en application : elles comportent une extension des dispositions de la loi El Khomri et une transformation radicale de la représentation des travailleurs dans les entreprises. Si, au cours de cette année 2017, une convergence des luttes avait pu se produire, c'en était bien le moment puisque ces mesures concernaient l'ensemble des travailleurs. Mais force est de constater que cette année-là a connu un déclin tant dans le nombre de grèves (712 contre 801 en 2016 et 966 en 2015) tout comme des protestations nationales (82 contre 110 en 2016) (1).

POURQUOI AUJOURD'HUI, alors que l'essentiel touchant la réforme des conditions d'exploitation de la force de travail est déjà en place, les syndicats « contestataires » se lancent-ils, à l'occasion de conflits distincts spécifiques, dans des manifestations qui n'ont pas – et de loin – l'ampleur de celles du passé (par exemple celles contre la réforme Juppé des retraites en 1995 ou contre le « contrat première embauche » [CPE] de Villepin en 2006). Pourquoi prônent-elles une convergence des luttes alors que les luttes en cours (SNCF, Air France, Carrefour) n'ont rien d'autre en com-

(1) Selon le site cestlagrève.fr qui recense les mobilisations sociales.

mun que la marche habituelle du capitalisme, et que les tentatives d'y associer d'autres secteurs, par exemple les universités, n'ont pas réussi à faire prendre la la mayonnaise des luttes ? Pourquoi, malgré l'évidente absence de cette convergence, malgré l'inefficacité de ces grèves, les syndicats « contestataires » persistent-ils à répéter des manifestations qui ne montrent rien d'autre que la faiblesse de la mobilisation ?

La raison, je crois est à rechercher ailleurs. Outre la réforme profonde du droit du travail, une mesure fiscale passée presque inaperçue est venue préparer d'autres réformes plus profondes des avantages sociaux, annexes du travail, un secteur où les bureaucraties syndicales excellent à trouver un bon fromage et la source de leur clientélisme. Cette mesure fiscale, déjà effective, concerne l'extension de la CSG et la diminution des cotisations sociales assises sur le salaire. Etant donné que tout le système des « avantages » sociaux repose depuis 1950 sur le paritarisme et que la gestion de la répartition des cotisations est confiée à des caisses retraite, maladie ou organismes de formation professionnelle où les syndicats se taillent la part du lion, toute fiscalisation diminue leur pouvoir. Ceci d'autant plus que les réformes présentement en chantier sur les retraites (avec l'instauration d'un système à points), celle de l'assurance-maladie et celles du chômage et de la formation professionnelle, les priveraient d'une bonne partie de leur prébendes actuelles.

La grève de la SNCF et la réforme projetée par le gouvernement qui n'est pour l'essentiel qu'une mise en conformité avec les impératifs économiques de la Communauté européenne, est spécifique à cette importante entreprise et sa spécificité n'est nullement reliée avec toutes les réformes Macron antérieures ou futures qui seules auraient pu entraîner une « convergence » des luttes (la loi El Khomri qui s'appliquait à la SNCF autorisait des atteintes au statut mais n'avait guère soulevé de mouvements sur les rails). La loi sur la représentativité syndicale fait que le gâteau de la discussion avec la direction n'est partagé qu'entre quatre syndicats, deux « contestataires », CGT et Sud Rail, qui à eux deux disposent d'une majorité de blocage d'accords éventuels (51 %) et deux « collaborationnistes », CFDT et UNSA. La forme de grève lancée par les « contestataires » est particulièrement machiavélique et d'une prudence exemplaire. Conçue pour que de toute façon, quelle qu'en soit l'issue, les bureaucraties syndicales en sortent indemnes. Si la grève par intermittence (pas grève perlée comme on la définit et qui est tout autre chose – voir p. 4) est efficace (ce qui ne semble pas le cas présentement *[à la mi-mai]*), les bureaucraties s'en trouveront renforcées dans leurs discussions avec la direction. Si elle échoue, ces bureaucraties pourront toujours prétendre que « la base ne suit pas » et qu'elles n'y peuvent rien. Quant à la fameuse convergence, on voit mal comment, au-delà des mots, elle peut avoir un sens autour d'une grève qui n'est que partielle et dont la routine tourne à l'inefficacité. Ceci alors que les autres secteurs qui étaient sollicités pour s'associer à cette convergence ne répondent pas.

On a beaucoup parlé, à propos des luttes présentes, de Mai 68 et d'un possible remake de cette révolte sociale. Mais outre que l'Histoire ne se répète jamais (en particulier, les conditions de l'exploitation de la force de travail et des règles sociales ont totalement changé en cinquante ans, même si le capitalisme impose toujours sa loi), en 1968 une convergence, qui fut d'ailleurs une généralisation des luttes, ne fut pas du tout « organisée » par un syndicat ou un parti quelconque, et surgit au moment où personne ne l'attendait. La tendance actuelle (je dis bien

actuelle car tout évolue et aujourd'hui plus que jamais, dans l'accélération due à une foule d'innovations techniques), c'est l'orientation vers une précarisation généralisée sous des formes très diverses, à l'échelle du monde (d'où l'apparition du terme « universel » chez tous les analystes et réformateurs divers). Toute une partie des réformes Macron vise à personnaliser relations sociales et avantages sociaux et à écarter toute forme de gestion collective : cela redonne un pouvoir à l'Etat, c'est-à-dire au capital, aux dépens de toutes les formes collectives qui pouvaient intervenir dans les processus économiques.

Comme le dit le proverbe anglais, *watched pot never boils,* « l'eau qu'on surveille ne bout jamais ». Une grève attendue ne survient pas. Si les conflits sociaux, petits ou grands, localisés ou généralisés, surgissent à un moment donné, c'est souvent dans un contexte que l'on ne perçoit pas vraiment et qu'une étincelle imprévue fait exploser. Le contexte, c'est le capital qui le fabrique, à n'importe quelle échelle ; l'étincelle, cela peut être un fait minime qui surgit là où ne l'attend pas. Et dans tout cela, les donneurs d'ordre et de consigne, les conjoncturistes et les planificateurs, n'ont aucun pouvoir sauf de prendre éventuellement le train en marche pour préserver leurs intérêts. Si l'on regarde ce qui se passe dans le monde, on s'aperçoit que de tels mouvements de masse, de résistance spécifique, existent depuis des années avec une récurrence qui incite à l'optimisme et qui sont en quelque sorte une « réponse à l'universel » hors des schémas classiques de lutte qui ne font plus recette. C'est particulièrement visible aujourd'hui aux Etats-Unis. Mais ces mouvements qui pour l'instant naissent et meurent n'ont rien de commun avec la forme des luttes qui se déroulent aujourd'hui en France, même si l'on peut espérer qu'ils s'y retrouveront un jour.

H. S.

NOTRE-QUEL

Des dynamiques

Des participants à l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes nous ont adressé par courriel un texte, titré « Des dynamiques inhérentes aux mouvements de contestation », et qui se présente comme suit :

« Les réflexions développées ici sont basées sur plusieurs mois de compagnonnage à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Elles se sont aussi élaborées collectivement, ce qui a abouti à l'organisation du festival "off" lors de la "Fête de la victoire", le 10 février 2018. La situation est si complexe et elle évolue si rapidement que tenter de faire entrer une analyse dans le cadre de quelques pages est une gageure. Ceci n'est donc qu'un point de vue partiel et partial.

Cette lutte a marqué les représentations de nombres de militant-es depuis une dizaine d'années, d'autant que beaucoup de clichés sur l'organisation ont été créés, de l'intérieur de la ZAD, pour en faire une lutte modèle. C'est d'ailleurs appâté-es par ces clichés que nous sommes venu-es sur la ZAD y voir de plus près. Nous essayerons de proposer quelques clés pour comprendre ce qui se passe à NDDL, mais aussi dans d'autres luttes du moment. »

I. & M. – qhamsir@gmail.com

DAME-DES-LANDES, QUES PRÉCISIONS

inhérentes aux mouvements de contestation

Le texte comporte les chapitres suivants qui éclairent bien les différents aspects de ce qui se passe sur la ZAD :

« Contexte : une lutte "historique" » ; « Les forces en présence » ; « Les mythes à l'épreuve des faits : unité, horizontalité, consensus » ; « Chronique d'une bureaucratisation en cours (bureaucratisation par le haut, bureaucratisation par le bas) » ; « Cette dynamique est-elle propre à la ZAD de NDDL ? (la lutte italienne NO-TAV, dans les luttes contre l'extractivisme) » ; « Territoires en lutte et lutte de classes » ; « Une rébellion en voie d'intégration (acceptation et pacification : cas pratique la D 281 » ; « Délégation et négociation » ; « Légalisation et expulsions » ; « Intégration de la rébellion) » ; « Conclusion ? l'expulsion de la conflictualité ».

On aime la citation d'Orwell :

> « Winston laissa tomber ses bras et remplit lentement d'air ses poumons. Son esprit s'échappa vers le labyrinthe de la *doublepensée*. Connaître et ne pas connaître. En pleine conscience et avec une absolue bonne foi, émettre des mensonges soigneusement agencés. Retenir simultanément deux opinions qui s'annulent alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. Employer la logique contre la logique. Répudier la morale alors qu'on se réclame d'elle. [...] Surtout, appliquer le même processus au processus lui-même. Là était l'ultime subtilité. Persuader consciemment l'inconscient, puis devenir ensuite inconscient de l'acte d'hypnose que l'on vient de perpétrer. La compréhension même du mot *doublepensée* impliquait l'emploi de la *doublepensée*. » (George Orwell, 1984.)

On peut envoyer à tout intéressé, soit par courriel soit sur papier, le texte complet (trop long pour ce numéro d'*Echanges*) qui donne une vision complète (avec photos) de ce qui est en jeu dans la ZAD. On ajoute un commentaire sur un point qui nous semble important. Et essentiel dans les débats présents.

NDDL, questions de propriété et de gestion d'un mode de production

Les affrontements autour de Notre-Dame-des-Landes – un microcosme de lutte et de violence dans un univers de luttes et de violences sur toute la planète – masquent les problèmes réels que se posent et posent en fait les défenseurs de la ZAD à propos de la terre et de son mode d'exploitation comme instrument de production.

Disons tout de suite, avant d'examiner ces questions touchant à la propriété du sol, que tout ce qui tend à être créé – individuellement ou collectivement – dans un système capitaliste mondial en tentant d'échapper aux règles de ce système, espérant se pérenniser pour devenir une sorte d'amorce d'une trans-

formation révolutionnaire vers une tout autre société, ne peut empêcher, s'il n'est pas éliminé physiquement, sinon d'être assimilé par le capital, du moins d'être contraint de se plier aux règles du système. Si cette expérience réussit à survivre par l'autoproduction et l'autoconsommation, quelles que soient les règles les plus équitables de fonctionnement, elle doit pourtant, inévitablement, avoir des relations avec le monde capitaliste environnant, ne serait-ce que pour se procurer de quoi payer les impôts, les semences et le matériel agricole – soit en vendant sa force de travail dans un emploi extérieur, soit en vendant une partie de sa production devenue marchandise dans le circuit commercial capitaliste.

La terre – le sol – comme tout ce qui existe sur cette planète – dans ce système capitaliste – fait l'objet d'une appropriation caractérisée par des termes juridiques qui en définissent le propriétaire, les droits attachés que chacun, y compris la puissance publique, est tenu de respecter, l'ensemble pouvant être transmis selon des règles précises – par vente, donation, succession, saisie pour dette, par expropriation avec confiscation par l'Etat pour cause « d'utilité publique ». De toute façon, quel qu'en soit le propriétaire (individu ou collectivité privée ou publique), celui-ci fait de sa possession un simple instrument – un élément du capital fixe – intégré comme moyen de production en vue d'une production de plus-value à travers l'exploitation d'une force du travail œuvrant sur ce moyen de production.

Que ce soit pour la construction d'un aéroport ou pour élever des vaches d'une manière traditionnelle, faire pousser d'une manière bio et en communauté des carottes ou des pommes de terre, la terre reste un moyen de production exploité avec une force de travail. Comme tout autre moyen de production, la terre produit, au moyen de l'utilisation de la force de travail des marchandises : alors que les autres moyens de production, en gros les machines, s'usent et doivent être à un moment ou à un autre être remplacés (ce qui pose au second degré la question de l'épuisement des matériaux composant ces machines et de l'énergie concourant à leur fonctionnement), la terre ne peut être remplacée. Son utilisation intensive tend à la détruire irrémédiablement, ce qui fait que son mode de gestion comme instrument de production devient essentiel, pour le capital lui-même. C'est en partie ce que tentent de poser les acteurs de Notre-Dame-des-Landes.

Mais, pour capital qu'il soit, ce problème reste pourtant indissolublement lié aux prérogatives présents du propriétaire du sol, qui a entièrement le droit de l'exploiter aux conditions qui lui plaisent. Ce qui ramène au premier plan cette question de propriété.

Qu'en est-il de la propriété du territoire de la ZAD ? de ce qui devait être pris pour la construction de l'aéroport, après le renoncement à cette construction et l'annulation consécutive de l'expropriation ? La réponse est un véritable sac de nœuds, car on se trouve devant une multiplicité de propriétaires ayant les mêmes droits légaux attachés à leur propriété légale. Une bonne partie de la ZAD est la propriété légale (hors expropriation) du département de la Loire-Atlantique ; quelques pour cent ont été acquis fort légalement (et aussi hors expropriation) par l'entreprise Vinci et ses acolytes ; certains propriétaires terriens ont cédé légalement dans les formes normales leurs terres à l'Etat (sans avoir été expropriés). Tous ces propriétaires restent légalement propriétaires et peuvent faire ce qu'ils veulent des terres ainsi acquises, qui ne sont plus tenues de figurer dans une opération quelconque sans leur accord formel. Restent les terres qui ont été expropriées au

profit de l'Etat : elles doivent revenir aux anciens propriétaires qui sont soit des exploitants de leur terre, soit des non-exploitants qui louent leur terre à un fermier, avec un contrat précis qui s'impose de nouveau du fait du retour à la situation juridique antérieure.

Les revendications des zadistes se heurtent à cet imbroglio juridique. Les seuls à pouvoir s'en tirer dans la situation présente, s'ils participaient au mouvement, sont les paysans (propriétaires ou non) car ils retrouvent tous leurs droits. En revanche le reste des zadistes n'ont aucun droit sauf ce qui pourrait être convenu, sous l'égide de l'Etat, avec les autres propriétaires des terres. Mais là non plus, rien ne peut se faire sans l'accord formel des propriétaires concernés ; mis à part l'expropriation qui ne peut être prise que pour cause d'utilité publique – ce qui ne s'impose nullement dans ce cas de verdunisation privative des terres ; toute solution pourrait être annulée par une procédure intentée par l'un ou l'autre des propriétaires au nom du droit sacré de la propriété.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS /FRANCE, EUROPE

Sur la grève SNCF

◆ « Printemps 2018 : sur les mouvements sociaux et la défense du service public » : « On peut se demander la direction que prendront à terme les luttes de classe, qui ne se sont jamais limitées à la forme des mouvements sociaux. https://carbureblog.com/2018/

◆ Sur la situation sociale en France : « Absence d'enjeu de classe et de conflictualité » : http://dndf.org/?p=16813

Foyer ou résidence ?

◆ Depuis des années, les anciens foyers de travailleurs immigrés sont transformés en « résidences sociales ». On pourrait croire à une amélioration des conditions de vie dans les foyers, dénoncées depuis longtemps. Mais les intrusions des gestionnaires dans les chambres, les interdictions d'absence alors qu'on veut aller au pays, l'interdiction des cuisines collectives... Dans *Courant alternatif* n° 279 (avril 2018).

Harcèlement à La Poste

◆ Le blog spartacus1918.canalblog.com/archives/2018/03/10/36214185.html reprend un appel à la « Solidarité de classe : Regroupons-nous contre la répression à La Poste et ailleurs ». Selon ce texte, qui s'accompagne d'une pétition, Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92 et militant du Front Social, subit un véritable harcèlement disciplinaire : 10 tentatives de licenciement en 14 ans, et presque un an de mises à pied cumulées.

Johnny et Macron

◆ Texte de Patlotch : http://civilisation-change.forumactif.org/t508-johnny-hallyday-rock-francais-et-ideologie-politique-du-macro-n-populisme

Révolte des banlieues et « idéologie insurrectionnaliste »

◆ Deux ouvrages des Prolétaires internationalistes, aux éditions Communauté de lutte (CL) : *La Flamme des banlieues,* traduction d'un texte paru en espagnol en 2013 (« ...Ce fut une révolte en bonne et due forme qui menaça, à travers ses accents révolutionnaires, de rompre la paix sociale dans toute la France... ») et *Critique de l'idéologie insurrectionnaliste* » (« Tout au long de ce livre, nous tentons de mettre en re-

Les correcteurs de l'édition, du salariat à l'autoentrepreneuriat

◆ Dans *Courant alternatif* n° 277 (février 2018), « L'édition mérite correction ! » : sur le combat du Collectif des correcteurs précaires, en lutte depuis deux ans. L'auteur invite à partager le long chemin qui va amener les correcteurs – qui en règle générale sont plutôt des correctrices – à faire partie des emplois précaires. Il montre comment des travailleurs autrefois sous statut de salariés CDI plein temps, travaillant chez l'éditeur, vont se retrouver progressivement en statut de travailleurs à domicile (TAD), sous la convention collective des travailleurs à domicile. Ce travail chez soi, bien que pratique pour certains, est maintenant encadré par la loi sur le télétravail, par laquelle le gouvernement vise à encourager le télétravail et ses conséquences négatives pour le salariat. L'article signé Elisario montre comment on glisse du statut de salarié plein temps au salariat à la tâche, pour finalement se trouver réduit à devenir un contractant, c'est-à-dire un autoentrepreneur de soi, avec toutes les affres de ce genre d'emploi.

Première offensive. Dès 1980, les lecteurs-correcteurs qui travaillaient dans les locaux des éditeurs avec un statut de cadre mensualisé ne vont plus jouir de cette « faveur » et se trouvent aux prises de la concurrence capitaliste. Les éditeurs ne veulent plus payer des mètres carrés parisiens devenus trop chers. L'internet plus le télétravail arrivent à point pour précariser l'emploi, pour les correcteurs c'est le retour au travail à la tâche et le boulot à domicile avec un salaire en baisse. Pour les éditeurs c'est une économie sur le capital constant : plus de locaux, plus de chauffage, ... Tout retombe sur le salarié – il est encore salarié, mais un salarié sur le modèle anglais du zéro heure, un CDI certes, mais en heures annuelles.

Deuxième offensive. Elle émerge vers les années 2000, avec la mise sur le marché de l'emploi des « autoentrepreneurs de soi », le début de ce qui va porter le nom d'ubérisation. Ceux qui sont encore sous le régime d'un salariat bidon commencent à sentir le sol se dérober sous leurs pieds, des rivaux comme d'anciens professeurs de français en retraite et des étudiants en lettres viennent concurrencer ce salariat précarisé.

Là où un salarié coûtait plus de 2500 € par mois pour une rémunération nette de 1500 €, le contractant autoentrepreneur ne va coûter que 1500 €, indique l'article. Les taux de cotisations sociales de l'autoentrepreneur, nettement plus faibles que ceux du salariat, tendent à la baisse. En 2018, les taux repartent à la baisse du fait du transfert d' une partie des cotisations sociales sur la CSG. Ce sont les retraités qui par le prélèvement de 1,7 % de CSG, soit 22,6 milliards d'euros, vont assumer la promotion de l'entrepreneuriat et la baisse des charges patronales du privé. Toute la profession des correcteurs est menacée par l'auto-entrepreneuriat. Nous voyons ici comment une profession se délite sous l'effet des nouvelles technologies. Le cas des correcteurs et correctrices n'est pas isolé, d'autres secteurs vont subir la même trajectoire, celle où la frontière de l'entreprise devient poreuse, permettant au travail de pénétrer dans ce que les anciens appelaient la vie privée. Récemment une émission de télé montrait une entreprise de bus belges qui misait sur le travail pendant le temps de transport. On avait déjà constaté ce fait dans les TGV.

Mais la numérisation crée aussi des emplois, comme par exemple les « micro-travailleurs » du numérique. Ils et elles accomplissent de petites tâches digitales et numériques : classer des photos, analyser des images pour les algorithmes, traduire un petit texte... Payés au clic ou à la tâche, ils sont les petites mains d'une économie numérique en plein essor. Ces micro-tâcherons sont plus de 90 millions dans le monde, un prolétariat précaire en pleine expansion. *G. Bad*

lief comment l'idéologie insurrectionnaliste, loin de défendre et représenter la pratique insurrectionnelle du prolétariat, constitue un obstacle dans le processus de reconstruction du mouvement révolutionnaire... »)
www.fr.proletariosinternacionalistas.org/flamme-des-banlieues/
www.proletriosinternationalistas.org et infos@proletariosinternationalistas.org
En PDF :
www.fr.proletariosinternacionalistas.org/wp-content/uploads/2017/09/La-flamme-des-banlieues-texte.pdf

◆ Rappelons qu'*Echanges* a publié sur ce thème une brochure toujours disponible *La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial.*

Service, service...

Dans *Courant alternatif* n° 279 (avril 2018): « A propos du service civiques universel, qui devrait devenir obligatoire en 2019.

Témoin basque

◆ Dans *Jakilea (Le témoin)* n°126 (mars 2018), une mine d'information sur les luttes passées et présentes dans le Pays basque des deux côtés de la frontière (CDDHPB, Maison de la vie citoyenne, Polo Beyris,64100 Bayonne).

EUROPE

Migrants en Allemagne et au Royaume-Uni

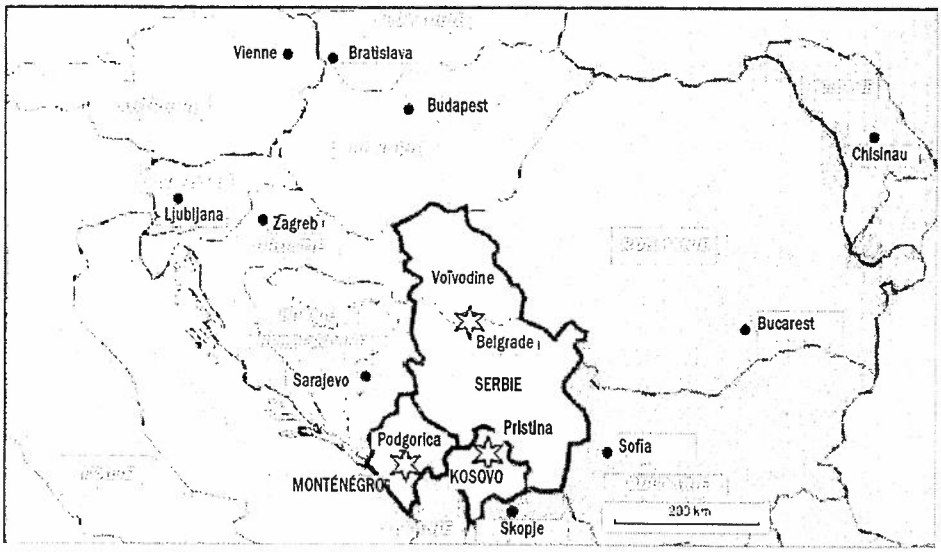
◆ Un article, « On recherche réfugiés qualifiés », dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat,* analyse les mouvements migratoires en Allemagne. L'auteur (anonyme comme habituellement dans la revue) revient sur l'importance de ces mouvements à partir de l'été 2015. Il rappelle d'abord que l'ouverture des frontières allemandes a obéi à un besoin de main-d'œuvre, mais que c'est surtout la pression migratoire à cette époque-là qui a obligé le gouvernement à lâcher du lest. Bien que les discours patronaux affirment chercher des profils qualifiés, les besoins se font surtout pressants dans de nombreux métiers non qualifiés tels que les services à la personne, les travaux publics ou bien encore les ouvriers à la chaîne dans l'industrie automobile. Dans un marché du travail dérégulé, contrairement à ce qu'il en était dans les années 1960 quand l'Allemagne faisait venir des « Gastarbeiter » (travailleurs invités), principalement de Turquie, les migrants sont utilisés comme moyen de pression afin de tirer les salaires vers le bas. Une explication, sans doute parmi d'autres, de ce paradoxe pour les économistes d'un taux de chômage au plus bas sans que les salaires augmentent pour autant. Les profils qualifiés sont rarement pour les migrants qui servent uniquement de masse de manœuvre pour un patronat en mal d'exploitation de la force de travail. Les employeurs réclament des travailleurs qualifiés mais la seule qualification qui leur importe fondamentalement c'est la discipline des travailleurs, et ceux qui ont en poche un diplôme, petit ou grand, ont l'échine plus souple que ceux qui n'en ont aucun ; pour les autres il leur faut apprendre la discipline exigée par leur alphabétisation forcée en langue allemande. A l'été 2015, les intérêts des réfugiés arrivés en Allemagne et des groupes politiques de gauche (ONG humanitaires, syndicats, partis, etc.) se recoupaient. Cette conjonction des forces a rapidement éclaté ; les réfugiés actuels en Allemagne, contrairement à leur coreligionaires d'autrefois, n'ont plus l'espoir de gagner rapidement de l'argent pour rentrer au pays et cherchent individuellement à s'inventer une vie meilleure. Une série d'entretiens dont des versions

abrégées suivent cet article le montre : avec un commis en cuisine (afghan), un réparateur automobile (afghan), un traducteur (afghan), un conducteur de chariot élévateur dans une usinle automobile (syrien), un cuisinier dans un « Imbiss » (kiosque à sandwich) (irakien), un autre cuisinier (indien), un mécanicien auto et pêcheur (kosovar), enfin, un apprenti dans la finance (syrien).

◆ En Grande-Bretagne, conservateurs et travaillistes se retrouvent sur des bases communes pour accabler les migrants de tous les maux (avec parfois quelques différences dans l'argumentaire selon le parti politique), c'est le sujet d'une première partie d'un article, « Migration et social-démocratie nationale en Grande-Bretagne », dans ce même n° 101 de *Wildcat*. Cette première partie est suivie d'une seconde, « Dans l'ouest sauvage de Londres », qui relate l'activité de l'auteur dans les profondeurs de l'ouest londonnien livré aux entreprises de logistique et de transformation alimentaire industrielle : depuis quatre ans, existe un collectif sous le nom de AngryWorkers qui rassemble de nombreux migrants (90 % des travailleurs dans ces secteurs n'étant pas d'origine britannique), organise des luttes pour de meilleurs salaires, un réseau de solidarité, crée des groupes autonomes de travailleurs dans chaque entreprise en coordination avec le syndicat IWW, publie un journal concernant les activités des groupes de travailleurs distribué à 2 000 exemplaires dans les usines du voisinage et forme un collectif politique qui organise des rencontres dans divers lieux et entretient des contacts avec des groupes politiques de gauche au niveau international. Enfin, ce groupe coordonne avec les syndicats traditionnels quelques actions ponctuelles, principalement autour de luttes pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Presque tous les articles de *Wildcat* posent la question des tâches pratiques. Dans celui-ci ,une petite demi-page pose la question « Que faire ? » en appelant la gauche à dessiller les yeux des travailleurs qui espèrent encore qu'un éventuel gouvernement travailliste aurait le pouvoir de changer les choses et de rompre avec le multiculturalisme libéral.

Luttes en Slovaquie

◆ Slovaquie : « Grève chez Volkswagen à Bratislava », dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat* : la production dans l'usine Volkswagen de Bratislava a commencé en février 1992. En juin 2007, ce site de production a connu sa première grève encadrée par les syndicats. Comme partout dans le monde, de multiples statuts séparent les travailleurs les uns des autres, entre CDI et précaires, aggravés à Bratislava du fait que trois entreprises interviennent sur ce site : Volkswagen sur les chaînes d'assemblage, Autovision qui gare les voitures finies sur les parkings et assure les contrôles de qualité, et DHL qui se trouve en début de chaîne où les ouvriers de cette entreprise apportent les pièces sur les chaînes. Les travailleurs ont obtenu plusieurs améliorations de leurs conditions de travail (meilleure indemnisation des congés maladie, augmentation de dix minutes du temps de pause, etc.) ainsi que des augmentations de salaire (réduction des catégories salariales de 12 à 10, 834 euros au lieu de 679 jusqu'alors, etc.) Cette grève, bien que limitée à une seule usine, a montré que des ouvriers de plusieurs entreprises pouvaient mener un combat commun et les perspectives d'ouverture d'autres entreprises dans le pays (Amazon devait ouvrir en Slovaquie un centre de logistique à Sered, près de Nitra, en novembre 2017) laissent espérer des luttes plus collectives.



Luttes dans l'ex-Yougoslavie

◆ »Lutte de classes dans l'ex-Yougoslavie... et en Albanie », dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat* : les travailleurs de l'usine Fiat de Kragujevac, en Serbie, se sont mis en grève, suivis par ceux de l'entreprise de fabrication de réfrigérateurs de Gorenje. Depuis la crise mondiale de 2008, la lutte de classes ne cesse de prendre de l'ampleur dans les pays de l'ex-Yougoslavie, souvent mêlée de nationalisme et de Yougonostalgie. De 2009 à 2011, ce sont essentiellement les travailleurs du textile qui étaient à la pointe des grèves. Depuis, la vague de grèves touche aussi les chantiers de construction, notamment au Kosovo, et jusque dans l'Albanie voisine où, à Ballsh, des travailleurs du pétrole se sont mis en grève le 1er juin 2016, contre des retards dans le paiement des salaires et ont obtenu gain de cause en septembre.

En Serbie encore, l'article de *Wildcat* relève une grève sur un chantier de BTP à Ratko Mitrović (de quelques jours, à partir du 13 juillet 2017) pour de meilleures conditions de travail (les travailleurs posent de l'asphalte parfois sous des températures de 50°C) des heures impayées et une assurance santé. En mars 2017, ce sont les travailleurs de l'usine de fabrication de wagons de chemins de fer Golsa à Smederevske Palanke qui ont fait grève (mars 2017) pour des salaires impayés depuis plus de trente mois. Un accord de paiement avait été négocié avec le gouvernement mais l'entrepreneur n'a jamais respecté les termes de l'accord et la moitié des ouvriers sont à la recherche d'un nouvel emploi. A Priboj, l'entreprise FAP est une entreprise de construction de véhicules pour l'armée ; l'usine a peu de travail et les ouvriers, qui cherchent à se faire payer des salaires en retard, ne pouvant faire grève, ont bloqué des voies de chemin de fer, empêchant ainsi l'acheminement de voitures fabriquées à Kragujevac vers le port monténégrin de Bar. A Belgrade, les travailleurs des services sociaux ont fait grève pour une meilleure sécurité de leurs postes et les postiers ont

manifesté le 12 novembre 2017 pour une hausse des salaires ; à Belgrade toujours, ce sont les conducteurs de trains qui ont en février-mars, en juin et en décembre fait grève pour une augmentation de salaire. Enfin, en Slovénie, 400 conducteurs de bus sur 570 du groupe Arriva, filiale de la Deutsche Bahn, se sont mis en grève du 4 au 14 septembre 2017 pour de meilleurs salaires. Malgré la plaie du nationalisme et la Yougonostalgie, ces luttes montrent que la combativité des travailleurs dans les Balkans ne cède ni aux menaces de guerre qui pèsent encore sur la région ni à la crise mondiale.

◆ *Yugoslavia, peace,war and dissolution,* de Noam Chomsky. PM Press PO Box 23912, Oakland, Ca 94623, Etats-Unis www.pmpress.org

Luttes en Roumanie

◆ Un encadré dans *Wildcat* n°101, « Grève sauvage chez Ford à Craiova, Roumanie », rappelle que dans ce pays la lutte ne faiblit pas. Le syndicat Sindicatul Ford Craiova a négocié avec Ford, pour 2018 et 2019, un accord salarial rejeté par les ouvriers qui se sont mis spontanément en grève. Le 29 décembre, les ouvriers ont repris le travail alors que l'ancien accord était périmé. 2018 s'annonce chaud.

Luttes en Italie et en Allemagne

◆ « Luttes dans la logistique en Italie », dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat* : il y a maintenant environ sept ans que les travailleurs du transport et les magasiniers ont commencé à se battre contre leurs conditions de travail, rappelle un camarade italien de Vénétie qui décrit la complexité du marché du travail en Italie : entre coopératives, qui correspondent à peu près à nos sociétés d'intérim, favorisant la flexibilité et la précarisation, et la fragmentation du paysage syndical. L'auteur de cet article donne une liste impressionante, que nous ne pouvons reproduire ici, de la fragmentation syndicale entre syndicats traditionnels et syndicats alternatifs (comités de base, Cobas) qui ne cessent de se combattre les uns les autres. Les coopératives disparaissent rapidement, oubliant leurs adhérents, pour réapparaître sous un autre nom. Syndicats officiels et syndicats alternatifs rivalisent de slogans offensifs tout comme les syndicats alternatifs essaient de se démarquer les uns des autres par la radicalité de leurs positions au détriment de l'unité syndicale et de leurs adhérents. L'article est suivi d'un entretien (fortement abrégé), facilité par le secrétaire de Rifondazione Comunista, avec des membres du syndicat des travailleurs du transport. En Vénétie, ces deux dernières années, une coordination s'est mise en place qui a obtenu des résultats bénéfiques pour les travailleurs en terme de salaires et de conditions de travail.

◆ Campagne pour les salaires dans les hôpitaux : un article dans le n°101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat,* retrace la lutte contre les mesures d'industrialisation appliquées dans les centres de soins dans le monde depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui. En Allemagne comme ailleurs l'intensivité du travail s'accroît et les salaires stagnent. En outre, le pays étant un Etat fédéral les salaires et les conditions de travail varient en fonction des Länder et des services, publics ou privés, et la puissance des syndicats (IG Metall dans l'industrie et ver.di dans les services) freine l'extension des luttes par le principe de la cogestion.

Catalogne

◆ Dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat,* « Le labyrinthe catalan. Expérimentations sur la voie d'une transformation sociale ? » offre une analyse du

mouvement indépendantiste catalan. L'auteur rappelle quelques événements marquants dans l'histoire de l'Espagne après la mort de Franco (20 novembre 1975) et la restauration de la monarchie, alors que la modernisation de l'économie avait miné les fondements du franquisme *[voir Cajo Brendel et Henri Simon,* De l'anti-franquisme à l'après-franquisme. Illusions politiques et lutte de classe, *Echanges et mouvement, 1979 (NdE)]* et que la lutte de classe commençait à saper le consensus de la société espagnole : le pacte de la Moncloa (1978) entre les militaires, la monarchie, le patronat, les syndicats et les partis politques accordait quelques réformes afin de briser les revendications des travailleurs, entre autres une autonomie partielle aux diverses régions espagnoles. Puis, l'auteur revient sur les événements récents en Catalogne, dont la complexité contribue à obscurcir les nombreux enjeux de la vague indépendantiste entre coteries politiques et mouvements sociaux. Un mouvement indépendantiste qui ne se laisse pas précisément définir, mélange de revendications culturelles et économiques dont l'auteur va chercher les origines dans les luttes sociales à partir de 2007 et de la crise mondiale de 2008-2009, auxquelles sont venues se superposer une rupture dans le mouvement indépendantiste entre le républicanisme de la bourgeoisie catalane, prête à pactiser avec le pouvoir central, et sa gauchisation après les mobilisations du 15M sur les places publiques durant l'été 2011. Le 15M réclamait un renouvellement de la démocratie et entraînait la naissance de nouveaux partis (Podemos, Ciudadanos, etc.) qui remettaient en question le bipartisme entre socialistes (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) et conservateurs (Parti populaire, PP). Ces deux partis traditionnels, issus du pacte de la Moncloa, étaient dans le même temps accusés de corruption, le PS soumis en outre à la pression de la rue contre la guerre en Irak (2003), principalement en Catalogne, et le PP pour avoir imposé une cure d'austérité qui a touché le budget de la Catalogne menant à une radicalisation du mouvement indépendantiste et sa convergence avec les mouvements sociaux. En outre, les attaques récentes du pouvoir central contre l'autonomie accordée à la Catalogne tente une diversion dans les affaires de corruption qui minent le gouvernement du Parti populaire. Selon l'auteur, « l'instrumentalisation de la "question territoriale" est un outil décisif dans l'atomisation de la "question sociale" » et « l'accent mis sur le territoire comme théâtre des conflits sociaux va avec une focalisation à sens unique sur la vie hors de l'entreprise et la reproduction de l'individu bourgeois : relations de voisinage, construction des villes, qualité des infrastructures (...).». Un mélange du rapport entre travail et inégalité sociale qui mène à des représentations romantico-idéalistes sur l'autogestion et l'autarcie. Enfin, l'auteur le souligne fort justement, des 7,5 millions d'habitants en Catalogne, 63 % sont nés dans la région (beaucoup, de parents venus d'autres régions ; entre 1960 et 1975, un million d'immigrants intérieurs sont venus en Catalogne depuis les autres communautés espagnoles pour accompagner l'industrialisation de la région), 19 % dans d'autres régions d'Espagne et 18 % hors d'Espagne. Et si 47 % sont de langue maternelle catalane, 48 % partagent l'espagnol comme langue maternelle.

Pologne

◆ « In One Gulp! Poland Swallowed Up by Consumer Capitalism », dans *Fifth Estate* n° 400 (printemps 2018). (En anglais, copie à Echanges.)

LA GRÈVE DES ENSEIGNANTS AMÉRICAINS

...TOUT COMMENCE EN VIRGINIE OCCIDENTALE

LA VIRGINIE OCCIDENTALE EST, DANS le classement des 50 Etats de l'Union, tout en bas de l'échelle : le 41e en superficie (63 000km², l'équivalent de la région Auvergne-Rhône- Alpes), le 37e en population (1 800 000 habitants, le quart de cette région française), le 29e en densité de population avec 30 habitants au km², en dessous de

la moyenne américaine de 33 habitants par km² (et bien en dessous des 114 habitants au km² de la région Auvergne-Rhône-Alpes), le 40e Etat quant à son PIB.

C'est un Etat de l'est du pays, dans les monts Appalaches, chaîne de montagnes qui court parallèlement à la côte est depuis le Canada jusqu'en Georgie et dont l'altitude, dans cet Etat de Virginie occidentale se situe entre 500 et 1500 m. Ce fut longtemps une région reculée à vocation uniquement agricole, couverte de forêts et de vallées profondes, souvent considéré comme l'Etat le plus sauvage des Etats-Unis. Il a gardé ce caractère malgré une certaine expansion économique due à l'extraction du charbon dont le sol regorge. Depuis les années 1800, la population a augmenté au rythme de 20 % à 30 % par an pour atteindre un pic en 1940, mais depuis a décliné lentement au rythme de la disparition progressive de l'industrie charbonnière. L'Etat ne compte plus que 1,8 million d'habitants, soit 50 000 de moins qu'en 2010.

Ce déclin a accentué l'isolement de cet Etat, entraînant des problèmes intrinsèques tels que la misère de la population, des problèmes d'inceste et de consanguinité, facteurs de dégénérescence physique, aggravant la misère de la population locale. Dans les années 1930, un rapport d'Eleanor Roosevelt décrivait une population misérable vivant dans des cabanes sommaires et des enfants en haillons courant pieds nus. A cette époque, le quart des mineurs des Etats-Unis vivaient en Virginie occidentale. Les mines exploitées depuis longtemps doivent être creusées toujours plus profondément et leur coût d'exploitation toujours accru ne permet pas de faire face à la concurrence.

En 2010, 300 mines étaient encore exploitées, il n'en reste plus que 100 aujourd'hui, exploitations à ciel ouvert qui supportent mal la concurrence du gaz de schiste.

LES ÉTATS-UNIS VUS D'EN BAS

QUELQUES PRÉCISIONS SUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF AMÉRICAIN

DANS N'IMPORTE QUEL ETAT, le système éducatif fait partie des infrastructures tout comme les routes, les chemins de fer, l'armée et autres supports techniques qui assurent le fonctionnement d'un système – capitaliste bien sûr – dans un territoire défini. Le développement, l'évolution et l'entretien de l'ensemble de ces structures sont assurés par les prélèvements divers effectués par le pouvoir politique, dans des limites compatibles avec l'activité économique de ce territoire. C'est dire que toute crise économique réduit inévitablement le montant de ces prélèvements et réduit, tout aussi inévitablement le financement global de ces infrastructures. Ce qui pose un autre problème non moins important, celui de la répartition de l'argent ainsi collecté dans des programmes budgétaires. Ce qui implique des choix politiques dont les justifications peuvent être multiples. Pour les Etats-Unis, la priorité a été donnée depuis des années aux dépenses militaires pour maintenir, bon an mal an, la présence militaire dans le monde (800 bases dans 177 pays) et l'engagement de troupes dans des secteurs de guerre. Le dernier budget établi par Trump a encore accru cette part du – *(suite p.5)*

En un an, 10 000 emplois de mineurs ont disparu (1).

La composition de la population n'a guère varié au cours de ces décennies de déclin. Elle se compose toujours à 94 % de Blancs, la plus grande partie d'origine lointaine européenne avec seulement 1 % d'hispaniques, le reste étant d'origines variées dont 3 % de Noirs. Il s'agit d'une population vieillissante avec un tiers de plus de 55 ans (contre 28 % en moyenne aux Etats-Unis) et 40 % de plus de 50 ans. Une bonne partie de cette population vit dans la misère et son niveau d'éducation, surtout chez les vieux, est particulièrement bas. De plus une émigration vers d'autres Etats à la recherche d'un nouvel emploi est souvent bloquée, les chômeurs ex-mineurs qui ont souvent emprunté pour acquérir leurs logements ne peuvent les revendre car le marché immobilier s'est effondré alors qu'ils doivent toujours rembourser les mensualités de leur emprunt. Les retraités voient leur pension de plus en plus réduite car indexée sur la production charbonnière tombée à quasiment rien ; un des fonds de pension des mineurs vient d'annoncer qu'il ne pourrait plus assurer, faute de fonds suffisants, le remboursement des frais maladie (2). A ces conditions de vie précaires s'ajoute une pollution environnementale, les sociétés minières s'étant mises en faillite pour échapper aux obligations d'assainissement. Tout a été abandonné sans travaux de remise en état des terres : des terrils et des sites miniers déserts suintent de polluants qui empoisonnent rivières, lacs et toute vie animale, végétale et humaine.

On peut comprendre pourquoi le slogan local de cet Etat « God, guns and coal » pourrait être remplacé par « Trump, guns and drugs ». Ce n'est pas un hasard si cette population vieillissante est devenue conservatrice en souvenir d'un passé révolu et on peut comprendre pourquoi les promesses de Trump de faire renaître le charbon lui ont apporté 68 % des voix de l'Etat. Ce n'est pas non plus un hasard si cet Etat détient le triste record des décès par overdose des Etats-Unis. En Virginie occidentale, 150 bébés sur 1000 sont accros à l'héroïne et plus de 90 % de l'activité des policiers sont liés d'une manière ou d'une autre à la drogue. L'usage des drogues diverses serait venu de la prescription systématique de calmants par les médecins à leurs patients profondément déprimés à cause de leur situation tragiquement précaire (3). Le fait est que dans cet Etat le nombre de morts par addiction aux médicaments est trois fois supérieur à la moyenne nationale.

La situation sociale de cet Etat cumule ses propres problèmes avec les problèmes généraux des Etats-Unis quant à l'entretien de l'ensemble des infrastructures sur tout le territoire (4). La crise charbonnière obère particulièrement les finances locales basées sur l'activité économique du secteur au moment où cette même crise accroît les besoins

(1) Fin 2016, l'industrie charbonnière employait environ 50 000 mineurs. Ils étaient 863 000 mineurs en 1923 et 70 000 en 2003 (« Coal mining in the United States », Wikipedia). Ce n'est pas une des moindres contradictions de Trump qui d'un côté prétend redonner vie à l'industrie charbonnière et de l'autre autorise la construction de tout un réseau de pipelines de gaz de schiste du Nord vers l'ensemble des Etats-Unis, dont le bas coût condamne l'utilisation du charbon.

(2) « Peabody retirees again face loss of benefits », par Jacob Barker, *St. Louis Post-Dispatch* (7 novembre 2015).

(3) « Drug Distributors Shipped 20.8 Million Painkillers To West Virginia Town », article repris sur de nombreux sites (30 janvier 2018) ; « In American 's drug death capital. How heroin is scarring the next generation », CNN International edition (16 septembre 2016) ; « In the eye of the needle: Stark photographs show the brutal reality of how West Virginia's coal country is in the grip of the nation's worst heroin epidemic » http://www.dailymail.co.uk/news/article-4472758/Inside-America-s-worst-heroin-epidemic.html

(4) Infrastructures : voir encadré p. 22.

d'aide de la population. C'est ainsi que la Virginie occidentale, comme pas mal d'autres Etats, doit se livrer à des acrobaties budgétaires pour réduire le déficit chronique et rogner sur des postes essentiels dans le fonctionnement de l'Etat qui, plus pauvre parmi les plus pauvres, reçoit environ 40 % de ses fonds de l'Etat fédéral. Les deux principaux postes de ce budget, l'éducation et Medicaid (5), concentrent plus de la moitié des dépenses de l'Etat. Le poste de Medicaid (plus de 500 000 habitants de l'Etat bénéficient de cette aide médicale aux plus pauvres et accessoirement aux vieux) qui correspond à 22 % des dépenses est difficilement compressible en raison d'une part du nombre de personnes dans la précarité sans couverture maladie (les mineurs licenciés n'ont droit à aucune couverture maladie) et du vieillissement de la population (les fonds de pension des mineurs, comme on l'a vu plus haut, ne peuvent plus assurer les prestations maladie ou les ont diminuées jusqu'à une quasi-inexistence) (6). Les 28 % du budget que représente le poste éducation se partagent entre 13 % pour le supérieur (privilège de la formation des élites) et 15 % pour le reste. Dans ce dernier secteur, primaire et secondaire, les salaires comptent parmi les plus bas des Etats-Unis dans l'enseignement et l'état des locaux est à la démesure du délabrement général des infrastructures, aggravé sans doute par la crise aiguë de cet Etat où le salaire moyen est au 48e rang, devançant seulement l'Oklahoma, le Mississippi et le Dakota du Sud.

(5) « Funding fort he 5% Why employee pay rise to come from budget cuts » *Charleston Gazette Mail* (6 mars 2018) les coupes viendront de différents secteurs économiques et de 10 % pour Medicaid.

(6)« In too deep », *Quartz* (30 décembre 2017) : https://qz.com/1167671/the-100-year-capitalist-experiment-that-keeps-appalachia-poor-sick-and-stuck-on-coal/

(*suite de la p. 3)* – militaire, ce qui réduit d'autant plus la part dévolue à l'ensemble des autres infrastructures. Pour cette part congrue, d'autres choix politiques s'imposent. Des trois principaux chapitres – l'éducation, l'assistance maladie et l'entretien des réseaux – ce dernier est le plus défavorisé et, comme nous le verrons, l'état du réseau global des communications n'est pas sans incidence sur les conditions de vie, notamment dans les Etats les plus pauvres de l'Union. Mais tant au niveau fédéral qu'à celui des Etats, la compétition de fait oppose l'éducation à Medicaid (1). Un exemple en sera donné quand le gouverneur de Virginie occidentale concédera une augmentation de 5 % aux enseignants : la dépense sera compensée par une diminution des crédits affectés par l'Etat à Medicaid (2). L'éducation des jeunes contre les soins aux vieux, ce pourrait être le résumé schématique de la situation.

Aux Etats-Unis, l'éducation est obligatoire, avec des variantes suivant les Etats, depuis l'âge de 5 ou 8 ans et jusqu'à 16 ou 18 ans. Comme en beaucoup d'endroits dans le monde, les services éducatifs se décomposent en prime enfance – *(suite p. 7)*

(1) Medicare est le nom donné au système d'assurance de santé géré par le gouvernement américain et destiné aux personnes de plus de 65 ans ou répondant à certains critères. Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Medicare. Medicaid est un programme qui a pour but de fournir une assurance maladie aux individus et aux familles à faible revenu et ressource. Il est géré par les Etats qui le subventionnent conjointement avec le gouvernement fédéral. Parmi les types de personnes qui sont susceptibles de bénéficier de ce programme, on retrouve : les parents à faible revenu, les enfants, les personnes âgées et les personnes à handicap. Source: http://fr.wikipedia.org/wiki/Medicaid.

(2) « The deep cause behind the school strike: teachers are competing with the elderny, competing for scarce funds », *The Washington Post* (16 mars 2018).

D'une certaine façon, si la situation de la Virginie occidentale peut sembler une caricature de la situation d'une bonne partie des Etats-Unis, on la retrouve un peu partout avec quelques variantes. Il peut paraître paradoxal qu'un an à peine après l'élection triomphale de Trump dans cet Etat, on se trouve devant l'explosion d'une grève des enseignants, arrêts de travail sauvages puisque la grève y est interdite dans les services publics. Il est certain que les promesses électorales de Trump sur la reprise de l'industrie charbonnière, la lutte contre la drogue ou l'amélioration des infrastructures n'ont guère tenu devant le manque de crédits dû à l'exonération d'impôts sur la fortune et les sociétés, l'augmentation sensible des dépenses militaires ou autres fantaisies trumpiennes comme le projet de construction du mur à la frontière mexicaine. Le sentiment d'avoir été blousé peut avoir entraîné une exaspération dans un secteur où les acteurs plus éduqués peuvent comprendre ce qui se passe et ce qui les attend. De plus, en Virginie occidentale comme ailleurs, les enseignants sont aux premières loges pour

Le délabrement des infrastructures

Depuis l'ensemble des moyens de transports en passant par les établissements publics dont les écoles et universités jusqu'aux services de l'eau, tout est depuis des décennies affecté par un manque drastique de crédits d'entretien et dans un état lamentable et souvent dangereux. Ceci au profit des dépenses colossales de « sécurité » (présence militaire mondiale et sécurité intérieure). Et malgré les rodomontades de Trump, bien peu de choses changeront sur de point dans les années qui viennent.

Le tableau du délabrement des infrastructures n'est plus à faire : on compte 178 déraillements dans les chemins de fer de 2000 à 2016, dont 40 % dus à l'état des rails ; à Baltimore (Maryland) le métro a fermé un mois à cause de 19 points défectueux ne pouvant être rapidement réparés ; à Atlanta (Georgie), l'aéroport, le plus important du monde en termes de trafic (90 millions de voyageurs par an), est resté bloqué pendant onze heures en décembre 2017 en raison d'une panne de courant ; dans tout le pays, 60 000 ponts présenteraient des dangers structurels. Il faudrait, seulement pour l'entretien, plus de 3 200 milliards d'ici 2020, mais il n'est prévu pour 2018 que 230 milliards.

◆ Voir « Infrastructures : les promesses floues de Trump, Washington annonce un plan de 1 500 milliards à 1700 milliards de dollars sur 10 ans qu'il financera à hauteur de 200 milliards », *Le Monde* (14 février 2018) ; « Wall Street cool on Trump infrastructure plan», *Financial Times* (14 février 2018) ; *Le Figaro* (18 décembre 2017) ; « Le marchés des infrastructures aux Etats-Unis », *Economie, science et innovation,* Québec (2017) ; https://weather.com/fr-FR/france/videos/video/des-milliers-de-ponts-amricains-seraient-dangereux ; « L'Amérique côté chaos » *Libération* (22 avril 2018) ; « US infrastructure needs repairs. But who should pay? Search for solution.– There is broad agreement that the nation's bridges, water mains, and airports are in need of work. But President Trump wants state and local governments combined with private partnerships to take the lead, while Democrats see a bigger role for the federal government », *Christian Science Monitor,* (31 janvier 2018) ; « Education. Leaking sewage, splintering walls : Parents complain Wake County school is falling apart », WRAL.com edito

connaître au quotidien les difficultés des élèves de tous âges et l'incidence sur leur vie et leurs aspirations éventuelles, conséquence des coupes de crédits dans le domaine de l'enseignement depuis des décennies, coupes qui touchent non seulement les salaires des profs mais aussi le nombre d'élèves par classe, les moyens éducatifs mis à leur disposition et l'état des bâtiment scolaires. Si ces questions sont beaucoup plus aiguës dans les Etats les plus pauvres, elles ne se posent pas moins dans la plupart des Etats, y compris les plus riches.

La grève des enseignants de Virginie occidentale a commencé, d'une manière tout à fait banale, sur une question de salaires. Le 22 février 2018, le gouverneur républicain de l'Etat signe une loi accordant aux employés de l'Etat (enseignants et autres personnels des écoles, police) une augmentation de salaire de 2 % à partir de juillet avec 1 % de plus pour les enseignants entre 2020 et 2021. Les enseignants de cet Etat sont déjà parmi les plus mal payés des Etats-Unis et ces augmentations dérisoires ne compensent en aucune manière l'inflation, l'augmentation des impôts et des frais médicaux. Les syndicats envisagent alors simplement l'organisation d'un vote pour faire accepter ces propositions.

◆ **Le 22 février,** un mouvement de grève sauvage commence dans quelques établissements puis très rapidement, médias sociaux aidant, il se répand dans l'ensemble du système scolaire de l'Etat : quelques jour plus tard, 33 000 enseignants sont en grève, affectant 270 000 élèves. Une promesse verbale du gouverneur d'une augmentation de 5 % ne les satisfait pas et ils décident de poursuivre la grève.

◆ **Le 27 février,** les syndicats enseignants ont bien tenté de stopper la grève par l'organisation d'un vote, mais, séparément, les en-

(suite de la p. 5) – (*kindergarten*),enfance (*elementary schol*) , jeunes adolescents (*junior high school*) adolescents âgés (*high school*) et jeunes adultes (*université*). Les établissements sont ou publics (85 % du secteur éducatif national) ou privés. Le secteur public est décentralisé au niveau de chaque Etat : le financement est essentiellement local, et très peu fédéral, et d'autre part les Etats ont la main sur les programmes. Au niveau fédéral, le département de l'éducation (4 200 salariés) reçoit environ 3 % du budget fédéral : cette somme est consacrée à fixer les priorités nationales, à rassembler et diffuser des informations sur l'éducation et à l'aide fédérale à l'éducation pour « seconder les efforts des Etats et des gouvernements locaux ».

Pour les raisons que nous avons exposées, les contributions de l'Etat se réduisent et celles des Etats dépendent de leur activité économique. Sous ce dernier aspect seuls les Etats de la côte ouest (Californie, Oregon, Washington) tirent vraiment leur épingle du jeu avec le cinéma, la Silicon Valley, les nouvelles technologies (GAFA [3]) Boeing et l'automobile. Pour le reste des Etats-Unis, c'est plus ou moins le délabrement du secteur éducatif , en raison de différents facteurs économiques et sociaux. Un seul exemple qui pourrait se retrouver en maints endroits : « [Kenny] Bridges – *(suite p. 9)*

(3) L'acronyme GAFA désigne quatre des entreprises les plus puissantes du monde de l'Internet : Google, Apple, Facebook et Amazon. Ces sociétés possèdent un pouvoir économique et financier considérable (parfois supérieur à celui d'un Etat). Par exemple, en 2015, la cotation boursière des GAFA s'élevait à 1 675 milliards de dollars, et celle de l'ensemble des entreprises françaises cotées au CAC 40, 1 131 milliards. On peut s'étonner de l'absence de Microsoft de ce « groupe », c'est pour ça qu'on trouve parfois l'acronyme GAFAM dans lequel le M représente Microsoft.

seignants ont décidé de continuer la grève.

◆ **Le 28 février,** 150 enseignants se rencontrent dans un centre commercial de la capitale, Charleston, et décident de passer outre les « promesses ».

◆ La grève va durer plus de douze jours pour cesser **le 6 mars** lorsque le gouverneur finit par céder et accorder – par une loi – une augmentation de 5 % des salaires de tous les agents publics. Pour donner un symbole à leur grève, les enseignants grévistes portent des tee-shirts rouges, ce qui donnera son nom au mouvement, « the red strike ». Le drame est que cette concession aux enseignants se fera aux dépens d'autres chapitre du budget de l'Etat, par exemple Medicaid (7).

Parmi les autres revendications figurait une contribution de l'Etat aux contrats individuels garanties maladie, mais rien n'a été fait à ce sujet.

Cette grève dans un secteur bien défini, l'éducation, à l'échelle d'un Etat rencontre un écho considérable dans tout le pays et présente des caractères inédits :

– d'un bout à l'autre, elle est totalement en dehors des syndicats et défie une interdiction de principe de la grève. Cela déroute les autorités et le président du sénat de la Virginie occidentale peut déclarer : « On n'est pas en train de négocier avec un groupe uni de participants. C'est seulement une sorte d'organe que je ne sais pas comment appeler. C'est plutôt un soulèvement. » Ce qu'un professeur d'université de l'Etat confirmera en déclarant : « ...Sans cette voie institutionnelle, il devient effectivement plus difficile d'organiser ce genre de chose. Mais quand les conditions deviennent suffisamment difficiles les travailleurs agissent hors de toute organisation (8) » ;

– elle se propage comme tant d'autres mouvements par l'utilisation des incontournables réseaux sociaux, mais on ne sait que peu de choses, au-delà de cette communication, ou comment la grève s'est organisée dans chaque établissement ou s'il y a eu des coordinations interscolaires à un niveau ou à un autre ;

– elle a le soutien quasi unanime des parents, ce qui ressort de maintes déclarations : « Don't give up » (ne renoncez pas), « Vous menez le bon combat pour nos enfants ». Il s'y mêle aussi d'autres soutiens à cause de l'évocation occasionnelle dans les revendications des questions de genre et des problèmes raciaux ;

– elle a bénéficié d'une grande solidarité de tous les Etats-Unis : une caisse de soutien réunira en quelques jours plus de 330 000 dollars et des soutiens en nature sont même venus – par exemple un envoi de pizzas des enseignants de San Francisco ;

– elle dépasse rapidement le cadre local s'étendant, d'une manière tout autant sauvage, dans un certain nombre d'Etats où les enseignants sont les plus mal payés et les crédits destinés à l'enseignement de plus en plus réduits (Kentucky, Oklahoma...) ;

– le mouvement est féminin : 80 % des enseignants du secteur public sont des femmes et ce sont elles les plus actives (9).

Il est impossible de décrire dans le détail comment cette lutte se propage et s'organise indépendamment de toute coordination, même à l'échelle d'un Etat. Elle prend des formes diverses selon les Etats et les condi-

(7) *Charleston Gazette Mail,* 6 mars 2018.

(8) Déclaration de Ken FonsWolf, professeur d'histoire, de TyWright, *The New York Times,* 8 mars 2018.

(9) « Women are leading the wave of strikes in America. Here is why ? », de Tithi Bhattacharya, *The Guardian* (10 avril 2018).

tions à la fois de la situation de l'enseignement et les possibilités de manipulation et de répression des autorités et de complicités syndicales. Ce qui suit, plus ou moins chronologique, pourra apparaître une sorte de patchwork ; c'est forcément incomplet, car les médias ne sont pas très prolixes sur ce mouvement, mais cela montre surtout l'étendue et la persistance du mouvement de lutte des enseignants dans tout le pays. L'extension de la grève prend des formes diverses, tout comme les revendications s'élargissent, des questions de salaire à l'ensemble des problèmes avant tout matériels touchant ce secteur de l'éducation. C'est cette forme d'un conflit à l'échelle nationale qui explique cette tendance à une grève généralisée dans ce secteur. C'est un conflit encore en cours actuellement. Du 21 février, début du premier conflit en Virginie occidentale, jusqu'au 26 avril, on décomptera 2018 grèves. Ce n'est pas un hasard si les Etats touchés par l'extension de ce mouvement sont tous dans le bas de l'échelle du classement du PIB par tête aux Etats-Unis (sur 50) : Virginie occidentale 48e, Arizona 44e, Kentucky 42e, Tennessee 38e, Oklahoma 31e.

Les enseignants en Virginie occidentale, en Arizona et dans le Kentucky sont privés par la loi du droit de négociation mais les grèves présentes empruntent beaucoup à une stratégie d'approche collective appelée « Négociations pour le bien commun » qui a été pour la première fois utilisée par la Chicago Teachers Union en 2012. Dans cette campagne, le syndicat CTU mit en place des alliances avec les organisations de parents et de communautés diverses pour les unir autour d'une plateforme revendicative et une stratégie globales. Lors des récentes négociations ils purent enregistrer ainsi des avancées dans la dimension des classes, les garanties santé et les programmes post scolaires. Dans un

(suite de la p. 7) – est revenu en Oklahoma l'an passé pour devenir superintendant à la Jay Public School dans le comté de Delaware. Plus de la moitié des habitants du district sont des Américains de souche et près de quatre élèves sur cinq ont droit aux repas scolaires gratuits ou à prix réduits. Ce qu'il voit en Oklahoma est bien pire que ce qu'il a vu au Kansas d'où il vient. L'école primaire est sale et totalement dégradée. Les livres scolaires ont pour la plupart plus de quinze ans d'âge... les salles de classe n'ont même plus de tableau où les professeurs puissent écrire. Bridges doit couper dans les programmes sportifs pour gagner quelques milliers de dollars afin de pourvoir à des impératifs de base. La situation des toilettes est particulièrement révoltante... (4) » En 2017, la totalité des dépenses consacrées à l'éducation est inférieure de 2 % à ce qu'elle était en 2008.

Mais au-delà des questions de salaire et de l'état des bâtiments scolaires et du matériel éducatif, il s'agit d'une offensive du capital pour conquérir le secteur public de l'éducation, bien sûr avant tout pour en tirer un profit. Conséquence à la fois de la crise économique et des choix politiques, l'état de délabrement de l'enseignement public est utilisé par ceux-là mêmes qui ont contribué à ce délabrement et conséquemment à son manque d'efficacité comme argument pour dénier au secteur public toute capacité à résoudre les problèmes de – *(suite p. 11)*

(4) « The Red-State Teacher Revolt Has Been Brewing For Decades », « Walkouts nearly 30 years ago spurred investment and optimism in education, but anti-tax ideology eventually won out. Now kids are paying the price », de Dave Jamieson and Travis Waldron (7 avril 2018), www.huffingtonpost.com/entry/americas-growing-teacher-strikes-were-decades-in-the-making_us_5ac8f468e4b0337ad1e8979c

passé récent, une telle stratégie a pu obtenir des résultats à Los Angeles et Sacramento (Californie), à Seattle (Washington) et au Nouveau Mexique (10).

Il faudrait aussi pouvoir raconter dans le détail les initiatives individuelles. En Arizona, un seul enseignant réussit à travers les réseaux sociaux à faire fermer neuf écoles de la capitale, Phoenix, dont les enseignants se sont fait porter pâles, ce qui permet de grossir la manifestation sauvage organisée ce jour-là. Il faudrait évoquer le soutien des parents et élèves (ces derniers refusant de traverser les piquets sauvages de grève à la porte des établissements comme à Jersey City [New Jersey]), aussi la solidarité des autres travailleurs, non seulement des autres services publics mais de tous secteurs.

◆ **Signe précurseur : le 13 février,** 3 700 enseignants de Minneapolis-Saint-Paul (Minnesota) se mettent en grève une journée (votée le 31 janvier à 85 %) pour demander l'augmentation des salaires bloqués depuis trois ans, des effectifs et des crédits pour l'entretien des bâtiments scolaires. La grève totale prévue n'aura jamais lieu car le syndicat, ayant conclu un accord, annule tout.

◆ **Le 8 mars,** quelques jours après la fin de la grève en Virginie occidentale, les enseignants de l'Oklahoma discutent d'un débrayage dans les mêmes conditions. Dans le Kentucky, un projet de réduction de la pension des enseignants retraités entraîne des manifestations, des protestations et des projets de grève.

◆ **Le 10 mars**, les 32 000 employés de l'Oklahoma votent pour rejoindre les enseignants ; le 2 avril, ceux-ci sont 40 000 enseignants à arrêter le travail (15 000 manifestent à Oklahoma City) et le sont toujours le 13 avril après neuf jours de grève. En dépit d'un vote majoritaire pour la grève, les syndicats ordonnent la reprise après deux semaines de grève, reprise qui se fait dans une grande confusion.

Dans le Iowa, la grève « n'est pas une option pour le moment » déclare le syndicat des enseignants de l'Etat qui tente de prévenir l'extension du mouvement en organisant des meetings pour influencer les politiciens locaux dont l'un d'eux déclare « Je ne crois pas que l'Iowa soit mûr pour s'engager dans cette voie. La plupart des enseignants de cet Etat préféreraient tenter leur chance de réforme à travers les élections » (11)

◆ **Le 11 mars,** en Arizona, 300 enseignants manifestent devant la radio locale lorsque le gouverneur y fait un discours pour offrir 1 % d'augmentation de salaires. Mais les motifs de la grève des 60 000 enseignants se sont élargis à l'ensemble des problèmes auxquels se confronte ce secteur, à commencer par l'entretien des bâtiments scolaires (12). L'Arizona n'a guère de quoi envier la Virginie occidentale quant au niveau de pauvreté. Les dépenses pour l'enseignement par élève sont parmi les plus basses des Etats-Unis. 24 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté et l'Etat est au 46e rang pour la scolarisation en maternelle des enfants de 3-

(10) « Chicago Teachers Union and charter school teachers have joined forces. This is good news for unionized teachers and bad news for privatization advocates », Jeff Schuhrke (11 février 2018).

(11) Iowans for Public Education, Richardson.

(12) « What To Know About the Latest Statewide Teacher Strike – This One in Arizona », *Fortune,* 20 avril 2018, Pour un tableau complet de la situation des enseignants en Arizona : « Arizona teachers escalate their fight for education funding », de Nancy Hanover, 15 mars 1208, http://intsse.com/wswspdf/en/articles/2018/03/15/arizm15.pdf (ou copie à Echanges) - « This teacher say she can't offord to stay on the job », de Claudia Koerner, 11 avril 2018 : https://www.buzzfeed.com/claudiakoerner/teacher-shortage-salary-pay-arizona-mallory-heath?utm_term=.ilww8ZOyG#.ahpdR6qln

4 ans. Un témoignage montre le désarroi des enseignants : « ...Mon amour du métier ne paie pas les factures... On a vu comment la détérioration des conditions de l'école n'ont fait qu'accroître la violence scolaire. »

◆ **Le 20 mars,** en Pennsylvanie, les enseignants dans un district proche de Pittsburg commencent une grève.

◆ **Début avril,** dans le Kentucky, de nombreuses écoles sont fermées pour « congés maladie ». Le 13 avril, 135 écoles sont fermées lors d'une action contre la réforme des retraites. Le gouverneur qualifie le mouvement de « thug mentality » (mentalité de voyou). Les 4 et 13 avril, 12 000 enseignants et leurs soutiens manifestent devant le Capitole, siège du gouvernement local. Une pétition qui rattache le combat pour l'école à la lutte plus large pour la justice sociale réunit 3 000 signatures.

◆ **Le 9 avril,** des protestations se développent à Nashville dans le Tennessee suite à la publication du budget qui comporte des coupes dans différents secteurs de l'éducation. De même, des mouvements de protestation ont lieu dans le Wisconsin le 21 mars (13).

◆ **Le 13 avril,** après neuf jours de grève, la reprise du travail s'annonce en Arizona après que le gouverneur a proposé une augmentation de salaires de 20 % d'ici 2020, dont 9 % en 2019. Ces propositions, qui ne concernent en aucune façon l'augmentation des crédits pour l'ensemble du système éducatif, sont reçues avec pas mal de méfiance. L'Arizona Education United organise un vote qui décide de la grève à 78 %.

◆ Cette grève aura lieu **le 26 avril.**

---

(13) « Wisconsin Bail out the people Movement (Milwaukee Educators, Students & Community Supporters Rally Citywide and Pack School Board Meeting to Demand: No Budget Cuts, Stop The Austerity NOW ! », 10 avril 2018. – https://wibailoutpeople.org/2018/04/26/arizona-teachers-poised-for-largest-walkout-in-nation/

(suite de la p. 9) – l'éducation. Derrière ce conflit des écoles publiques se profile un conflit plus fondamental, celui d'une privatisation générale de l'éducation. En fait c'est, même si ce n'est pas exprimé comme tel, la défense du secteur public de l'éducation que ce mouvement révèle. Ce n'est pas seulement Trump qui est en cause, qui ne fait que parachever une évolution remontant à bien avant les deux mandats d'Obama. Depuis la crise de 2008, de moins en moins de fonds, aussi bien à l'échelon fédéral que dans chaque Etat, ont été dévolus à l'enseignement. Les huit années d'Obama ont vu la suppression de centaines de milliers d'emplois dans le milieu scolaire, une chute des salaires réels et une orientation des subsides vers des formes de privatisation. Désignée par Trump comme secrétaire fédérale à l'éducation, une milliardaire ennemie jurée de l'école publique, Betsy DeVos, professe ouvertement que « des milliards et milliards et milliards de dollars ont été dépensés par l'Etat fédéral dans l'éducation pour un résultat nul », proclamant : « Nous voulons investir dans les étudiants, pas dans les institutions, pas dans les bâtiments scolaires, pas dans des systèmes. » Ce qui veut dire que dans son programme de « school choice », l'Etat distribuerait des « bons scolaires » à chaque élève qui les remettrait à un établissement de son choix, lequel serait plus ou moins privatisé.

Pour tenter d'endiguer un mouvement qui, malgré ses spécificités concrètes, touche ce principe global de privatisation générale de l'éducation, la même Betsy DeVos, acoquinée avec les frères Koch (des industriels et investisseurs milliardaires d'extrême droite), a organisé et financé une campagne de dénigrement de la grève – *(suite p. 13)*

Le 16 avril, des centaines d'enseignants sont en grève dans le Colorado. Plus de 150 écoles sont fermées Mais là le gouvernement conservateur local organise une contre-offensive vigoureuse : une loi est en discussion devant le Parlement local pour punir de six mois de prison, de 500 dollars d'amende et de licenciement, tout enseignant qui ne se plierait pas à une injonction du tribunal de reprise du travail (14).

En Indiana, aucune action pour le moment bien que les salaires aient comme partout diminué de 13 % en quinze ans. Apparemment, les enseignants attendent le vote du budget pour en décider (15).

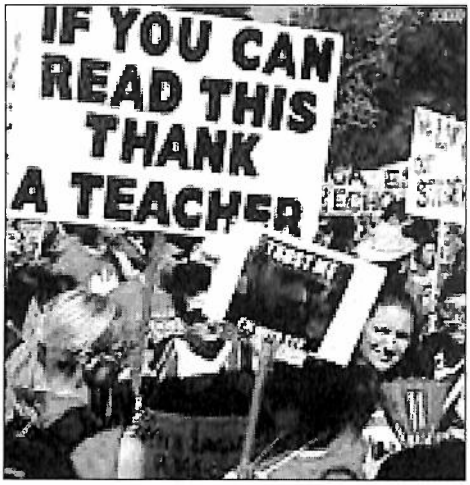
Dans le Kansas les législateurs sont à l'œuvre à la mi-avril pour tenter de résoudre la crise financière de l'école publique (16).

A Porto Rico, une menace de réforme, dans le style de celle que veut réaliser la secrétaire fédérale à l'éducation DeVos, déclenche une journée de grève des enseignants.

On se trouve, au moment où ce texte est écrit, dans ce mouvement qui évolue dans les écoles publiques – dans une situation qui peut paraître contradictoire :

– d'un côté une sorte de généralisation spatiale de ce mouvement autour des mêmes problèmes de financement et en arrière-plan la défense de l'école publique (même si ce n'est pas directement évoqué), généralisation qui prend des formes différentes selon les spécificités de chaque Etat ;

– de l'autre, précisément en considération de ces spécificités locales, une limitation du mouvement à quelques Etats, parmi les plus



mal lotis, alors que le problème soulevé par ces luttes est général, mais ne déclenche pas de lutte dans d'autres Etats souffrant – peut-être – à un moindre degré des restrictions budgétaires ou bien où les manipulations des autorités locales et celles des syndicats enseignants peuvent dresser des contre-feux.

Il est impossible présentement de prévoir une issue à ce qui semble être une stagnation de la lutte. Mais quelle qu'en soit l'issue, l'affrontement public-privé au profit du capital que nous avons souligné au début de cet article, subsistera et ne pourra que se développer en raison de la présence au gouvernement des principaux agents de cette privatisation. Ce qui peut créer cette fois les conditions d'une généralisation à l'échelle nationale si ces politiciens réussissent à mettre en place la réforme drastique de l'éducation nationale. Réforme dont ils dressent déjà les contours (17). On ne sait trop pourquoi la Virginie occidentale (représailles ?) et le Maryland ont été choisis pour être les cobayes de cette réforme conduisant à la privatisation de fait du système public éducatif. En Virginie occidentale, une loi vient d'être

(14) « Colorado teachers are going on strike. State Republican lawmakers want to punish them with jail time », *Vox*, 23 avril.

(15) « Teachers are striking across the country but not in Indiana. Why not ? » *Indy Star* (10 avril 2018).

(16) *Time*, (16 avril 2018) ; ou *Kake* : http://www.kake.com/story/37864237/kansas-teacher-reacts-to-oklahoma-teacher-walkout

(17) *USA Today*, 7 avril 2018.

votée qui constitue l'amorce des réformes projetée par la secrétaire fédérale à l'éducation que nous avons évoquée ci-dessus (18).

Dans le cours de cette analyse de la lutte actuelle, nous n'avons souligné qu'incidemment le lien évident dans la façon dont elle prit naissance et s'est propagée, la similitude avec nombre de mouvements de lutte qui ont couvert tout le territoire américain et même ont débordé les frontières pour atteindre un niveau mondial. Chacun pourra se reporter à ce qui a pu être écrit et diffusé sur le mouvement « Occupy », sur la manifestation des femmes à Washington, sur le mouvement des jeunes suite à la tuerie de Floride, sur celui des dreamers, sur le harcèlement sexuel.

Tous ces mouvements, s'ils ont emprunté pour se diffuser les médias modernes, ce qui a pu favoriser leur dimension, ont exprimé, par-delà l'utilisation d'une technique qui n'est qu'un moyen et nullement une cause, dans un domaine ou un autre, d'une manière globale ou sur un sujet spécifique, le refus d'accepter plus longtemps ce qui pouvait être admis et mal supporté auparavant. Le mouvement des écoles publiques emprunte tous ces traits, mais il va, nous pensons, plus loin. Les autres mouvements que nous venons d'évoquer visaient des réformes sociétales ; le mouvement des écoles publiques touche le monde du travail et des relations travail-capital autour de l'exploitation du travail. Et c'est ce qui fait son caractère spécifique et qui, peut-être ouvre une porte sur d'autres luttes dans le secteur clé de la production.

Comme le déclare un enseignant du Kentucky : « L'avenir est imprévisible mais il nous appartient. »

H. S.

(18) « West Virginia state lawmakers pass bill to dismantle Department of Education and Arts », de John Bowden, *The Hill,* 10 mars 2018.

(suite de la p. 11) – avec une brochure intitulée *How to talk about the teachers'strike* (Comment parler de la grève des enseignants). En arrière-plan de cette offensive contre l'enseignement public, l'organisation State Policy Network, alliance de 66 groupes d'extrême droite, mène une propagande sournoise contre le secteur public. La présence de DeVos comme secrétaire fédérale de l'éducation est un pas important vers la disparition de l'école publique et effectivement, la lutte des enseignants se révèle hautement politique (5).

H. S.

(5) Voir « State conservatism groups plan US wide assault on Education, Health and taxes » (*The Guardian,* 5 décembre 2013) ; « The two faces of Janus : the billionnaires behind the supreme court poised to dismantle pubic sector union », PR Warch, 24 février 2018. Parmi les plus grands contributeurs du State Policy Network, on trouve, outre DeVos (commerce et finance, 50 milliards, 10 navires de plaisance et 15 avions) les frères David et Charles Koch (100 milliards, deuxième fortune américaine, pétroles et dérivés, les rois du papier toilette mondial) et Walton (133 milliards, première fortune américaine, essentiellement Walmart).

DANS LES PUBLICATIONS

◆ Dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat,* « Alabama : "Geh wählen oder stirb !" », traduction de l'article de l'Américain Curtis Price dont nous avons publié une version française dans *Echanges* n° 162, p. 29, sous le titre « Alabama. Voter ou mourir ».

◆ « The Center Has Fallen and There's No Going Back » : dans *Brooklyn Rail,* entretien de Paul Mattick avec Phil Neel, auteur de *Hinterland, America's New Landscape of Class and Conflict* (Reaction Books), sur la situation de la classe ouvrière dans les grandes villes des Etats-Unis (en anglais).– https://brooklynrail.org/

EXPLOSION DU MÉCONTENTEMENT

APRÈS LA VAGUE VERTE, LA VAGUE DES COLS BLEUS

DANS *WILDCAT* N° 99 (1), nous avions décrit l'augmentation du nombre des luttes de travailleurs et leurs arrière-plans. En 2017, il y a encore eu plus de 900 grèves et manifestations. Les travailleurs des raffineries de canne à sucre Haft-Tape (4 000) et Hepco (1 000), par exemple, luttent depuis des années pour des salaires impayés. Après un accident dans une mine qui a causé plus de quarante morts, le président Rohani a été conspué par des travailleurs peu avant sa réélection.

Le tremblement de terre dans l'est du pays à la mi-novembre 2017 a révélé l'incroyable corruption et la fraude dans la construction des bâtiments. L'Etat a bâti sans respecter les règles. Plus de 500 personnes ont perdu la vie. Environ 18 000 habitations ont été totalement détruites, et des dizaines de milliers de personnes sont toujours sans toit. Lorsque certains mollahs en ont reporté la faute sur les victimes – « Dieu a puni les hommes à cause de leurs péchés » –, ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Sur la messagerie Telegram les mollahs ont été comparés à des chiens de sauvetage, avec cette seule différence que les chiens ont plus d'honneur qu'eux. C'était impensable auparavant !

Après d'autres tremblements de terre à Téhéran et dans plusieurs villes, de plus en plus de gens sont descendus dans les rues la nuit. Ils s'adressaient mutuellement le V de la victoire comme s'ils avaient reconquis la rue. Un cinquantenaire, taxi l'après-midi et coursier pour une agence de courtage le soir, dit : « La nuit d'hier nous avons finalement fait la fête. Les gens sont restés dehors toute la nuit, comme à l'étranger. »

Sit-in et manifestations se multiplient. Sur les réseaux sociaux il s'échange de nombreuses vidéos, comme celle d'une vieille femme assise sur une chaise devant une banque qui insulte les dirigeants devant la foule. La banque lui a pris ses économies. Ces dix dernières années, quatre à cinq millions de personnes ont perdu leur épargne à

(1) Voir *Echanges* n° 155, p. 33-37 (NdE).

cause des taxes. Les banques iraniennes sont pourries.

Le mardi 28 décembre 2017, le mouvement a commencé dans la ville de Machhad sous forme de protestation des conservateurs contre les « réformes » du gouvernement ; puis, les protestations ont échappé à tout contrôle. Quelques jours auparavant, un rassemblement de travailleurs à Téhéran pour la libération de dirigeants du syndicat des chauffeurs de bus, en grève de la faim, s'était terminé par des arrestations et des blessés.

Le mouvement s'est rapidement radicalisé et étendu à plus de 100 villes. Le principal slogan était « A bas le dictateur Khamenei ». A la différence du mouvement en 2009 qui était resté cantonné à Téhéran et quelques grandes villes, cette fois-ci c'est avant tout la périphérie qui s'est mobilisée. En 2009, la classe moyenne aspirait à participer à la mondialisation de type occidental et se reposait sur les réformateurs. Cette fois-ci, les protestations ont été l'expression de ceux qui n'envisagent plus aucun futur dans ce qui existe. Ce sont les chômeurs et les habitant(e)s des bidonvilles qui ont donné le tempo. Les 26 tués dénombrés jusqu'à maintenant, dans la rue et dans les prisons, ainsi que 90 % des 3 700 détenus (au moins) sont des jeunes pauvres de moins de vingt-cinq ans. Il y a eu moins de femmes dans les rues car la plupart des actions étaient violentes, se déroulaient la nuit et dans de petites villes. Les révoltes ont été particulièrement fortes dans l'ouest du pays, où vivent des minorités ethniques qui constituent un peu plus de 50 % de la population totale.

Le mouvement s'est radicalisé contre les symboles d'un régime qui mélange politique, religion et économie. A côté des bâtiments de l'Etat, de la police, des banques, etc., des incendies ont touché des mosquées et des symboles religieux – ce qui est aussi nouveau.

L'Iran dans Echanges

◆ « Nach der grünen eine Welle von Blue Collars. Iran : der Unmut macht sich Luft », *Wildcat* n° 101 (hiver 2018), p. 8-10. Cet article poursuit une série commencée dans les n°s 74, 76, 85, 86, 87, 91 et 99 de *Wildcat*, traduite dans *Echanges* :

◆ « Tous unis contre le séisme social, n° 115 (hiver 2005-2006) ◆ « Luttes ouvrières et guerre », n° 117 (été 2006-2005) ◆ « Une renaissance ? » n° 131 (hiver 2009-2010) ◆ « La révolution iranienne – 1979 » n° 132 (printemps 2010) ◆ « Le soulèvement de Bahman 1357 (février 1979) », n° 134 (automne 2010) ◆ « Grève des ouvriers de la pétrochimie contre le système du travail intérimaire », n° 139 (hiver 2011-2012). ◆ « Pas de répit après l'accord sur le nucléaire », n° 155 (printemps 2016).

Tous ces articles de la revue *Wildcat* ont été traduits par J.-P. V.

Les protestaires n'ont plus eu aucune peur pendant un instant.

Les actions de rues ne furent le fait que de quelques centaines de milliers de manifestants, mais ils jouissaient d'un large soutien. Les slogans et les vidéos des manifestations furent massivement diffusés sur les réseaux sociaux et les protestaires purent réellement se sentir majoritaires.

L'arrière-plan économique : chômage et pauvreté

Le nombre d'habitants dans des bidonvilles ou de sans domiciles fixes a beaucoup augmenté ces dix dernières années ainsi que, depuis 2013, la pauvreté dans les périphéries urbaines et rurales. S'y ajoute la prolétarisation massive de la classe moyenne. Pour la majorité, la fin des sanctions des Nations

unies n'a pas apporté les améliorations espérées. Seuls quelques mollahs corrompus et leurs combinats économico-militaires en ont profité, les pasdaran par exemple.

En 2016, le PIB a crû de 12 %, en 2017, de 2 % à 5 %. Quasiment seul le secteur énergétique connaît la croissance, elle ne touche presque pas les autres secteurs économiques. De nombreux secteurs dans l'industrie stagnent et les licenciements ne cessent d'augmenter. Les investissements privés et publics sont à leur plus bas niveau historique et presque aucun des investissements étrangers espérés ne s'est réalisé à cause de l'incertitude concernant de nouvelles sanctions.

Le taux officiel du chômage atteint aujourd'hui 12 % (20,7 % des femmes et 10,5 % des hommes) ; 42 % des chômeurs sont des diplômé(e)s. Le taux de chômage est particulièrement élevé chez les jeunes gens : en 2015-2016, 31 % des hommes et 53 % des femmes de 18 à 29 ans étaient sans travail. 82 % des hommes et 55 % des femmes de 18 à 29 ans vivaient encore chez leurs parents ; 76 % des hommes et 49 % des femmes n'ont jamais été mariés.

Les salaires stagnent, le revenu moyen correspond à peu près au salaire minimum légal (9,29 millions de rials – aujourd'hui environ 209 dollars). Mais 40 % des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum, appliqué uniquement dans les grandes industries.

La situation économique a particulièrement empiré dans les très petites villes et à la campagne. L'introduction d'une aide « sans condition » par l'ex-président Ahmadinejad avait rendu la pauvreté moins dure (2). Pour beaucoup de gens cette aide versée en espèces valait mieux que les subventions pour l'essence. Par-là, Ahmadinejad était parvenu à apaiser le « mouvement vert » (avec en outre son appel à l'identité de la Nation). Cependant l'hyperinflation de ces dernières années a dévalorisé cette somme en espèces. Désormais Rohani l'a fortement rognée. Dans le budget pour 2018, les dépenses pour l'armée, le programme de missiles et l'intervention à l'étranger vont augmenter. Les coupes de nombreuses subventions déjà mises en place vont être étendues. Le prix de l'essence a augmenté d'à peu près 50 %.

« Capitalistes-Mollahs, rendez-nous notre argent »

Les protestations ont exprimé une méfiance croissante envers l'appareil politique dans son ensemble. Les manifestants se sont opposés à la guerre de Rohani contre la classe ouvrière et les pauvres, et ont créé un front plus élargi que ne l'avaient obtenu les nombreuses luttes souvent isolées de ces deux ou trois dernières années. Ces protestations ont prolongé les luttes des années précédentes et dans le même temps marqué une recomposition de classe en Iran. C'est pourquoi les comparaisons avec 1979 ou 2009 ne nous aident pas beaucoup. Les potentialités matérielles et idéologiques du mouvement sont aujourd'hui autres ! Il ne s'agit pas de protestations de « pendards » dans une pauvreté absolue, mais d'hommes et de femmes qui au lieu

(2) L'aide « sans conditions » a été introduite par Ahmadinejad en 2010. Elle avait alors été conçue pour remplacer les subventions, une première fois réduites, pour des produits tels que l'essence et le pain. En 2010, cette aide correspondait à environ 40 dollars et était versée à quelque 80 % des Iraniens et Iranniennes. N'ayant jamais été relevée, sa valeur en 2016 n'était déjà plus que de 12 dollars. Conjointement, ces subventions ont été une nouvelle fois réduites En 2016, les subventions pour l'eau, l'électricité et le carburant ne comptaient plus que pour 3,4 % du PIB ; en 2007, ce taux était encore de 27 %. Dans son projet de budget, Rohani veut baisser de plus de la moitié le nombre de bénéficiaires de ces aides, ce qui concernerait 34 millions de personnes.

Manifestations en Iran

○ Mouvements de contestation ● Personnes tuées

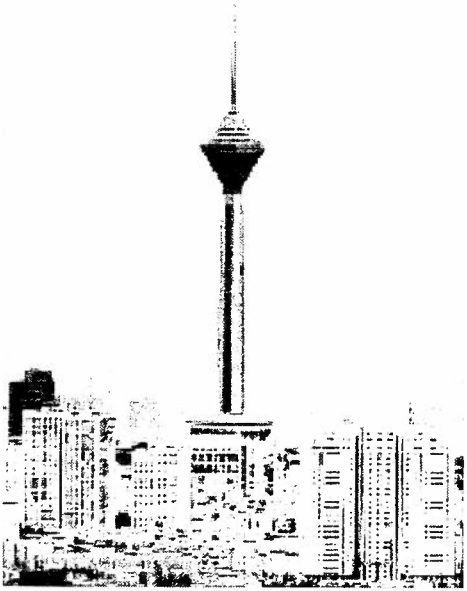
Source : télévision d'État

Carte AFP publiée par « La Croix » le mercredi 3 janvier 2018.

d'une amélioration de leurs conditions ne connaissent que la stagnation et leur détérioration – tandis que la petite couche dominante s'enrichit à l'extrême. C'est pourquoi la colère s'adresse à l'ensemble du régime en place. Le slogan « A bas la hausse des prix » s'est rapidement transformé en « A bas le dictateur Khamenei » et « Conservateurs et réformateurs votre heure est venue ».

Les agitateurs et les idéologues du mouvement de 2009 sont divisés dans leurs interprétations. Certains parlent de la « nécessité d'organiser les masses » face à la totale incapacité des gouvernants ; d'autres sont effrayés par la violence et se tiennent en marge du mouvement de peur d'une « récupération extérieure ». Ils voient le danger d'une guerre civile.

Le régime aussi a des problèmes en ce sens que la révolte n'a aucun porte-parole, et il renvoie sans cesse à une influence de l'étranger. Les propos inconsidérés de Trump lui ont en cela apporté une aide bienvenue. Sous la menace intérieure et extérieure, réformateurs et conservateurs se sont rapprochés et ont cherché, par un mélange de compassion hypocrite et de répression massive, d'en finir avec cette intrépidité de la rue. Le



blocage temporaire d'Internet sur les téléphones portables (3) avait pour but de perturber les communications dans la rue. Après quelque deux semaines les protestations ont repris, les manifestations, se déroulant la nuit, sont devenues moins nombreuses. C'est alors que le régime a décidé de se livrer à des arrestations en masse auxquelles se sont ajoutées les tortures (avec assassinats ciblés) dans les prisons tout en évitant un massacre.

Il y a encore quelques actions et manifestations de nuit isolées. Beaucoup ont pour objet les prisonniers et leur libération. Les grèves ont aussi repris, jusqu'à maintenant seulement contre les menaces de licenciement et le non-paiement des salaires. Dans les usines du cœur industriel (automobile, pétrole...) tout est calme jusqu'ici. Le mouvement pourrait toutefois devenir la base d'une vaste vague de grèves qui conférerait plus de force aux travailleurs. Car c'est indéniablement leur intérêt commun. Contrairement à 2009, les basses couches sociales jouent aujourd'hui un rôle de meneur et les couches moyennes ne suivent plus. On voit ici comment les mouvements de grèves de ces deux dernières années ont modifié la conception de la lutte.

Nationalisme contre islamisme ?

Jusqu'à maintenant, les protestations n'ont donné naissance à aucune vision positive propre d'une autre société. Ce vide est comblé par des idées confuses. L'une des plus absurdes est l'exigence d'une restauration de la monarchie.

Plus important, le nationalisme apparaît partout et s'exprime au travers de slogans tels que « Indépendance, liberté – république iranienne » (au lieu de république islamique). Un slogan que l'on pouvait fréquemment entendre dans la rue disait ainsi « Non à Gaza, non au Liban, j'offre ma vie pour l'Iran ». Un slogan employé depuis des années par les forces nationalistes contre la politique étrangère des mollahs. Dans le mouvement, il était cependant moins clairement nationaliste car lié à l'exigence de mesures sociales. Que les manifestants dans la rue se soient exprimés contre le déploiement d'unités militaires en Syrie et en Irak ne doit pas non plus nécessairement être considéré comme du nationalisme, et ça a son importance parce que jusqu'à il y a peu cette politique étrangère

(3) En Iran, il y a une censure de base des contenus d'Internet, certains sites et applications sont bloqués. Durant l'apogée du mouvement, des réseaux sociaux populaires tels que Telegram et Instagram ont été ajoutés à cette liste de la censure. Depuis, ils sont de nouveau libres d'accès. Les Iraniens contournent cette censure des contenus, sur les nouveaux smartphones en vente les applications nécessaires étant souvent préalablement installées. Le régime le sait parfaitement ; c'est pourquoi dans certains endroits il a temporairement bloqué totalement l'accès à l'Internet mobile et perturbé ainsi les communications interpersonnelles.

islamo-nationaliste jouissait d'un large soutien flagrant parmi la population.

Malgré tout, le nationalisme (contre la propagande d'Etat de l'islamisme) pourrait combler les lacunes idéologiques du mouvement. Les antennes de radio financées par l'étranger ainsi que les sites Internet et les réseaux sociaux, tels que Amad-News – financés par de riches exilés iraniens – jouent un grand rôle en ce sens.

On peut y ajouter une forme de sympathie pour Trump. Pour beaucoup de gens, il passe pour l'unique ami à l'étranger grâce à ses promesses de soutenir le peuple iranien ! Ce n'est pas dû à sa politique mais au fait qu'il ne ressemble pas à Obama qui était en même temps pour les sanctions et pour l'accord sur le nucléaire resté inefficace. Les gens ignorent le rôle de Trump en fauteur de guerre dans la région ; pour eux, une intervention militaire des Etats-Unis est inimaginable. Au contraire des craintes des exilés iraniens et de la couche moyenne en Iran, enfermés à double tour dans les débats internationaux.

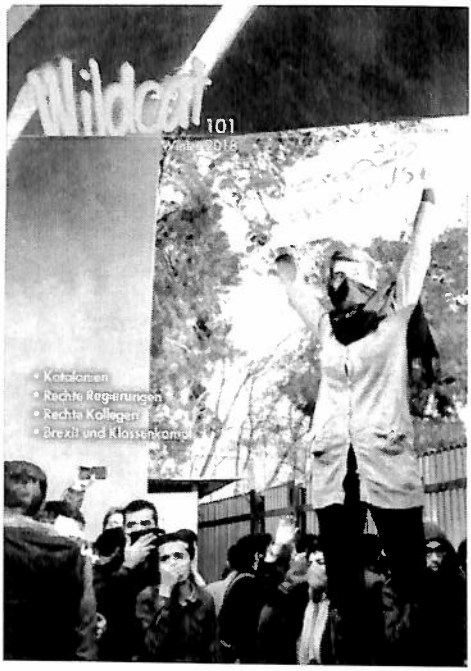
La gauche : le maillon faible

La gauche en exil n'a quasiment rien à opposer au nationalisme de « l'Iran d'abord ». Leurs mots d'ordre « A bas la république islamique », « Fin de l'islamo-fascisme » peuvent être repris par n'importe qui ; les Iraniens de gauche en exil participent à l'étranger à des actions de soutien aux côtés de nationalistes et de monarchistes. La critique du capitalisme devenue évidente dans les rues en Iran est balayée par le slogan « Tous ensemble ! ». « A bas le dictateur ! », autrefois si présent, n'est plus aujourd'hui si important. Le mot « révolution » est dans toutes les bouches mais reste vide de sens.

Lorsque la propagande de gauche cherche à maintenir un état de révolte permanent parmi ses lecteurs (étrangers), les ouvriers n'y paraissent que comme victimes. Ce qui rend difficile toute intervention dans le mouvement en Iran. Par exemple, nous pourrions faire notre autocritique à propos du vieux mot d'ordre de 1979 « Travail, pain et liberté » qui, aujourd'hui en Iran, est de nouveau scandé par les foules. Autrefois aussi, la gauche voulait d'abord se débarrasser du Chah – puis ce qu'il advint ensuite fut hélas ! très important.

Depuis la mi-janvier, le mouvement est retombé mais une nouvelle explosion se prépare. Alors, les ouvriers et les ouvrières ainsi que la gauche (pas seulement en Iran) vont se retrouver devant la tâche d'un monde à changer.

Wildcat
(traduit de l'allemand par J.-P. V.)



DANS LES PUBLICATIONS / MONDE

Migrants

◆ « Migrants, l'industrie des camps », dans *Courant alternatif* n° 279 (avril 2018). Sur 66 millions de réfugiés dans le monde (estimation du HCR), 17 à 20 millions vivraient dans des camps, dont le caractère exceptionnel et provisoire a laissé place à un système durable et à un mode de gestion des populations. Et certains en tirent des profits considérables.

Droite politique en Europe et aux Etats-Unis

◆ L'auteur d'un article dans le n° 101 (hiver 2018-2019) de la revue allemande *Wildcat*, « Gouvernements de droite », s'attarde sur la montée des gouvernements de droite en Europe (Hongrie, Autriche, Pologne, etc.) et aux Etats-Unis. Où de nombreux clichés se donnant pour des éléments d'analyse sont repris sans distance critique : les capitalistes achètent les gouvernements, les Blancs se sentent menacés, l'abstention favorise les gouvernements de droite, la classe ouvrière se laisse illusionner, par l'opposition géographique entre zones urbaines et périphéries (l'auteur invoque un ouvrage récent de Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2015, par ailleurs recensé dans ce même n° 101 *de Wildcat*, sous le titre abusif de « Les débats en France », au côté d'un autre ouvrage, de Gérard Mauger et Willy Pelletier, *Les Classes populaires et le FN. Explications de vote*, édition du Croquant, 2016, non traduits en allemand). Un « populisme de droite ». Ce « populisme » que l'auteur en vient à invoquer envahit les colonnes des journaux de toutes tendances politiques ; un post-scriptum (de l'auteur lui-même ou de l'équipe de *Wildcat* ?) corrige : « Nous n'aurions pas dû utiliser ce concept de "populisme" » complété, toujours dans ce même post-scriptum par : « Il n'existe pas de "populisme de gauche", l'émancipation signifiant que l'humanité prend ses affaires en main ». Belle pro-

Ecologie

◆ « L'écologie au service des monopoles » dans *Intervention communiste* n° 144 (janvier-février 2018). Les amis d'Oulianov, BP 40084, 75862 Paris Cedex 18.

◆ « L'éolien face aux idées reçues » et « Dix années du chantier EPR à Flamanville ; quand EDF atteint ses limites de compétence » dans *Sortir du nucléaire* n° 76 (hiver 2018) (9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04 et http://www.sortirdunucleaire.org/)

◆ « Capitalisme alternatif » dans *Courant alternatif* n° 17 (avril 2018) : « Les industrieux innovants du nouveau monde investissent à tour de palmes dans l'éolien». Contre l'expropriation de terrains agricoles pour l'implantation d'éoliennes.

Après Fukushima

◆ Dans *L'Echaudée* n° 7 (hiver 2017-2018), un entretien avec Nadine et Thierry Ribault, auteurs de *Sanctuaires de l'abîme, chronique du désastre de Fukushima* (éd. Encyclopédie des nuisances) et un extrait de ce livre, sur les relations entre les groupes criminels et l'Etat, mais aussi sur la tradition de communautés appelées ikki,basées sur l'adhésion volontaire et l'égalité entre les membres du groupe. Et un tract de 2011 : « La France n'est pas inquiète.»

https://issuu.com/abiratoeditions/docs/l-echaudee-7-presse

fession de foi qui raye d'un trait de plume le fait que dans les sociétés contemporaines plus aucun parti politique ni syndicat n'essaient de prétendre qu'il chercherait à s'attaquer au capital. Un terme, en outre, qui exprime le mépris d'une classe politique méprisable qui considère les travailleurs comme une bande d'imbéciles faciles à manipuler dans un sens ou dans l'autre.

◆ L'article « Collègues de droite... » qui vient peu après le précédent, « Gouvernements de droite », dans ce même n° 101 de *Wildcat* livre une analyse qui se tient plus clairement sur une base de classe et qui ne vilipende pas les travailleurs votant à droite ou parfois même à l'extrême droite. Plusieurs entretiens illustrent par des exemples concrets les divers comportements des travailleurs avec leurs collègues revendiquant leurs votes pour des partis de droite ou d'extrême droite : un employé hospitalier, un plombier agent d'entretien de conduits industriels, un ouvrier intérimaire dans l'industrie automobile, un employé d'un atelier de produits chimiques, un ouvrier sur les chantiers de construction et un monteur-démonteur de bâtiments pour foires commerciales.

Classes moyennes en Tunisie

◆ *Ménage à trois dans la lutte de classes.* Episode 7 : « Tunisie 2011 : entre révolte fiscale et droit au développement. » – https://www.hicsalta-communisation.com/

Maroc

◆ « Le Maroc est comme une grande prison », entretien d'*Alternative libertaire* (n° 282, avril 2018) avec le rappeur Mouad Belghawat, figure du Mouvement du 20-Février, en exil en Belgique.

Retrievier libre

◆ Sur le blog de A Free Retriever's Digest, un choix de textes de divers horizons, « du milieu internationaliste prolétarien en général, et de la gauche communiste en particulier », sur les luttes actuelles et sur l'histoire du mouvement communiste. – https://afreeretriever.wordpress.com

De la guerre

◆ *Manu Militari ? Radiographie critique de l'armée,* de Tristan Leoni (éd. Le Monde à l'envers). Présentation de l'éditeur : « Sommes-nous en guerre ? Suite aux attentats et au redéploiement de soldats dans les rues, la question militaire s'installe de nouveau dans le débat public. Et avec elle, la critique antimilitariste qui a tendance, par méconnaissance, à fantasmer l'armée. » – Tristan Leoni a publié récemment sur le blog21 un article sur l'Etat islamique et le conflit syro-irakien.

◆ *Guerre de Classe* n° 06 /2018 : « De Gaza à l'Iran et au monde entier... A bas les exploiteurs ! » Bulletin en ligne du Groupe Communiste Internationaliste (GCI), avec « Treize positions programmatiques. » www.autistici.org/tridnivalka/wp-content/uploads/ guerre_de_classe_06-2018-fr.pdf

◆ Pour recevoir la revue *Révolution ou Guerre,* du Groupe international de la Gauche communiste, il suffit de consulter le site www.igcl.org

Anarchistes russes face à Poutine

◆ « Au cours des derniers mois, les services secrets russes (FSB) ont arrêté plusieurs anarchistes et antifascistes,les accusant d'avoir créé une "organisation terroriste". Les personnes arrêtées ont été torturées. Les officiers du FSB ont exigé qu'ils cessent de participer à la campagne de résistance contre les tortures et la répression. Et la police a poursuivi leurs camarades qui tentaient des actions de solidarité en Russie. »
http://etincelle-noire. blogspot. co.il/ 2018/03/ appel-aux-soli-actions-avec-les.html

LES GAFA ET LA LOI DE LA VALEUR

NOUS SOMMES D'ACCORD POUR DIRE QUE LES GAFA (LES ENTREPRISES GÉANTES DU WEB GOOGLE, APPLE, FACEBOOK, AMAZON) NE CRÉENT PAS DE VALEUR tant qu'elles se positionnent comme une médiation qui n'a pas plus d'importance que la publicité. Encore que cette médiation est bien particulière du simple fait que ses ramifications pénètrent partout (1) pour prélever de l'information en temps réel, dont les GAFA font ensuite commerce. Nous pouvons dire que l'informatisation de la société est l'infrastructure sur laquelle se greffe celle des GAFA ; que cet ensemble forme « la nouvelle économie ».

Il en résulte que les GAFA se présentent comme les nouveaux donneurs d'ordre du capital, et elles s'apparentent en cela au capital financier, qu'elles semblent menacer du simple fait de leur capacité à accumuler de l'argent très rapidement. Cette masse d'argent, si elle reste en jachère, va tendre à se dévaloriser, ce qui n'est certes pas l'objectif des GAFA, et nous verrons que le trésor de la nouvelle économie ne tardera pas à s'insérer dans le capitalisme historique et à en changer la donne. Il faut entendre par donne la capacité des GAFA à devenir des donneurs d'ordre, des gestionnaires en amont du capital productif de plus-value. L'argent accumulé des GAFA devra inévitablement être investi pour ne pas se dévaloriser. C'est ce qu'elles font, pour élargir et asseoir un peu plus leur situation monopolistique. En mai 2016, Apple annonçait vouloir investir 911 millions d'euros dans l'industrie de pointe sur les 228 milliards d'euros (2) de liquidités dont il dispose.

La tendance inverse se manifeste déjà. Des entreprises du secteur industriel passent des accords et des partenariats avec des start-up afin d'éviter de perdre le contrôle de leur industrie. Une filiale de Google, Waymo, veut lancer une flotte de véhicules sans chauffeur par une commande de milliers de Chrysler Pacifica au groupe Fiat-Chrysler (3). De même entre Volvo et Uber. Le numéro un mondial de l'ameublement Ikéa va racheter la start-up américaine TaskRabbit, qui permet de trouver

(1) Aujourd'hui, les Gafa (Google, Apple, Facebook et Amazon) inondent les marchés, dans presque tous les secteurs. Et là où elles passent, tout semble trépasser. Pour cause, Carrefour et Publicis ont, par exemple, enregistré les plus fortes baisses du CAC 40 pour cette année. Les Gafa mènent la vie dure à ces entreprises dites traditionnelles. Comment expliquer ce bouleversement ? Comment appréhender cette nouvelle tendance ?

(2) La dette publique trimestrielle de la France, mesurée selon les critères de Maastricht, s'établit à 2 226,1 milliards d'euros au troisième trimestre 2017.

(3) https://www.usine-digitale.fr/ 30 janvier 2018.

dans son quartier un bricoleur amateur pour monter une étagère ou repeindre un mur.

L'avionneur Boeing voulait s'associer avec une entreprise du numérique pour développer un satellite relayant l'Internet haut débit, l'objectif étant de couvrir au moindre coût les 70 % du globe non couverts par le réseau à ce jour. D'autres comme SpaceX ou OneWeb proposent de déployer 4 000 petits satellites en orbite basse. Au final, Google s'est payé le fabricant de drones solaires Titan Aerospace (4). Facebook, ne voulant pas rester sur la touche, envisageait de racheter un spécialiste des drones, Tech Crunch. Nous voyons que la « silicolonisation de la planète est en marche » comme une force de destruction créatrice, qui sous des aspects « humanitaires » se présente au niveau politique comme une superstructure étatique mondiale, un trou noir absorbant et réifiant des pans entiers de l'économie mondiale.

La tertiarisation de l'industrie

Un rapport fort intéressant (5) parle de la tertiarisation de l'industrie, du fait justement que ces nouveaux donneurs d'ordre des services prennent le contrôle de la gestion des secteurs productifs et se comportent comme le capital usuraire en captant de la rente énorme pour un capital constant dérisoire, tout en s'appuyant sur ce qu'on appelle l'économie collaborative.

> « Si les Gafa peuvent fournir du service universel, elles prélèvent des rentes massives et sans impôts. C'est un vrai problème pour l'ensemble des Etats où elles développent leurs activités » (p. 26.)

Nous retrouvons cette angoisse du capital historique dans de nombreux rapports. Le capital financier lui-même s'en trouve affecté et cherche une porte de sortie. En effet le capitalisme qui extrait de la valeur (plus-value) se trouve en difficulté : d'une part par la loi qui le pousse constamment à innover (plus de productivité) pour compenser la baisse du taux de profit par la masse de profit. Pour y parvenir, il est contraint de passer sous les fourches caudines du capital de prêt (manque permanent de liquidités) pour combattre et écraser les concurrents. Le capital de prêt est borgne, il ne voit que l'argent qui doit rapporter de l'argent selon la formule (A-A'). Les nouveaux venus dans l'arène du capital sont de la même espèce, et il ne pourra pas y avoir plusieurs sangsues sur un corps déjà intrinsèquement malade. Par intrinsèquement malade il faut entendre que le capital est son propre ennemi, parce qu'il doit constamment éliminer des forces de travail vivantes qui le font vivre. En somme sa destinée est d'éliminer le plus de force de travail pour rester sur le marché tout en sachant qu'il scie la branche sur laquelle il est assis. « La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même (6). »

Actuellement on nous reparle de la fin du salariat comme du socle de la « nouvelle économie », et les Etats adoptent des lois allant dans ce sens (7). Ils réduisent à néant les « acquis sociaux » et ruinent toutes les espérances

---

(4) Les drones de Titan fonctionnent à l'énergie solaire et sont capables de se maintenir pendant cinq ans à une vingtaine de kilomètres d'altitude. Ils peuvent remplir la plupart des tâches confiées à des satellites géostationnaires, mais sont moins coûteux. Google a déjà effectué des tests dans le passé pour un projet baptisé Loon, où des montgolfières servent de relais pour apporter Internet dans des régions en étant dépourvues.
https://lexpansion.lexpress.fr/ – 2 juin 1204.

(5) *Les Nouveaux Rapports industrie/services à l'ère du numérique,* avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par Marie-José Kotlicki, rapporteure, octobre 2015. – http://www.lecese.fr/

(6) Marx, *Le Capital,* Livre III, *in Œuvres, Economie,* « Bibliothèque de la Pléiade », t. II, p. 1031-1032). »

(7) En France, loi travail et ordonnances Macron.

de la social-démocratie, des partis socialistes et leur credo de réformes devant mener au socialisme intégral, d'où la grande débandade de ces partis et avec eux de la démocratie parlementaire et du syndicalisme. Les GAFA ne pourront survivre qu'en se coulant et en modifiant les superstructures du capitalisme historique, elles vont s'attaquer à cette tâche en fusionnant leurs services avec l'industrie, c'est-à-dire en les incorporant au tissu industriel.

Le rôle rationalisateur des GAFA

De par la situation qu'elles occupent dans l'économie capitaliste, les GAFA agissent en ce moment principalement dans la sphère de circulation du capital, y compris la logistique. S'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) (8) qui ont amplement brisé les frontières où les salariés laissaient leur exploitation à la porte de l'entreprise. Avec les TIC le salarié est joignable partout et travaille partout (9). Les GAFA vont amplement utiliser les TIC et même comme Apple devenir un fabricant de smartphones de plus en plus perfectionnés. Les possibilités de communications et d'informations sont immédiatement mondialisées et analysées par ceux qui tiennent pour le moment les manettes des algorithmes.

Certains à juste titre contestent que les GAFA soient un bloc unique, ce qui nous intéresse ici ce n'est pas ce qui les distingue mais ce qu'ils ont en commun. Les GAFA ont en commun de faire partie de la sphère de circulation du capital sur laquelle ils interviennent en cherchant à réduire le temps de circulation aussi bien des marchandises que des services en utilisant l'infrastructure de l'Internet qu'ils veulent contrôler à l'échelle globale et mondiale.

Si nous prenons les GAFA dans leur statique, elles font partie de la sphère de circulation du capital, seulement le capital est capital circulant, c'est son mouvement d'ensemble qui lui permet de se valoriser. A ce niveau de réflexion il nous importe peu de savoir si les GAFA sont créatrices de valeur puisque le problème fondamental pour valoriser le capital c'est son mouvement global, mouvement qui finalement permet de réaliser la plus-value par la vente des marchandises. Les GAFA et tout ce qui caractérise la nouvelle économie, sont entrées dans ce mouvement global comme éléments rationalisateurs de cette circulation du capital. Marx explique clairement les conséquences d'une non-fluidité des deux grandes sections.

> « Aussi longtemps qu'il reste dans l'une de ces phases et qu'elle n'est pas fluide– or chacune d'elles a sa durée propre –, il ne circule pas, il est fixé. Aussi longtemps qu'il demeure dans le procès de production, il n'est pas en mesure de circuler, c'est à dire qu'il est virtuellement dévalorisé.
>
> Aussi longtemps qu'il demeure dans la circulation, il n'est pas en mesure de produire ni de créer de la plus-value ; il ne progresse donc pas en tant que capital. Tant qu'il ne peut être jeté sur le marché, il est figé sous la forme de produit ; tant qu'il demeure sur le marché, il est immobilisé sous la forme des marchandises » (*Grundrisse* ,3 « Chapitre du capital » éd. UGE « 10/18 », p. 197.)

Les GAFA et toute l'infrastructure informatique sur laquelle elles s'appuient apparaissent comme le diable et le bon Dieu pour le

(8) Un exemple caractéristique de cette pénétration est l'utilisation dans certains pays d'Afrique de l'unité téléphonique comme monnaie d' échange (M-Pesa, M pour mobile et pesa, argent en swahili)

(9) En France, certains travaillent dans le TGV pendant leur temps de trajet, d'autres chez eux, d'autres en télétravail...

capitalisme historique et ses Etats, comme une destruction créatrice dangereuse pour de nombreux secteurs économiques.

La destruction créatrice des GAFA

Visiblement les GAFA américaines ont un effet destructeur qui inquiète : les Etats, le capital financier, le commerce et l'industrie. Les Etats y voient un pompage illégal de leurs recettes fiscales, les banques et les assurances une décomposition de leur métier, et l'industrie une captation en amont de ses compétences. Quant au salariat il attend les dégâts de la machinerie numérique et la précarisation de son statut, voire sa transformation en auto-entrepreneur de soi.

Quelques exemples non limitatifs démontrent cette tension au sein du capital.

Le capital financier aux prises avec la concurrence conjuguée des FinTech (10) et des géants du Web :

> « Pour les acteurs financiers traditionnels, la plus grande menace vient des géants de la technologie comme Amazon, Facebook et Google ou GAFA. C'est ce qu'a révélé le rapport du World Economic Forum (WEF). L'on pensait que l'arrivée des Finech dans la finance sonnait le glas des grandes banques. Pourtant force est de constater que malgré le bouleversement qu'elles ont produit en apportant une réelle innovation dans un domaine vieux comme le monde, elles sont encore loin d'accumuler d'énormes parts de marché. Non, le vrai danger vient des grandes entreprises du Web comme Amazon, Facebook et Google. Pour quelles raisons ? Pour l'heure, les entreprises financières à l'instar des assureurs et des banques de Wall Street s'appuient sur ces géants de la technologie pour leurs compétences stratégiques sensibles, a expliqué Jesse McWaters, auteur principal d'une étude du World Economic Forum (WEF). »
> https://fintech-mag.com/gafa-industrie-bancaire/

En apparence il y aurait une contradiction entre le secteur financier et les géants du Web, mais comme ceux-ci participent à la rationalisation du secteur tertiaire c'est-à-dire celui du procès de circulation du capital, les banques et tout le secteur financier les utiliseront « pour leurs compétences stratégiques ». Il faudra simplement qu'ils s'accordent entre eux sur le partage des profits.

En ce qui concerne le salariat du secteur financier, il est « dans le couloir de la mort » condamné par le développement des nouvelles technologie. L'avenir de ses salariés est de devenir des microtravailleurs ou microtâcherons de « l'économie numérique ». Ils sont près de 90 millions dans le monde. En 2017 les licenciements et fermetures d'agences bancaires ont été particulièrement nombreux.

La médiation des GAFA peut-elle durer dans le temps?

Poser cette question c'est chercher à y répondre, la bourgeoisie puise tout son dynamisme dans la valeur d'échange (l'argent) qui la fait apparaître comme une médiation entre les extrêmes que sont la valeur d'usage et la valeur d'échange. Ce faisant elle se présente comme la synthèse de tous les contraires, pareil au Christ dans la sphère religieuse, qui se présentait comme le médiateur entre Dieu et les hommes, prenant ainsi plus d'importance que Dieu lui-même. L'argent est donc la médiation universelle et à ce titre devient lui aussi le Dieu

(10) Le nom FinTech est la contraction de « finance» et « technologie ». Il désigne toutes les entreprises, souvent des start-ups, dont l'activité se situe dans le monde de la finance, de la banque ou de l'assurance. Aujourd'hui on entend de plus en plus parler de ces entreprises de la FinTech.

sur Terre, pour finir par s'autonomiser en capital financier. La valeur d'échange opère toujours comme intermédiaire. Aussi l'argent dans la circulation simple du capital est-il l'intermédiaire entre la production et la circulation.

Comme le temps de circulation représente une limitation de la productivité du travail et augmente le temps de travail nécessaire, il diminue l'extraction de la plus-value. Ces faux frais du capital sont une véritable barrière à l'autovalorisation du capital, barrière que les GAFA contribuent à faire tomber. Comme nous l'avons déjà dit, tant que les GAFA agissent dans la sphère de circulation, ils ne sont aucunement créateurs de plus-value, tout au plus contribuent-ils à réduire les faux frais du capital dans cette sphère.

Les débats sur ce que nous pouvons appeler la nouvelle économie sont encore loin de se terminer, il faudra y revenir sur de nombreux aspects et plus particulièrement dans nos prochains articles sur les conséquences pour le salariat et le monde du travail en général.

Gérard.Bad
avril 2018

DANS LES PUBLICATIONS

Le cycle des crises

◆ Un lien vers la dernière publication de Robin Good Fellow, consacrée au cycle des crises et à la reproduction du capital fixe : www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Capital_fixe_cycle.pdf

◆ Dans *Le Prolétaire* n° 527 (janvier-février-mars 2018) (BP 57428, 69347 Lyon Cedex « Le capitalisme mondial de crise en crise » et « A propos de la suppression du bac et de la sélection à l'université ».

Economie de plateforme

◆ « Les tyrannies de la livraison à domicile », une étude complète sur les conditions d'exploitation dans l'ensemble de ce secteur, depuis les chauffeurs de camions de livraison, ceux des entreprises spécialisées et les nouveaux venus des livreurs sur deux roues. Dans *La Gazette de la société et des techniques* n° 95 (janvier 2018) (copie à Echanges).

Au nom de la race

◆ « Race et Nouvelle droite », article de Tristan Leoni de mars 2018 : une réflexion utile sur les idées de race, communauté, communautarisme, intégration, assimilation..., à l'heure où s'introduit la confusion et où le mot « race » fait son apparition dans le vocabulaire d'une partie de l'extrême-gauche. Tristan Leoni évoque la manière dont le concept de race a été théorisé et utilisé au sein de la Nouvelle Droite de 1968 à nos jours (notamment au travers des positions prises par son principal animateur, Alain de Benoist). Conclusion : «Abysses et errements théoriques sont surtout le signe de décomposition, d'émiettement et d'atomisation, tout comme les luttes avec lesquelles elles sont de moins en moins reliées. La faiblesse de ces dernières, en Occident, ne devrait pourtant pas nous égarer et nous faire succomber aux sirènes de l'eurocentrisme. Le prolétariat est bien, sur la planète, cette turbulente classe en expansion permanente qui, par-delà les différences de couleur de peau, de culture, de religion ou de nationalité, est soumise toujours plus intensément à une même logique, celle du capitalisme. (...) certains concepts sont encore particulièrement adaptés pour comprendre ce processus et ses évolutions, par exemple ceux d'exploitation, de classes et de lutte des classes. »
https://ddt21.noblogs.org/

Pour l'émeute

◆ *L'Emeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, de Joshua Clover. Depuis les années 1960 à 1970, une période marquée par la désindustrialisation, le chômage de masse et le ralentissement de l'accumulation en Occident, la grève n'est plus la forme de lutte dominante : l'émeute redeviendrait la forme de contestation par excellence qu'elle était aux débuts du capitalisme. Senonevero, qui publie ce livre, affirme dans son programme qu'« une époque est révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société ». Faut-il y opposer la critique de « l'idéologie insurectionnaliste » (voir p.11) ou cette critique ne serait-elle qu'un vestige d'un mouvement prolétarien moribond ?
Signalons qu'avec ce livre, les éditions Senonevero deviennent une collection des éditions Entremonde.
http://entremonde.net/senonevero

Le Marxisme oublié

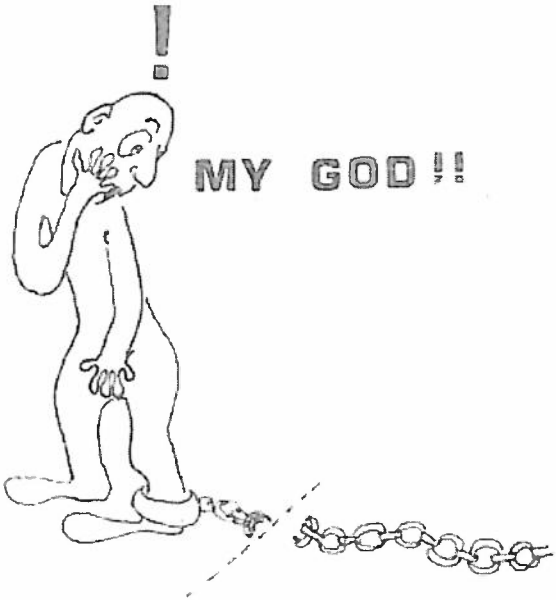
◆ Dans le n° 12 (Equinoxe de printemps 2018) de la « publication du Socialisme symbolique. Courrier théorique gratuit » *Le Marxisme oublié* : « Obscure défaite (IV) », suite de la critique de l'ouvrage *Amadeo Bordiga, La Défaite des années obscures, 1926-1945*, d'Arturo Peregalli et Sandro Saggioro ; une critique des critiques de Bordiga par le CCI ; « Docteur André Germez. Un révolutionnaire de la biologie », reprise d'un article de Jean-Pierre Willem sur le site www.association-biologique-internationale.com ; une controverse, « Le chaos dans le chaos (I) », à propos d'un ouvrage de Michel Roger, *De l'Opposition de gauche à l'Union communiste*, éditions Ni patrie, ni frontières 2017.
Contact : Patrice Leclerc, rue Saint-Germain, 03210 Saint-Menoux.

CE FUT AUSSI CELA, MAI 68

En mai 1968, j'avais quarante-cinq ans et déjà derrière moi vingt et trois années de militantisme syndical et politique (bien que j'aie toujours renié le titre de militant, refusant le sens classique de ce mot d'œuvrer ardemment pour une cause politique précise). A la fois, j'étais animateur d'un groupe d'opposition syndicale dans la boîte où je travaillais depuis 1945, et en partie animateur du groupe de travailleurs *Informations Correspondance Ouvrières* (ICO) (issu du groupe Socialisme ou Barbarie), qui ne rassemblait guère plus d'une vingtaine de travailleurs à Paris. Dès les premiers jours de Mai 68, ICO s'était soudainement gonflé d'un afflux de près d'une centaine de sympathisants, principalement des étudiants et des intellos. Tout ceci est une autre histoire et contrairement à nombre de ceux qui, tous à la retraite, tentent de mettre sur le papier les faits et méfaits de leur jeunesse d'alors, je n'écrirai rien sur ce que fut « mon » Mai-68, sauf les quelques notes qui suivent. Qu'apporterait de plus ce qui ferait un gros livre de mes propres souvenirs évoqués à travers une mémoire défaillante, qu'aucun de ceux qui m'accompagnèrent dans cette galère d'un grand mois ne pourrait corriger car ou ils ont disparu, ou n'en sont plus capables, ou s'en fichent éperdument (et ils ont bien raison) ?

Ce que je voudrais, dans ces quelques lignes, c'est souligner quelques points précis de ce que j'ai vécu alors, pour mettre en évidence que ces événements ne furent pas souvent ce qu'on pouvait leur prêter alors ni ce que, témoignages ou pas, on peut encore leur prêter aujourd'hui, cinquante ans après.

D'abord et avant tout, en tout bien tout honneur, ce sur quoi certains insistent justement, cette libération du rapport et des rapports sociaux. Dans cette boîte d'assurance où je « militais » avec les quelque 3 000 employés, lorsque la grève éclata le 20 mai (un peu tardivement pour suivre le mouvement) avec la mise en place d'un imposant comité de grève (en fait une sorte d'assemblée permanente), une jeune femme de vingt ans vint troubler mon ordinaire (je ne fus sans doute pas le seul touché par ce qui était une petite partie d'une sorte de transcendance des rapport sociaux). Mais pour moi, et pour moi seul, cette démarche consacra la naissance d'une amitié amoureuse, qui faillit déborder dans la sexualité mais finalement n'y versa pas. Ce qui ne changea rien à une relation si intense qu'elle existe encore mais que les vicissitudes de la vie et les distances géographiques ont fait que les rencontres matérielles se sont de plus en plus espacées, ne laissant que cette



Dessin de Christian Lagant pour la brochure* L'Irrationnel en politique, *de Chris Pallis (Maurice Brinton) (ICO, 1972).

réalité du cœur. Ce n'était pourtant qu'une petite part immense de cette « libération » que fut pour quelques mois Mai 68 : j'avais déjà connu cela, très brièvement dans de « vrais » mouvements de lutte mais cette fois, c'était à l'échelle du monde et du temps.

Pourtant, il y avait déjà, dès le début, des limites évidentes du mouvement. Et ce sera mon premier souvenir. Dans la foulée de cette réunion d'ICO, où nous avions vu affluer cette masse indéfinissable de plus d'une centaine de sympathisants, nous avons dû organiser une assemblée (ce fut la seule) dans un amphi de Jussieu. Il était plein à ras bords et j'y fus le seul à prendre la parole. Manifestement la plus grande partie des présents attendaient des consignes d'action. Mais ils furent largement déçus. Je leur dis tout simplement qu'ils devaient trouver en eux-mêmes ce qu'ils devaient faire, chercher à y associer d'autres et décider en commun à la fois du choix, des méthodes et des perspectives. Je n'avais à transmettre que ce message et rien d'autre. Je n'employais même pas le mot « autonome » tant il me paraissait superflu. Mais je constatais, avec une certaine amertume, vu la déception évidente pour mon « message », que la « libération » des rapports sociaux n'avait pas modifié beaucoup l'attachement à des règles préétablies, à des consignes en fait à un leader porteur d'un message idéologique d'action suivant une certaine ligne. Ce que mes expériences ultérieures confirmeront.

Le 20 mai , au matin, avant l'embauche, alors que la grève n'avait pas encore commencé, des camarades étudiants du 22-Mars avec lesquels nous étions en contact par le groupe Noir et Rouge (dont Cohn-Bendit était plus ou moins membre), étaient venus distribuer un tract anonyme que quelques-uns d'entre nous, un petit groupe oppositionnel antisyndical, avions rédigé, et dans lequel était préconisées l'occupation totale de la boîte, l'expulsion de tous les dirigeants et la mise de l'entreprise en autogestion. On nous reprocha comme une absurdité l'autogestion d'une boîte d'assurance mais, pour nous, ce n'aurait été qu'une étape dans l'utilisation de cet énorme bâtiment pour en faire tout autre chose que des bureaux. Il serait revenu à tous les employés d'en décider. Je ne

sais pas quel écho cela eut parmi les employés, mais nous sûmes que la direction avait pris cela au sérieux et avait convoqué de toute urgence un conseil d'administration pour envisager les mesures à prendre. Cela se concrétisa par une alliance de fait entre la direction (qui put jouir tout au long de la grève de ses bureaux et circuler librement dans la boîte) et les syndicats qui s'érigèrent en « gardiens de l'outil de travail » pour prévenir toute « action malveillante ». Michael Seidman précise que ses recherches (1) ont montré que les actes de sabotage furent relativement mineurs et très spécifiques. Nous nous en rendîmes compte quand nous avons envisagé des coups : piquer tous les dossiers du bureau du personnel pour les distribuer à chaque employé, saboter l'imposant ordinateur central (ce qui était facile). Mais nous nous aperçûmes que tous les secteurs sensibles étaient bien gardés nuit et jour par des sortes de milices syndicales et que, faute d'un mouvement de masse, toute action de commando était condamnée. D'ailleurs même si les syndicats, la CFDT notamment, mirent sur le tapis la question de l'autogestion, celle-ci n'intéressait que les petits cadres qui n'y voyaient que le moyen d'accroître leur influence sur les décisions. La grande masse des employés s'en fichait éperdument. La plupart s'étaient mis en grève pour suivre le mouvement, sans trop savoir pourquoi. Et commença l'élaboration de revendications où chacun mettait en avant ses problèmes personnels plus qu'une vision générale d'un mouvement, fût-il de réforme. La grève ne visait nullement à des réformes profondes, mais devait améliorer l'ordinaire. Elle ne dépassa pas ce niveau y compris chez Renault où la CGT dominante dut revenir plusieurs fois devant l'assemblée des travailleurs de Billancourt avec des propositions de rémunération un peu plus alléchantes pour justifier la reprise du travail. Ce fut aussi cela, Mai 68, qui ne dépassa pas sauf en de rares endroits isolés, notamment vers la fin à Montbéliard, l'action revendicative traditionnelle. Sans doute, la plupart des votes de reprise montrèrent que près d'un tiers des travailleurs voulaient « autre chose », mais quoi ? car cela ne s'était jamais concrétisé dans des revendications ou des actions plus radicales.

J'allais parfois traîner dans la cour de la Sorbonne occupée où l'on pouvait naviguer partout sans contrainte. En fait sauf une exception. Un jour je rencontrai dans cette cour un camarade britannique animateur du groupe Solidarity, Chris Pallis, et nous nous avisâmes qu'il y avait une seule partie du bâtiment qui restait totalement close : la chapelle qui jouxte la cour et qui est plus qu'une chapelle, car elle contient la dépouille du cardinal de Richelieu, un personnage de l'Histoire de France. A la craie, nous avons écrit en grosses lettres sur la porte de la chapelle cette phrase suivante :

« Peut-on penser librement à l'ombre d'une chapelle ? »

Cette inscription fut attribuée plus tard aux situationnistes, mais elle n'eut aucun effet. Pourtant nous y posions deux questions fondamentales : la présence de la chapelle et du personnage qui y gisait, c'était le symbole de la religion (il était cardinal) et de l'Etat (ministre tout puissant sous Louis XIII et qui avait largement contribué au renforcement du pouvoir d'Etat) et en respectant la chapelle, on respectait

(1) *The Imaginary Revolution. Parisian Students and Workers in 1968*, de Michael Seidman, Berghahn Books, 2004. (Voir ici p. 60.)

tout cela. Après tout, la révolution de 1789 avait bien désacralisé et vandalisé les églises et coupé la tête au roi, l'Espagne républicaine avait fait en partie de même. Ici, en mai 1968, on en était bien loin. Et dire que de l'autre côté de la cour de la Sorbonne, à l'ombre de cette chapelle si symbolique on palabrait sur la liberté, la religion et l'Etat. Tout en paroles, rien en actes, fut-ce cela Mai 68 ?

Le 24 mai, en début de soirée, avec quelques copains d'ICO, nous nous sommes retrouvés sur le parvis de la gare de Lyon dans le départ d'une manifestation monstre convoquée comme alors par le téléphone arabe et qui, vu l'affluence, se scinda en plusieurs morceaux. Celui où nous nous sommes trouvés s'achemina par la Bastille vers la Bourse. Lorsque nous y arrivâmes, un commando, on ne savait trop qui, avait mis le feu aux cabines téléphoniques en bois du hall d'entrée, ce qui faisait une illumination mais ne risquait pas d'enflammer ce monstre de pierre (alors que le sous-sol du bâtiment recelait des tonnes de produits inflammables d'une imprimerie qui auraient pu faire un feu d'artifice boursier spectaculaire, mais nos apprentis pyromanes le savaient-ils ?). Personne n'osait entrer dans le bâtiment. Et différents faits me révélèrent cette indécision et un refus d'engager des actions au-delà de certaines limites invisibles et qui pouvaient se résumer par « Personne n'était là pour faire une révolution ». A côté de moi une jeune femme piqua une crise hystérique à la vue du rougeoiement à l'intérieur du bâtiment, criant à plusieurs reprises « Je ne suis pas venue pour faire ça ». Un peu plus loin une bonne centaine de maos de l'UJCML cherchaient les consignes de leur chef qui, grimpé sur la grille d'enceinte, leur déclara tout de go « Qu'est-ce qu'on fait maintenant ? » Quelques voix, ailleurs, proposaient d'occuper le bâtiment en permanence, récusées aussitôt par le plus grand nombre : « Impossible, on va s'y faire massacrer. » On peut imaginer pourtant quelle qu'en pouvait être l'issue, ce qu'aurait été l'occupation du Temple de la Finance, peut-être un pôle de résistance enchaînant sur un mouvement plus vaste. Mais la foule refusait manifestement l'affrontement et ne voyait surtout pas une dimension future du mouvement, sinon cette promenade nocturne : l'occupation du Théâtre de l'Odéon n'était porteuse d'aucun risque et d'aucun symbole, ce n'était que du spectacle. Ne fut-ce que cela, Mai 68 ?

La suite confirma ces prémisses. La manif finit par repartir pour atterrir place Vendôme où siégeait le ministère de la Justice, un autre symbole ; ce fut un *bis repetita* de ce qui s'était passé à la Bourse, sauf qu'il n'y eut même pas le jeu des allumettes. Il paraît que c'est Rocard, du PSU d'alors, qui s'opposa à l'occupation du ministère car il aurait fallu se battre avec les flics qui, on n'en savait pourtant rien, devaient en garnir l'intérieur. Et bredouille d'un résultat quelconque hors de velléités vite calmées, la foule, sans qu'on sache qui la guidait, repartit vers son bercail, le Quartier latin, qui devint une vraie souricière. Lorsque nous longions les Tuileries sur les bords de Seine, j'eus vraiment le sentiment d'une morne troupe de moutons qui partaient résignés silencieusement à l'abattoir. Ce qui fut bien le cas : embossés sur tout le boulevard Saint-Michel fermé solidement par les flics aux deux bouts, inondés de gaz divers, il n'y avait d'autre opportunité que de fuir

par les rues latérales où les policiers attendaient pour la chasse à l'homme à la matraque. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés, pour le reste de la nuit, une quinzaine de copains dans la piaule exiguë de mes enfants étudiants rue Monsieur-le-Prince : quand nous en sortîmes prudemment au matin, le boulevard Saint-Michel était bien propre, tout y circulait normalement. Seuls quelques relents des lacrymos matérialisaient le souvenir de cette nuit. A quoi tout cela avait-il servi ? L'inutile quelque peu dangereux, mais bien peu quand même, velléitaire, spectaculaire, la peur de l'affrontement, rien d'autre, était-ce cela Mai 68 ?

On occupait la Sorbonne, les usines et bureaux, les facultés, les lycées, les écoles, l'Odéon... mais pas le reste, mis à part quelques commissariats de quartier, tableau de chasse de quelques groupes isolés cherchant à en découdre, aucun des sièges du pouvoir (mairies, préfectures, etc.), des sièges sociaux des gros trusts, ou des chambres patronales. Même pas, on l'a vu, les bureaux de direction des usines occupées. Un ingénieur qui avait approché ICO en 1958 mais qui s'en était coupé pour aller travailler au syndicat patronal national de l'automobile, nous avait contacté pour nous donner les clés du bâtiment où ce syndicat siégeait, mais ceux du 22-Mars, contactés, ne cherchèrent pas à utiliser ce levier. Etait-ce la crainte d'un affrontement (de Gaulle y pensait, qui fit le voyage à Baden-Baden auprès des troupes françaises cantonnées en Allemagne) qui fit que tout resta de ces occupations sans risques, ou la conscience de l'inégalité des forces ? Ce fut aussi cela, Mai 68, dans des choses essentielles auxquelles l'immense majorité ne pensait pas, laissant les avant-gardes politiques sur la touche... ou bien ces avant-gardes parlaient-elles un langage que pratiquement personne ne comprenait ? ou avançaient-elles des projets qui ne correspondaient pas à l'avenir que la plupart des grévistes pouvaient envisager ? – comme, par exemple, le discours autogestionnaire.

Même dans d'infimes détails on retrouvait ce respect des sièges de la légalité du système. Parmi les 3 000 employés de la boîte d'assurances dont j'ai parlé, personne n'eut la moindre idée que le comité de grève aurait pu siéger illégalement sous les ors de la salle du conseil d'administration où les dirigeants se réunissaient régulièrement, alors que tous les membres de ce comité de grève trouvaient tout à fait normal de se tenir en permanence et en toute légalité dans l'austérité, la nudité de la salle du Comité d'entreprise. Tout un symbole. Ce fut aussi cela, Mai 68, ne pas transgresser hors des clous.

JE NE SAIS PAS si c'est une légende ou si simplement ce fut dû à la grève des hôpitaux, toujours est-il que le bruit a circulé après Mai 68 que dans toute cette période les hôpitaux psychiatriques n'avaient enregistré aucune entrée. Cela s'expliquerait par le fait que tous les psychotiques divers auraient eu la possibilité de se défouler sans contrainte dans la rue et ailleurs. Dans deux cas personnels, j'ai pu constater le pouvoir d'attraction de tels événements pour concrétiser des fantasmes refoulés jusqu'alors. Revenant à Paris en voiture, j'ai pris en stop deux hommes, un jeune et un moins jeune, qui m'ont dit avoir entendu qu'on se battait dans les rues de Paris et qu'ils montaient à la capitale pour en découdre, alors qu'apparemment ils n'avaient aucune motivation directe pour le faire. Et une nuit de ce Mai

68, alors qu'avec un copain nous explorions les actions diverses et dispersées de groupes d'activistes, nous avons croisé quelques jeunes qui nous ont avoué être à la recherche d'un flic isolé pour le déshabiller entièrement et le laisser dans la nuit, nu comme un ver – et de fait il y eut quelques agressions de policiers isolés, avant que leurs chefs leur ordonnent de rester groupés. Ces défoulements individuels furent certainement légion mais il n'est personne pour les conter et les acteurs ont plutôt intérêt à se taire sur leurs exploits. Ce fut aussi cela, Mai 68, cette expansion démesurée d'actes individuels asociaux méconnus.

Je ne sais plus quel jour de mai 1968, je passais, allant je ne sais où, par la cour intérieure du palais du Louvre et j'y ai assisté à un spectacle particulièrement insolite, presque surréaliste. Il s'y déroulait une remise de décorations à des flics dans le plus pur style du cérémonial de circonstance ; Paris n'était pas à feu et à sang mais en plein chaos des occupations, des manifestations, et d'une violence à peine contenue. Mais la machinerie de l'Etat continuait de fonctionner, même dans ses aspects les plus dérisoires. Etait-ce la démonstration de la certitude des dirigeants de toutes sortes que tout n'était qu'un épisode facilement surmontable et que les routines ne devaient pas être interrompues pour si peu ? Cela m'a instillé quelque pessimisme et douché un peu mon enthousiasme. Fut-ce cela aussi, Mai 68, ces dirigeants si sûrs d'eux face à un mouvement qui n'affichait pas réellement de perspectives ?

Mai 68, s'il y eut ceux qui échappèrent à la folie, et l'immense majorité qui vécut ces heures inoubliables, eut aussi ses morts, mais pas à la démesure de mouvements considérés comme « révolutionnaires ». Dans le gouvernement d'alors, une tendance non directement répressive l'emporta contre ceux qui, comme de Gaulle, voulaient « tirer dans le tas ». La tendance conciliatrice pensait justement qu'on pouvait faire confiance aux syndicats pour contrôler le mouvement et l'orienter vers la négociation et la fin progressive du mouvement. Ils savaient aussi que toute action répressive violente pouvait enclencher une réaction encore plus forte des grévistes et autres manifestants et ouvrir ainsi une crise majeure du système lui-même. Après tout, Frachon, le leader de 1936, n'avait-il pas déclaré aux patrons lors des discussions sur les accords Matignon : « Si vous n'aviez pas systématiquement licencié les responsables syndicaux, nous n'en serions pas là. » C'est ce qui fera la différence entre Renault Billancourt, où la CGT régnait en maître et interdisait toute dérive radicale, et l'usine Peugeot de Sochaux, d'importance identique, mais où la réputation de Peugeot dans la chasse aux syndiqués autres que ceux du syndicat maison n'était plus à faire. Effectivement les syndicats n'avaient qu'une présence très réduite dans les usines Peugeot. Ce qui laissa libre champ, pas tant à la base des 25 000 travailleurs de l'usine, qu'à une minorité plus radicale qui n'eut aucun mal, contrairement à ce qui se passait ailleurs, à surenchérir dans l'action, suivie en cela par une partie des travailleurs. Les pressions diverses, les manipulations évidentes d'un vote ultra-minoritaire pour un accord de reprise minimal le 10 juin, firent que ce qui était considéré comme une trahison se traduisit

(2) Voir « Chez Peugeot en juin 1968, une insurrection ouvrière peu connue », récit de cette grève, dans *Echanges* n° 124 (printemps 2008). Et *Les Grèves en France en mai-juin 1968*, de Bruno Astarian, Echanges et Mouvement, 2003.

par une réoccupation sauvage et dure de l'usine de Sochaux, le jour même d'une reprise annoncée, et suivie par une part importante des travailleurs (2). Dans cette période de déclin de la grève généralisée, alors que la reprise du travail s'amorçait avec un peu partout une opposition de près du tiers des grévistes, cette action devenait intolérable car elle pouvait faire tout capoter vers des mouvements encore plus radicaux. Et les syndicats impuissants chez Peugeot pouvaient l'être tout autant devant une telle extension possible. La barrière syndicale, celle de la négociation, n'opérant plus, la force était le seul recours. Patronat et gouvernement (et syndicats dans la coulisse) commandèrent l'intervention des CRS qui purent tirer dans le tas pour liquider l'abcès. Ce qui fut fait au prix de deux morts ouvriers dont un par balles et plus de 120 blessés, certains par balles. La région de Montbéliard étant entrée en quelque sort en résistance, en réaction contre cet assaut meurtrier, il ne fallut pas moins de dix jours pour que les interventions politiques et un nouvel accord parviennent à restaurer « le calme » et assurer une reprise du travail. Un accord qui, outre des avantages financiers et une amélioration des conditions de travail non négligeables, instituait l'entrée des syndicats dans l'entreprise dont ils avaient été exclus jusqu'alors, ironie d'un mouvement antisyndical qui leur donnait la légitimité de s'opposer d'une manière ou d'une autre à tout mouvement qu'ils ne contrôlaient pas. Hors de Sochaux, en mai-juin 1968, on n'avait dénombré – officiellement – que trois morts : un jeune de dix-sept ans, Gilles Tautin, qui près de l'usine Renault de Flins s'était noyé le 10 juin en se jetant dans la Seine pour échapper aux CRS, et deux autres, le 24 mai, plutôt controversés autour d'une crise cardiaque : un manifestant à Paris et un commissaire de police à Lyon. Traditionnellement, pour la fête religieuse de la Pentecôte, le lundi est chômé. Habilement, le 31 mai, le gouvernement décida de ravitailler les stations-services à sec depuis le début de la grève (on peut s'interroger sur le rôle des syndicats qui auraient pu alors s'opposer à ce déblocage). Ce qui fit qu'on assista à une ruée hors de Paris de ceux qui, la grève touchant à sa fin, voulaient parachever ces vacances exceptionnelles par une évasion tout autant exceptionnelle. On vit d'énormes embouteillages, mais aussi dans cette sorte de folie on dénombra en trois jours, les 1er, 2 et 3 juin, 117 morts sur les routes des espoirs de quelques moments de vie plus intense. Faut-il les compter parmi les morts de Mai 68 ? Car Mai 68, ce fut aussi cela.

POUR TERMINER ces bribes de souvenirs ponctuels et l'interprétation que je puis leur donner, je voudrais évoquer la mémoire non pas de ceux qui sont morts depuis Mai 68 mais qui ont pu, avant de passer l'arme à gauche, en parler autour d'eux ou même écrire quelque peu sur ce qu'ils avaient vécu alors – ce que nous avons essayé de faire à ICO jusqu'à fin 1968 (3). Mais évoquer la mémoire de ceux qui se donnèrent la mort dans les années qui suivirent, murés pour une bonne part dans la perte des illusions que Mai 68 avait pu susciter sur des âmes trop sensibles et portées à l'enthousiasme. Bien sûr, dans ces suicides, on trouve aussi des raisons touchant les difficultés de sa propre vie, des problèmes affectifs graves, et, qui

(3) Copies de textes d'*ICO* disponibles sur demande.

peut savoir, d'autres qui obèrent la fragilité d'une sensibilité trop envahissante... Toutes ces raisons qui font partie du quotidien avec plus ou moins d'intensité mais qui, à elles seules, ne conduisent pas à cet acte de courage (certains disent de lâcheté) de supprimer sa vie. Dans la période ascendante d'un mouvement spontané d'une ampleur inégalée comme Mai 68, ces questions « personnelles » passent au second plan, reléguées par cette part d'un sang collectif d'un renouveau qui fait que chacun donne une force au mouvement ascendant et en reçoit en retour la force de surmonter le quotidien. Mais dans la période descendante du mouvement, inévitable puisque finalement il ne savait pas lui-même où il allait vraiment, ces pesants problèmes du quotidien reviennent au grand galop et, goutte d'eau qui fait déborder le vase, la désillusion d'une fin peu glorieuse et de la perte des espoirs rendent intolérable une vie qui ne voit plus qu'un enfermement dans d'infranchissables murs.

J'ai retrouvé, dans ces années post-68, cinq camarades qui se sont suicidés, ce qui fait beaucoup pour le cercle limité d'ICO. Florence Ribon, une jeune et petite femme brune dont je revois le visage et rien d'autre, fut la première du cercle à disparaître en se jetant par une fenêtre. Un autre, Germinal Clemente, qui était coursier au journal *Le Monde* et dont je n'évoquerai pas les circonstances particulièrement tragiques de sa fin. Les souvenirs des trois autres sont bien plus précis. Michel Marsella était le fils d'un couple anarchiste de Lyon. Etudiant, il avait fait ses premières armes de soixante-huitard à Lyon, mais il était monté à Paris, la capitale de la Révolution, et il rêvait presque d'être révolutionnaire professionnel, se consacrant pour une bonne part à ICO et à d'autres groupes comme VLR, et vivotant de petits boulots. Pour son malheur, il devint éperdument amoureux d'une participante d'ICO, une ambitieuse qui ne se souciait guère de lui et n'était dans l'ultragauche que comme dans la première étape d'une ascension sociale. Le pauvre Michel cumula les désillusions de son amour insatisfait et de la fin de 68, et il en mourut en se jetant lui aussi par la fenêtre, d'un troisième étage. Nicolas Boulte avait été un militant exemplaire du groupe maoïste UJCML, devenu Gauche prolétarienne, et à ce titre avait fait de l'entrisme comme ouvrier chez Renault Billancourt, et participé activement au Comité de Lutte Renault fondé par cette organisation. Les magouilles innombrables dans le maoïsme d'alors, autant que les options politiques imposées d'une manière parfois violente, l'avaient conduit à sortir de cette ornière du maoïsme et à écrire sous un pseudonyme un *Bilan du Comité de Lutte Renault* (4). Le fait qu'il ait proposé à ICO de publier son texte était une reconnaissance de l'objectivité du groupe et un signe de la confiance qu'il lui accordait. Cela valut à ICO, mais surtout à lui-même, la vindicte de ses anciens camarades, qui le considérèrent comme un traître qu'il fallait éliminer : il subit, outre plusieurs agressions, un harcèlement constant sous toutes ses formes qu'il finit, peut être certaines circonstances personnelles aidant, par ne plus pouvoir supporter au point de se suicider, ne laissant que ce texte dont l'importance avait conditionné sa mort.

J'ai conservé le dernier des cinq pour terminer cette évocation, celui – Christian Lagant – qui fut une relation politique d'abord puis un ami, au plein sens du

(4) *Tentative de bilan du Comité de lutte Renault*, de Baruch Zorobabel, ICO, septembre 1972.

terme. Nous nous étions connus en 1959 lors de la création des prémisses d'ICO et jusqu'à mon licenciement en 1971 (nos lieux de travail étant proches car il travaillait dans une petite imprimerie comme correcteur, refusant le poste doré de correcteur de presse) nous nous sommes rencontrés chaque jeudi midi dans un petit bistrot derrière la Bibliothèque nationale.

Cela devint d'ailleurs un lieu de rencontre pour les uns et les autres. Sans jamais le dire et sans grandes démonstrations nous nous sentions très proches, discutant de tout. Christian était un homme complet, artiste (peintre autant que caricaturiste), écrivain (poète surréaliste autant que militant politique), tribun, que sais-je encore (on peut retrouver toutes les facettes de sa personnalité en tapant son nom sur un moteur de recherches Internet). Nos rencontres se firent plus épisodiques, encore plus lorsqu'en 1977 j'émigrais à Londres, mais je ne manquais jamais de le rencontrer à chacun de mes brefs voyages à Paris. Le jour de son suicide par barbituriques je revenais sur Paris et nous étions convenus de nous rencontrer. Christian était d'une discrétion légendaire sur sa vie privée bien que parfois il s'en soit un peu ouvert à moi. Quelque temps avant sa décision de passer outre, son père, avec lequel il vivait seul depuis longtemps dans un HLM du XVIIIe arrondissement, était décédé.

Quelle accumulation de déceptions personnelles et politiques a-t-elle pu motiver son geste ? Nul ne le saura, mais il devait aussi être hanté depuis longtemps par la mort pour avoir écrit dans les années 1950 pour le journal du MIAJ (Mouvement Indépendant des Auberges de Jeunesse), dont il était un militant actif, le poème suivant qui peut clore cette incursion chez les oubliés de Mai 68 :

Si je meurs
Ne vous fatiguez pas
Pour moi
L'incinération
Ou le cimetière
Cela me laisse froid

Ne chantez pas de *Marseillaise*
Ou d'*Internationale*
Ne cherchez pas de drapeau noir
De drapeau rouge
De drapeau noir et rouge
Ne cherchez pas
Tout ça

Si j'ai un trou
Ne vous « recueillez » pas
Je n'y serai pour personne
Même si vous voulez me voir

Je serai plus loin
Avec les copains
Heureux de les voir rire
Rigolant avec eux
Je serai près du feu
Sous les cheminées traîtresses
Et si je m'y cogne
Les « Jeunes du monde entier »
Ne seront pas ébréchés

Pas de tristesse, amis
Sinon j'irai, la nuit
Vous chatouiller les pieds
Pour vous faire rire

C. L.

APRÈS TOUT ?

Ils furent nombreux dans le « milieu » ceux qui pensaient que 1968 portait les prémisses d'un vaste mouvement révolution-

naire mondial, et qui se lancèrent pendant des années à corps perdu dans un activisme forcené pour que leurs espoirs se concrétisent.

A l'occasion, ils traitaient avec mépris – voire de lâches – ceux qui ne partageaient ce messianisme. Ils ne voyaient pas que Mai 68 avait été tout autre chose qu'ils ne pouvaient comprendre, pris dans leurs schémas politiques. Comme nous l'avons montré dans différents épisodes, la grande masse des acteurs ne cherchait nullement à « faire la Révolution ». Il n'est pas du tout sûr que les 30 % qui, en moyenne, avaient refusé les accords d'entreprise pris dans la foulée des accords de Grenelle, pour la reprise du travail, l'aient fait parce qu'ils jugeaient que ce qui était proposé était bien médiocre eu égard à souvent presque un mois de grève. A moins qu'ils n'aient cherché tout simplement à prolonger la fête de ces vacances insolites. Une partie de la contestation porta d'ailleurs sur le paiement des journées de grève.

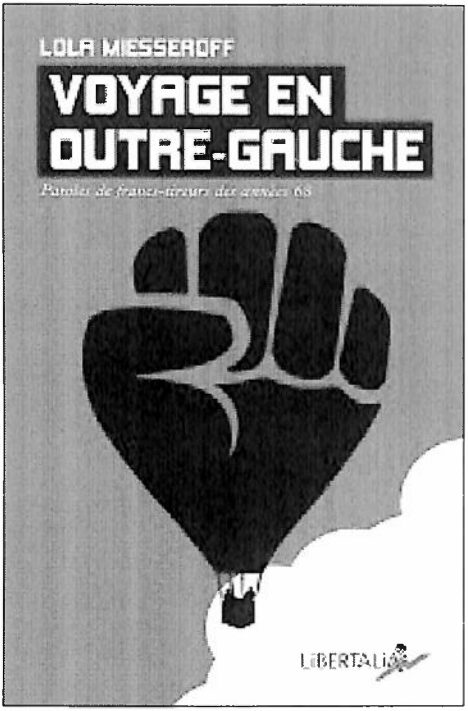
Bien sûr les questions d'argent et/ou de conditions de travail jouèrent un rôle dans ces débats pour la reprise, le retour au quotidien, à la routine du travail et des soucis de la vie. On avait vécu des vacances exceptionnelles, une sorte de libération totale, des vacances comme on n'en aurait jamais plus. On avait, sans l'avoir vraiment cherché, vécu intensément. On avait, enfin, vécu comme on aurait voulu vivre et c'est cela qui comptait avant tout ; consciemment ou pas, on cherchait à prolonger ce coin de paradis social qu'on venait de vivre, et s'en faire un peu payer, le plus possible au besoin. Quelques jours après la fin de la grève un tout petit film – *La Reprise du travail aux usines Wonder* – avait montré le cri du cœur d'une ouvrière qui fustigeait avec une violence verbale inégalée son refus de retourner dans l'enfer quotidien de son travail. Mais ce cri, qui était celui de toute une classe d'exploités, exprimait aussi, pour tous ceux qui avaient vécu une sorte de paradis temporaire de relations sociales, un certain désespoir de voir qu'il disparaissait peut-être à jamais, ne laissant qu'une nostalgie profonde, un lancinant souvenir d'émotions jusqu'alors inconnues.

Ce cri rejoignait le slogan des émeutiers qui n'en étaient pas vraiment, « Sous les pavés, la plage ». Car c'était bien la plage qu'ils avaient tous vécu, que tout a été fait pour effacer. Les pavés remis à leur place sont aujourd'hui recouverts de l'asphalte grise du quotidien. On pourrait en dire beaucoup mais surtout tenter de situer ces splendides vacances de Mai 68 dans une perspective historique. Ce mouvement qui s'étend sans but bien défini (on ne trouvait rien de mieux que « malaise »), ces marches dans la ville tout autant sans but, négligeant tous les symboles du pouvoir, cet abandon global, malgré quelques vestiges des formes de lutte du passé autour de la conquête armée, cela ne vous dit rien, eu égard à ce qui s'est développé dans la dernière décennie ? Mai 68 : la prémonition de ce que nous voyons aujourd'hui dans le monde, de ce qui apparaît comme une nouvelle forme de lutte internationale globale. Mais surtout pas le modèle que tentent encore aujourd'hui, comme nos matamores de Mai 68, les prétendues avant-gardes autoproclamées, de perpétuer dans l'action directe violente de l'affrontement avec les forces de répression du capital.

Mai 68 ce fut aussi cela, un immense mouvement dont la force se trouva non dans l'extériorité de l'action violente, mais dans le cœur individuel et collectif de la recherche de la Vie.

H. S.

Voyage en outre-gauche
Lola Miesseroff
Libertalia



AVANT TOUT, IL IMPORTE DE SOULIGNER L'ORIGINALITÉ de ce travail qui d'une part se démarque de tous récits et/ou analyses plus ou moins académiques sur mai 68 et d'autres part des récits plus ou moins personnels d'un acteur drapé dans son appartenance politique d'alors. Son titre exprime bien, ces intentions de l'auteure ce que l'on retrouve dans tout le livre.

Il est difficile de faire une présentation critique de cet ouvrage de presque 300 pages dont la richesse repose, pour l'essentiel, mis à part des références à des ouvrages analytiques de Mai 68, sur des témoignages des acteurs divers de ces événements, témoignages en partie ordonnés sur des thématiques, chacune suivant éventuellement un cours historique et bien plus d'après le sens des engagements de chacun dans cette période. Cette note de lecture risque d'être un peu longue car elle m'offre l'opportunité d'ajouter, de temps à autre, mon propre témoignage sur Mai 68 (sans répéter les « Notes » ci-dessus), à l'impressionnante collection de ce que la patience de l'auteure a pu réunir.

Bien que constitué essentiellement de ces témoignages de base (l'objectif de l'auteure étant plus d'ailleurs d'insister sur les raisons de l'engagement des intéressés que sur leur participation à telle ou telle action), ces brèves citations bien choisies sont ordonnées suivant le cours historique des événements de Mai 68. C'est à la fois un travail totalement inédit et qui a dû nécessiter une énorme consommation de temps à la fois pour retrouver les survivants, trier, ordonner et vérifier une masse de matériaux certainement bien plus considérables que tout ce que contient le livre. Chapeau. Car cela est aussi bien loin de ceux qui décrivent, unilatéralement leurs seuls exploits dans telle ou telle organisation, dont souvent ils ne font pas la critique, pris dans l'autojustification a posteriori de leur engagement d'alors. Ils peuvent même s'attribuer éventuellement le « beau rôle ». Mais pour tenter, à travers ces témoignages individuels, d'échapper à ce travers comme à d'autres, ce travail, en fait, ne peut pas non plus l'éviter complètement.

Les acteurs de Mai 68, qui avaient alors au moins quinze ans, sont âgés de plus de soixante-cinq ans aujourd'hui. Chacun sait que rien n'est plus infidèle que la mémoire, d'autant plus avec les distanciations temporelles. Cette mémoire, à géométrie va-

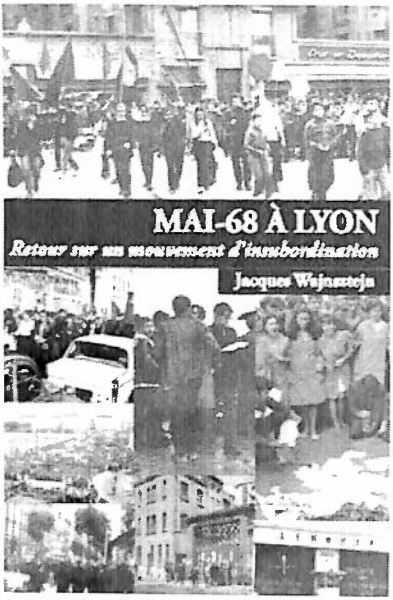
riable selon les êtres humains, fait un tri souvent sélectif dans le vécu, pas souvent en fonction d'une logique quelconque mais plutôt sous le coup de la force émotionnelle de certains faits, qui pourtant ne sont pas forcément essentiels. D'autre part, chacun peut raconter ce qu'il veut, en se donnant éventuellement un beau rôle ou au moins en évitant toute autocritique. Ce faisant, ces témoins ne risquent guère d'être contredits car les autres témoins des mêmes faits ou bien ont disparu, ou bien sont garés des voitures en quelque endroit reculé et n'auront guère connaissance de ce qui peut être écrit sur ce qu'ils ont vécu. Dire cela n'est pas une critique de ce travail mais une invitation, comme pour tout témoignage, à juger de la relativité de ce que peuvent dirent les êtres sur eux-mêmes et sur ce qu'ils ont vécu. D'autant plus que le choix de la plupart des interviewés fut fait, inévitablement, parmi ceux que l'on avait connus alors ou plus tard dans le milieu « outre gauche » et pas parmi des quidams lambda. Ce qui incite encore plus à souligner cette notion de relativité. Mais Il faut dire aussi que plusieurs des personnes interrogées expriment une vision critique de ce qu'elles ont pu faire à l'époque.

Bien sûr, dans un tel ouvrage il était nécessaire de mettre un ordre dans tous ces témoignages. Comme la plupart de ceux-ci venaient pour une bonne part d'acteurs de Mai 68 qui avait déjà un certain engagement politique il était normal que ce classement soit effectué en relation avec le cours historique des événements depuis ce qui peut être considéré comme ses prémisses jusqu'à l'immédiat après la fin des événements. Nous verrons ci- après ce que cela impliquait par rapport à sa véritable signification.

J'ai particulièrement apprécié ce qui est écrit dans le chapitre intitulé « Itinéraires » sur la manière dont les êtres tombent dans le bocal de la prise de conscience et/ou du militantisme et comment ils peuvent évoluer – éventuellement- la part des relations familiales (adhésion ou réaction), des hasards des rencontres avec un autre être ou un bouquin ou un simple tract. Je m'y suis personnellement retrouvé – mais je ne me suis pas retrouvé dans ce qui est dit des évolutions ultérieures car j'eus la chance incroyable de tomber, alors que j'étais pratiquement vierge politiquement, sur un copain de boîte militant syndical comme moi et qui me conduisit à Socialisme ou Barbarie, m'évitant de franchir les étapes pénibles qu'ont connu ceux qui sont passés par l'adhésion à des groupes ou partis plus ou moins totalitaires. J'aimerais aussi souligner, ce qui manque un peu dans cette partie, que ces « itinéraires » dépendent avant tout de la personnalité de chacun et de ses inclinations naturelles, indépendamment du milieu et des contacts. C'est pourtant un peu, mais souvent indirectement ce que disent tous ces témoignages. Il manque, peut-être, le fait qu'au cours de Mai 68, comme dans tout mouvement social d'ampleur, de dire que cette prise de conscience peut être soudaine dans un processus de lutte et qu'alors, certaines tendances de leur caractère peuvent prédominer tous autres facteurs familiaux et/ou sociaux.

En tout bien tout honneur, le livre commence, après une brève présentation expliquant la méthode suivie, les thèmes bien connus sur les « causes » de Mai 68. L'auteure ne s'en tire pas mal du tout étant donné la masse d'écrits a posteriori bien sûr, à ce sujet. Mais pour ce faire et suivant la méthode de classement choisie, elle doit donner un récit de ce cours historique en empruntant, non à des témoignages mais à des

Mai 68 à Lyon, Retour sur un mouvement d'insubordination
Jacques Wajnsztejn
A plus d'un titre



Présentation de l'auteur :
« Nous avons bien été battus, mais nous ne voulions pas non plus "gagner" ; ce que nous voulions, c'était tout renverser ... » Mai 68 n'a pas été une révolution, mais plutôt un mouvement d'insubordination qui n'a pas connu son dépassement. Il trouve son sens dans le moment de l'événement lui-même, où les individus, au-delà de leur particularité sociale, sont intervenus directement contre toutes les institutions de la domination et de l'exploitation capitalistes. A Lyon, étudiants du campus de la Doua, élèves du

textes divers décrivant et analysant ces événements, reproduisant certaines lacunes de ces analyses. D'un côté, à propos du malaise des jeunes emprisonnés dans un carcan de conformisme social et institutionnel, les témoignages abondent, de même que les réponses individuelles ou collectives de résistance et/ou d'évasion. On pourrait presque parler, à ce sujet, à travers différents canaux, d'une montée progressive vers l'explosion de Mai 68. Chacun, ado de cette époque ou parent d'ado, a quelque chose à dire sur l'absurdité de ces contraintes scolaires et sociales. En 1967, ce que l'on a appelé « l'affaire de Strasbourg » et ses émules dans différentes facs apparaît, comme cela est bien souligné, une sorte de répétition générale de ce qui surgira à Nanterre avec le 22-Mars sur un arrière-plan bien souligné des mouvements de lutte contre l'engagement américain au Vietnam.

Il est tout aussi facile de dresser une liste des luttes ouvrières des cinq années précédant Mai 68, de souligner leurs caractères spécifique, d'en conclure aussi qu'elles contenaient déjà certains termes qui vont conduire à la grève généralisée et de souligner leur lien avec une restructuration conséquence de l'évolution économique. Je pense que de ce côté, le débat est un peu court. Si l'intermède de la lutte contre la guerre d'Algérie (1954-1962) et son rôle formateur de militants est bien souligné, on doit dire qu'avant ce militantisme spécifique, qui masquait et reléguait les luttes ouvrières derrière une lutte politique, des luttes importantes et très dures avaient marqué la période d'avant 1954 tout comme elles vont marquer la période d'après 1962. Hors cet intermède de huit années, il y a continuité et il est une lutte tout aussi importante que celles qui sont citées post-1962 et qui n'est nullement mentionnée : la grève des 200 000 mineurs de 1963 contre la restructuration du secteur minier, principalement de la houille et du minerai de fer. Générale et illimitée, elle dura trente-cinq jours, du 1er mars au 4 avril 1963. Elle fut surtout marquée par le rejet tout autant unanime d'un décret de réquisition pris le second jour de la

grève, un camouflet pour le pouvoir gaulliste et l'affirmation d'une force ouvrière associée à une grande solidarité dans tout le pays. Dans ce refus de se plier à un diktat gouvernemental et dans une grève illimitée sectorielle, on peut voir une influence tout autant importante que pour les grèves référées habituellement car tout depuis presque vingt ans s'inscrivait pourtant dans un même processus historique qui conduira aux défis de la grève généralisée de 1968. On pourrait tout autant signaler l'existence dans nombre d'entreprises, depuis au moins dix années, de petits noyaux d'opposition syndicale tentant de mener une lutte de classe ouverte et sans concessions, et qui souvent jouèrent un rôle dans le déclenchement et les orientations de la grève de Mai 68.

A ce sujet, on ne peut que souligner ce que l'on pourrait appeler la faillite des « pronostiqueurs révolutionnaires » patentés. Pratiquement personne, y compris les thuriféraires de la « révolution permanente », ne se risqua à pronostiquer un tel mouvement. Bien plus, il s'est trouvé en 1967 quelques gourous « révolutionnaires » pour écrire que le prolétariat était totalement anesthésié par la société de consommation et qu'il ne se passerait rien de bien sérieux avant des décennies. Cet abîme entre les réalités de base et les « grands » de la gauche, gauchistes et ultra-gauche mérite d'être souligné, ce que l'auteure fait d'une certaine façon, rien que par le titre de son ouvrage : l'outre-gauche. C 'est à cette base méconnue qu'elle entend donner la parole, pas celle des groupes constitués mais celle de tout un chacun, dans son for intérieur. Bien sûr, les commentaires vont bon train pour dire – aujourd'hui – que tout était réuni pour qu'une telle explosion se produise. Le livre ne tombe pas dans ce travers : aucun des témoignages n'avance l'idée que « c'était prévu ».

Cinq chapitres suivent la chronologie du mouvement mais l'auteur, pour faire le lien entre les différents témoignages, a dû écrire elle -même ce déroulement historique avec des références à d'autres écrits. Il y manque, inévitablement des détails qui peuvent avoir leur importance (par exemple à propos de Nantes-Saint-Nazaire en Mai 68, abondamment commenté et témoigné, le fait qu'un bonze de la CGT vint à Nantes par avion pour faire libérer le directeur séquestré, ce qui donnait un avant-goût de la position de la CGT dans le conflit – ou la distinction entre le Conseil de Nantes de 1968, autour du fait que le syndicaliste nantais Hébert tout comme les chefs de la FA, les trotskystes « lambertistes », les leaders nationaux de FO et le maire de Nantes André Morice étaient tous francs-maçons, ce qui explique bien des choses sur le « Conseil de Nantes » et cet autre Conseil de Nantes, créé en 1969, dont il est question dans le livre). Maints autres détails sont ou ignorés ou parés dans cette mémoire individuelle de vertus qu'ils n'ont pas eues. Ce n'est guère important à mon avis, ce qui compte avant tout, c'est ce que chacun de ces témoignages révèle sur ce que chacun pensait alors de ce qu'il faisait, de ce qu'il pense aujourd'hui de ce qu'il pensait alors et de ce qu'il peut penser maintenant de ce qu'il peut faire encore et de ce qu'il est devenu.

Vus sous l'angle unique de ces témoignages, sans tenter de les classer dans ce contexte historique réducteur, ces témoignages, quels qu'ils soient apparemment si différents à la fois par leur nature et par l'événement où ils peuvent se situer, ont pourtant quelque chose en commun. Que les acteurs ou présents prétendûment passifs aient trouvé passagèrement le grand amour, aient

lycée Brossolette à Villeurbanne, jeunes prolétaires du quartier des Etats-Unis, trimards des bords de Saône, mais aussi ouvriers de Berliet dévoilant l'anagramme « Liberté » ont joué un rôle de premier plan. Mouvements ouvrier et étudiant paraissaient capables de converger à la faveur des liens tissés dès 1967pendant les grèves exemplaires de la Rhodiacéta. Les conditions plus favorables de la grève généralisée en mai 1968 ne débouchent pourtant pas sur une union décisive et les grévistes de la Rhodia n'assument pas le rôle d'entraînement auquel on aurait pu s'attendre, auprès des autres ouvriers de la région. Le mouvement collectif, exubérant et anonyme, connaît son acmé pendant la manifestation et la nuit du 24 mai. Son reflux se manifeste d'abord par l'attaque de la faculté des Lettres par l'extrême droite et les milices gaullistes le 4 juin, puis par la reprise du travail (...) même si à Berliet, la grève s'étire jusqu'au 20 juin. Ni témoignage ni travail d'historien, *Mai-68 à Lyon* est un récit circonstancié et argumenté de ce mouvement par l'un de ses protagonistes, alors membre du 22 mars lyonnais.
Vente directe : 12 € par chèque (port compris) à J. Wajnsztejn, 11 rue Chavanne, 69001 Lyon.
◆ Sur ce livre voir aussi, par Y. Coleman :
mondialisme.org/IMG/pdf/mai_68_aIEUR_lyon-2.pdf

fait la cuisine dans le collectif de gestion de la cantine, soient allés partout dans les manifs ou dans les comités d'action, aient profité de ce temps inespéré pour réparer le toit ou installer une douche, tous avaient alors un point commun : ils faisaient ce qu'ils avaient choisi et pour un temps qu'ils savaient bien qu'il ne durerait pas, et ils essayaient d'y trouver un maximum de liberté, la liberté de choisir de faire ce qu'il pensaient le mieux – ce qui complétait cette libération de la parole qui fut une des composantes essentielles de Mai 68.

Peut-être eût-il fallu ordonner tous ces témoignages différemment, autrement que dans ce parcours officiel historique des événements. Il est certain qu'il y avait d'importantes manifestations sauvages, non violentes pour l'essentiel, qui exprimaient tout autre chose que ces mouvements traditionnels du passé, même si d'autres événements, comme la nuit des barricades de la rue Gay-Lussac – un des éléments déclencheurs du mouvement – se référaient à des conceptions quelque peu romantiques d'un passé historique. Ces manifestations se caractérisaient, selon moi, par l'absence de drapeaux, de bannières et même de ces pancartes revendicatives individuelles, il n'y avait pas de chants révolutionnaires, pas même *L'Internationale,* sauf quelques cris du style « CRS SS « lors d'affrontements avec les flics. On manifestait, on faisait grève pour « autre chose » mais on ne savait pas trop pourquoi. Cela peut ressortir des témoignages mais n'est quand même pas mis en relief. C'était aussi visible dans les usines occupées où, au début, ne s'exprimait aucune revendication et où l'on ne vit surtout pas, mêmes après, de velléités d'autogestion (alors que l'autogestion pouvait exister par exemple dans l'organisation de la bouffe).

Les acteurs innombrables de Mai 68 ont pu avoir, comme le souligne l'auteur, des destins différents dans « l'après ». Bien sûr, il y a ceux qui s'en sont sortis en se lançant dans la « révolution « qu'ils croyaient voir venir, et ceux qui se sont repliés dans les communautés. Mais il y a aussi ceux

qui ont cherché une clandestinité dans des prolongements terroristes des comités d'action. Mais surtout il y a tous les innombrables qui sont rentrés dans la coquille du quotidien, avec seulement le souvenir de vacances inoubliables et la mémoire oubliable de quelques avantages pécuniaires vites absorbés par l'inflation et de la précarité de quelque restructuration à venir : cette ouvrière du petit film *La Reprise chez Wonder* qui clame à la face du monde sa colère (le mot est faible) d'avoir à retourner dans le quotidien de l'exploitation, non parce qu'il est dégueulasse, mais parce que ce retour met un terme à une intensité de vie. Mais il y a aussi la masse des licenciements de ceux qui s'étaient trop avancés dans la lutte et qui pouvaient aussi croire que le rapport de forces qui persista quelque temps dans l'après-68 pourrait toujours être maintenu .

Ayant fait partie de ces derniers, je me suis trouvé dehors en 1971 et, par curiosité, j'ai pu constater qu'officiellement il était admis que près d'un millier de mes pairs avaient suivi la même route. Ironie de l'Histoire, cette répression vengeresse de Mai 68 s'abattait alors que les « politisés organisationnels » voyaient encore un avenir révolutionnaire dans le sillage des événements de mai. Ils ne pouvaient fuir dans des communautés, ni dans la solidarité d'une organisation « révolutionnaire » quelconque, mais restaient le plus souvent isolés, galérant avec la marque au fer rouge, inscrits sur une quelconque liste noire.

A examiner aujourd'hui à la lumière de ces comportements individuels et collectifs de 1968, et en considération de ce qui s'est passé ces dix dernières années dans ces imposants mouvements planétaires pacifiques, sans buts précis et certainement pas celui d'une contestation globale du système clairement exprimée et encore moins agie, on peut voir qu'ils contenaient les prémisses de ce qui va se développer. Cette autre organisation des interviews, autour de ces éléments caractéristiques, aurait pu faire ressortir non pas une filiation, mais l'existence d'un cheminement de courants historiques qui ne finissent par se définir qu'avec le temps, mais qui, comme Mai 68, n'expriment aucune revendication spécifique globale.

H. S.

D'Alger à Mai 68, mes années de révolution

François Cerruti
Spartacus

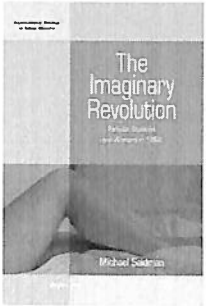
Réédition de cet ouvrage qui contient pour partie les références à l'activité du Comité d'action travailleurs-étudiants de Censier, dont l'auteur fut un des membres. Dans cette nouvelle édition, il décrit comment le Comié interentreprises, rassemblant plus d'une centaine de personnes, a commencé à coordonner des dizaines de comités d'action d'entreprises de la région parisienne, dans la perspective de l'extension des grèves avec occupation active et de la prise en charge des activités nécessaires à la vie quotidienne de la population.

MAI : MODESTE OU MYTHIQUE ?

APRÈS LES RÉVOLTES DE MAI et juin *[1968]*, marxistes et anarchistes de toutes nuances ont continué à croire que l'agitation allait persister et que la classe ouvrière était en route vers la révolution (1). Les radicaux, confiants en leur dynamisme et stimulés par la poussée démographique de la jeunesse, mettaient tous leurs espoirs dans l'avenir. Ils avaient l'impression que la raison et l'histoire étaient de leur côté, comme leurs pairs dans le monde. Les artistes révolutionnaires exprimaient ce sentiment dans des affiches telles que « Mai 68 : le début d'une lutte prolongée ». Plusieurs ouvrages publiés fin 1968 portaient en titre *Ce n'est qu'un début*... Un autre, *Vers la guerre civile*, prédisait qu'une violente guerre de classes éclaterait en 1970 ou 1972 (2). Pour les dirigeants communistes et les syndicalistes de la CGT, les révoltes de 1968 étaient le début de la crise du « capitalisme monopoliste d'Etat » (3) et représentaient la première confrontation entre la grande masse des travailleurs et les monopoles (4). Certains cadres de la CFDT voyaient Mai comme une renaissance de l'action directe et de l'anarcho-syndicalisme (5). Les militants du PSU pensaient que l'idée d'autogestion*, qu'ils considéraient comme l'aspect le plus intéressant du mouvement de grève, allait croître et se développer. Ils prévoyaient que les événements de 1968 allaient initier la lente conquête du pouvoir par les ouvriers, paysans et étudiants (6). Le 24 juin, le leader du PSU, Michel Rocard, déclarait à la radio que « la révolution était possible » (7).

* Ce texte est la traduction de la conclusion d'un ouvrage de Michael Seidman, *The Imaginary Revolution. Parisian Students and Workers in 1968* (« La Révolution imaginaire. Etudiants et ouvriers parisiens en 1968 », non traduit en français ; une version espagnole devrait bientôt paraître chez Alianza Editorial), Berghahn Books, 2004. Michael Seidman enseigne l'histoire à l'université de Caroline du Nord à Wilmington.
* Tous les mots suivis d'un astérisque sont en français dans le texte original.

(1) Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante*, Seuil, 1969, p. 10-12.
(2) Alain Geismar, Serge July et Erlyne Morane, *Vers la guerre civile*, Editions et publications premières, 1969, p. 16.
(3) Toutes les citations ont été retraduites de l'anglais faute de temps *[NdT]*.
(4) Danielle Tartakowski, « Le PCF en mai-juin 1968 », *in 1968, exploration du mai français : actes du colloque Acteurs et terrains du mouvement social de mai 1968*, 24-25 novembre 1988, L'Harmattan, 1992 ; Maurice Cohen (sous la direction de), « Le Bilan social de l'année 1968 » *in Revue pratique de droit social*, 1969, p. 368 ; Roger Martelli, *Mai 68, Messidor-Editions sociales*, 1988, p. 207.
(5) « Histoire et leçons d'une grève », *Esprit* n° 373 (août-septembre 1968), p. 118-119.
(6) Gilles Martinet, *La Conquête des pouvoirs*, Seuil, 1968, p. 149.
(7) Cité *in* Jean-Raymond Tournoux, *Le Mois de mai du général*, Plon, 1969, p. 298.



Les militants de ce parti espéraient que les chrétiens progressistes étaient prêts à rejoindre les ouvriers pour créer une social-démocratie radicale. Certains démocrates chrétiens pensaient revivre l'époque de 1788 (8). Sans considérer l'exactitude de leurs prédictions révolutionnaires, la participation des chrétiens (catholiques et protestants) au mouvement a montré que le schisme religieux chronique – qui avait séparé cléricaux et anti-cléricaux durant la majeure partie de l'histoire de la république en France – avait largement été dépassée par les évolutions des années 1960.

Ces prophéties de révolution étaient manifestement erronées. La « nouvelle classe ouvrière » s'est révélée être plus proche du groupe décrit par les sociologues britanniques Goldthorpe et Lockwood que de celui imaginé par le sociologue français Serge Mallet (9). Les ouvriers de Goldthorpe et Lockwood avaient une attitude pragmatique envers leur travail, leurs syndicats et leur partis politiques (10). Ils étaient plus intéressés par la consommation que par l'autogestion*, et plus concernés par leur vie privée que par la vie en commun. Ses membres les plus dynamiques voulaient quitter leur classe. Pour porte de sortie, les parents encourageaient fils et filles à entrer à l'université, ce qu'ils ont fait en nombre de plus en plus grand après 1968. C'est ainsi que devenir ouvrier fut de plus en plus lié à l'échec scolaire (11) .

Le déclin de la solidarité de classe a permis aux employeurs d'organiser une contre-offensive. Après la vague de grève, le patronat français soutenu par un Etat fort, reprit rapidement le pouvoir dans les usines. Finalement, la plus importante vague de grèves de l'histoire européenne n'a probablement affecté que marginalement l'autoritarisme régnant dans les usines et les bureaux (12). Par contre, en Italie – où ouvriers et patrons partageaient un même mépris pour un Etat faible et inefficace – les salariés ont poursuivi leurs grèves contre le travail salarié après 1968 (13). De fait, « la forte croissance de la productivité *[en France]* après Mai est due en grande partie à la profonde restructuration dans les usines, par l'accélération de la mobilité des travailleurs et l'intensification du rythme du travail, ce même processus que les syndicats italiens négociaient et contes-

(8) Robert Davezies (sous la direction de), *Mai 68 : La rue dans l'église*, EPI, 1968, p. 137. Voir Nicolas Daum, *Des révolutionnaires dans un village parisien, pour l'histoire d'un comité d'action parisien de l'après-1968*, Londreys, 1988.
(9) Jean-Daniel Reynaud, « La nouvelle classe ouvrière, la technologie et l'histoire », *Revue française de science politique* (1972-1973), p. 533.
(10) John H. Goldthorpe, David Lockwood, Frank Bechhofer et Jennifer Platt, *The Affluent Worker : Political Attitudes and Behaviour*, Cambridge University Press, 1968, p. 76. Trad. fr. *L'Ouvrier de l'abondance*, Editions du Seuil, 1972.
(11) Voir François Dubet, « Comment devient-on ouvrier », et Jean-Paul Molinari, « De la ferme à l'usine, de l'usine à la fac », *in* Guy-Patrick Azémar (sous la direction de), *Ouvriers, ouvrières : Un continent morcelé et silencieux, Autrement* n° 126, 1992, p. 114 et 141.
(12) Projet d'histoire orale d'Henri Simon, entretiens avec des travailleurs, 1994.
(13) Robert Lumley, *States of Emergency : Cultures of Revolt in Italy from 1968 to 1978*, ed. Verso, 1990, p. 10, 182-183 et 250 ; Paul Ginsborg, *A History of Contemporary Italy : Society and Politics 1943-1988*, Penguin, 1990, p. 314-319 ; Nanni Balestrini, *Queremos todo*, ed. Traficantes de Sueño [traduction espagnole de *Vogliamo tutto*, Feltrinelli, 1971] de Herman Mario Cueva, 1974, p. 76, 116 et 126.

taient (14) ». Autrement dit, les contremaîtres français sont redevenus les « chiens de garde » qui tentent d'accroître la vitesse de production – avec des résultats variables (15). Comparativement, en Italie, les ouvriers servaient des syndicats établis ou des *comitati* (organisations de base indépendantes) pour mener des grèves avec succès contre l'autorité des contremaîtres, contre le salaire aux pièces ou bien encore contre le temps et le lieu de travail. Selon une célèbre figure allégorique représentant le prolétariat non qualifié de l'Italie du Nord en 1969, le bonheur c'est travailler moins et gagner plus(16). Dans les années immédiatement après 1968, les employeurs italiens ne pouvaient ni diminuer la paie de leurs ouvriers indisciplinés, ni les licencier (17).

En France, la coalition momentanée qui avait conduit aux accords de Grenelle se décomposait et les patrons dans la période immédiatement après juin agirent rapidement pour limiter l'influence des militants, syndicalistes ou des gauchistes*, restaurant l'autorité du personnel d'encadrement à la fois sur les activistes et sur les militants de base(18). En août 1968, la CFDT faisait état de la démission de dizaines de ses militants (19). Bien que le nombre de jours de grèves aient augmenté en 1969 et 1970, comparativement à 1967 et 1966, le nombre de jours perdus et le nombre de participants aux grèves diminuèrent significativement (20). Les syndicats ont tenté sans succès de rendre les grèves de l'après-Mai relativement moins pénalisantes. Ils ont échoué à obtenir des accords obligeant les employeurs à compenser les ouvriers pour les heures perdues ou à supprimer les bonus récompensant les salariés qui ne participaient pas aux arrêts de travail. Les grèves contre le rythme de travail se sont poursuivies mais les patrons ont combattu efficacement les grèves perlées* (21). Soutenus par l'Etat, ils ont fait la chasse à une pratique de la classe ouvrière, les menus larcins. Par exemple, après un gros vol de la paie dans une usine de banlieue, la police décida de fouiller tous les salariés (22). Elle ne retrouva pas l'argent disparu, mais du petit matériel volé à l'entreprise. Apparemment, le vol était une pratique répandue dans cette usine où 1 000 sangles* disparaissaient chaque année. On attrapa un ouvrier malchanceux auquel on demanda de démissionner, mais une importante grève de solidarité éclata pour le défendre.

(14) Michele Salvati, « May 1968 and the Hot Autumn of 1969 : The Response of Two Ruling Classes », *in* Suzanne Berger (sous la direction de), *Organizing Interests in Western Europe*, Cambridge Studies, 1981, p. 351.
(15) Nicolas Hatzfeld, « Les ouvriers de l'automobile : Des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », *in* Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy et Michelle Zancarini-Fournel (sous la direction de), *Les Années 68 : le temps de la contestation*, éd. Complexe, 2000, p. 358-361.
(16) Balestrini, *Queremos todo*, p. 165.
(17) Martin Clark, *Modern Italy, 1871-1995*, Pearson, 1996, p. 378 ; Lumley, *States of Emergency*, p. 251-252.
(18) Georges Carrot, *Le Maintien de l'ordre en France au xxe siècle*, Veyrier, 1990, p. 336 ; cf. Chris Howell, *Regulating Labor : The State and Industrial Relations Reform in Postwar France*, Princeton UP, 1992, p. 72, qui affirme que les industriels des grandes industries modernes craignaient peu les syndicats et cherchaient à coopérer avec eux. Voir aussi Alfred Willener, Catherine Gajdos et Georges Benguigui, *Les Cadres en mouvement*, Epi, 1969, p. 110 ; « Histoire et leçons d'une grève », p. 109.
(19) *Syndicalisme*, 8 août 1968 ; Jacques Capdevielle et René Mouriaux, *Mai 68 : L'Entre-deux de la modernité, Histoire de trente ans*, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1988, p. 233.
(20) Jeff Bridgford, « The Events of May : Consequences for Industrial Relations in France », *in* D. L. Hanley et A. P. Kerr (sous la direction de), *May 68 : Coming of Age*, Reading University, 1989, p. 107. On trouvera des statistiques contrastées *in* Michael Rose, *Servants of Post-Industrial Power ? Sociologie du Travail in Modern France*, Palgrave Macmillan, 1979, p. 148.
(21) *Notre arme c'est la grève*, Maspero, 1968, p. 73-74 et 89.
(22) *La Cellophane à Mantes*, 29 octobre 1968, Ministère d'Etat chargé des affaires sociales, Conflits du travail, ministère du travail, Archives nationales 760122.

[Georges] Séguy *[secrétaire général de la CGT]* admit que les nouveaux adhérents qui avaient rejoint la CGT après Mai « n'avaient que des connaissances très rudimentaires du syndicalisme. (...) Ce fut un énorme travail de les éduquer. (23). » Les syndicats n'avaient pas l'influence, la « puissance », nécessaire pour retenir ces nouveaux encartés (24). Le rajeunissement au sein de la CGT ne pouvait empêcher le long déclin de l'industrie lourde française (y inclus la métallurgie) ni même le futur déclin du PCF. La CFDT persévérait à s'accrocher à l'autogestion*, mais le manque d'intérêt pour le contrôle ouvrier parmi les métallurgistes et autres salariés en 1968 annonçait sa lente dérive idéologique des années 1970-1980. Ce qui motivait largement les grévistes avant et après 1968, c'était le désir d'un meilleur salaire et d'un moindre temps de travail. Bien que certains, comme Mallet, aient souligné l'originalité et la qualité des grèves et des revendications, il existe une continuité fondamentale entre l'avant et l'après-Mai (25). Les idéologies de l'autogestion* ayant le travail pour centralité n'avaient pour fondement que cette idée fausse que les salariés voulaient réellement s'emparer de leur lieu de travail. Ces notions de contrôle ouvrier qui synthétisaient dans le même temps émancipation personnelle et politique a finalement échoué à obtenir l'une et l'autre. Les projets de révolution totale des gauchistes* – trotskystes, maoïstes, castristes, situationnistes – ont eux aussi subi un même déclin inéluctable.

Ceux qui avaient parié sur la jeunesse ou les étudiants plutôt que sur les ouvriers furent pareillement déçus. Les jeunes gens avaient du poids démographiquement et étaient physiquement dynamiques, mais la « jeunesse » n'était pas politiquement révolutionnaire (26). Les comités d'action, que les jeunes militants avaient espéré être les soviets de 1968, et qui atteignirent 460 dans Paris et sa région à la fin Mai, ont survécu jusqu'en juin avant qu'on les perde de vue ou bien qu'ils passent sous le strict contrôle des groupuscules* (27). Pendant l'été, les policiers en civil se sentirent suffisamment en confiance pour se permettre d'affronter les jeunes protestaires qui contrôlaient les rues du Quartier latin (28). Les efforts de l'UNEF n'ont pas eu non plus d'effets à long terme. Après une période d'optimisme initiale, durant laquelle les étudiants militants ont cru qu'ils pourraient surmonter la démobilisation saisonnière due aux vacances d'été en inaugurant des cours pour attirer les ou-

(23) Cité *In* Philippe Bauchard et Maurice Bruzek, *Le Syndicalisme à l'épreuve*, Robert Laffont, 1968, p. 307.
(24) Antoine Bevort, « Le syndicalisme français et la logique du recrutement sélectif : Le cas de la CFTC-CFDT », *Le Mouvement social* n° 169 (octobre-décembre 1994), p. 135.
(25) Serge Mallet, *Essays on the New Working Class* [voir *La Nouvelle classe ouvrière*, Seuil, 1963], traduction de Dick Howard et Dean Savage, 1975, p. 87-106.
Cf. S. Erbès-Seguin, C. Casassus et O. Kourchid, *Les Conditions de développement du conflit industriel*, CNRS Groupe de sociologie du travail, 1977 ; Bridgford, « The Events », *In* Hanley, *May 68*, p. 116 ; Ingrid Gilcher-Holtey, *Die 68er Bewegung : Deutschland, Westeuropa-USA*, C.H. Beck Verlag, 2001, p. 86.
(26) Voir Jacques Ellul, « La jeunesse force révolutionnaire ? », *La Table ronde* n° 251-252 (décembre-janvier 1968-1969), p. 158.
(27) Jean-Claude et Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux et Jean Maitron (sous la direction de), *La Sorbonne par elle-même*, numéro spécial de *Le Mouvement social*, n° 164 (juillet-septembre 1968), p. 12-13 ; 14 juin 1968, Archives nationales 820599/41 ; juillet 1968, AN, ibid.
(28) 4 août 1968, Fa 275, Archives de la Préfecture de Police.

vriers, les « universités populaires » finirent l'été – selon la police – « avec des résultats décourageants »(29) pour les étudiants. Le radicalisme de l'UNEF et son refus de participer aux projets réformistes ne s'est pas traduit par un afflux de nouveaux membres (30). En fait, de 50 000 avant 1968, le nombre d'adhérents à l'UNEF chuta à 30 000 en 1970. Cette chute fournit un exemple supplémentaire de la désintégration des espoirs radicaux des années 1960.

Les cycles de protestations et de répressions sont, assez paradoxalement, souvent accompagnés de tentatives de réformes (31). Le licenciement de Pompidou par de Gaulle en juillet 1968 a montré que leur victoire électorale n'avait pas résolu leurs divergences. Le général continuait à croire que la décision du premier ministre de céder aux étudiants avec la réouverture de la Sorbonne et la libération des accusés avait contribué à répandre la « contagion » aux ouvriers dont les revendications avaient poussé l'économie française « aux limites » (32). Après juin, cependant, le président était plus ouvert aux réformes que son premier ministre, plus proche des conservateurs versaillais* de son propre parti. Le général refusait d'abandonner son rêve social-catholique de participation entre travail et capital (33). Au plus fort de la crise, il semble que de Gaulle ait dit à ses ministres : « Les réformes, oui, le désordre, non. » La mise en place de la participation – « la plus grande réforme du siècle en France »–devait répondre aux « causes profondes » de la crise de Mai (34). Tout de suite après les élections, de Gaulle nomma au ministère de la justice le gaulliste de gauche* René Capitant, critique du libéralisme et de Pompidou. En mai, avant le vote de la motion de censure, Capitant avait démissionné de son poste de député pour protester contre la politique de Pompidou. Le 17 juin, le nouveau ministre de la justice déclarait à la radio que si l'Assemblée nationale ne votait pas la participation* de de Gaulle, le général porterait l'affaire directement devant le peuple sous forme d'un référendum. Capitant évoquait un avenir radieux où les travailleurs seraient actionnaires et coopéreraient avec enthousiasme à la gestion des entreprises.

Les employeurs réagirent négativement au partage du pouvoir (35). Les patrons pensaient que toute ingérence dans les prérogatives de la direction et tout affaiblissement de la chaîne de commandement allaient ruiner l'économie.

(29) 24 juin 1968, Archives nationales 820599/41 ; septembre 1968, AN, *Ibid.*
(30) Alain Monchablon, « L'UNEF et mai 1968 », contribution au colloque *Acteurs et terrains du mouvement social de mai 1968*, 24-25 novembre 1988, p. 11.
(31) Sidney Tarrow, *Struggle, Politics and Reform : Collective Action, Social Movements, and Cycles of Protest*, Cambridge University Press, 1991, p. 92.
(32) Cité *in* Tournoux, *Le Mois de mai du général*, p. 318.
(33) Jean Lacouture, *De Gaulle : The Ruler, 1945-1970* [voir *De Gaulle*, 3 volumes, Seuil, 1984, 1985 et 1986], traduction de Alan Sheridan, 1992, p. 561.
(34) De Gaulle cité *in* Jean Touchard, *Le Gaullisme, 1940-1969*, Seuil, 1978, p. 286-287.
(35) Bauchard et Bruzek, *Syndicalisme*, p. 134.

Trimards

Claire Auzias
ACL

Fondé sur les souvenirs de l'auteure, des entretiens avec une dizaine de témoins, et les archives départementales du Rhône, notamment les notes de la police (renseignements généraux), ce livre privilégie les acteurs du « mouvement du 22 mars de Lyon», un mouvement bien spécifique, qui « ne distribuait pas de cartes d'adhérents », antiléniniste, anti-PSU, chrétiens de gauche, syndicats. Et donne toute leur place aux trimards, éléments divers tels que mineurs en fugue, ouvriers précaires, blousons noirs… que les étudiants

« La participation est inséparable de l'efficacité qui doit reposer sur l'autorité de la direction (36). » Même au plus fort de la crise, le 28 mai, immédiatement après que les travailleurs eurent rejeté les accords de Grenelle, les Chambres de commerce condamnaient le projet de loi sur la participation. Selon leur porte-parole, l'autorité de l'encadrement devait être renforcé, non pas mis en question. Léon Gingembre, de la CGPME, déclarait avec amertume que « le bouleversement structurel de M. Capitant ne pouvait que conduire à la ruine de l'économie » (37). Les syndicats eux-mêmes, quoique pour d'autres raisons, rejetaient la participation. La CGT craignait que le plan du gouvernement fasse que les travailleurs « collaborent à leur propre exploitation » (38). La CFDT regrettait que le gouvernement et les employeurs ne fassent pas plus de concessions matérielles. La participation imposée dans les usines fut à l'origine d'un front syndical unitaire du refus. Dans le même temps, elle déclencha une guerre des réformateurs sur deux fronts, qu'ils ne pouvaient gagner, à la fois contre les syndicats et contre le patronat.

1969 marqua l'échec total de la participation. Le général voulait en faire le centre du référendum prévu pour avril de cette année-là et promettait de démissionner si les électeurs le rejetait. Mais l'opposition des employeurs et des gaullistes qui leur étaient favorables le décida à ne pas mettre son destin politique en jeu sur la popularité de la participation et il décida d'exclure la question du référendum. Tout comme les gauchistes* et d'autres à gauche, le chef de l'Etat de 78 ans avait parié irrationellement sur un désir autogestionnaire*, qui ne séduisait que ceux - certains étudiants ou cadres* - qui aimaient ou s'identifiaient à leur travail. Le projet de la participation fut remplacé par un plan de réforme du Sénat et de décentralisation. Les deux propositions, regroupées dans le référendum, furent rejetées par un électorat (52,4 % de non) qui s'intéressait peu à ces questions. Le général démissionna comme promis. Son remplaçant, Georges Pompidou, représentait une « forme plus conventionnelle de conservatisme » qui se manifestait dans son hostilité constante à la démocratie sur le lieu de travail (39).

Michael Seidman

(traduit de l'anglais par J.-P. V.

(à suivre)

(36) Cité *in* Christian Charrière, *Le Printemps des enragés*, Fayard, 1968, p. 411.
(37) Cité in Guy Caire, « La situation sociale », *Droit social* (juillet-août 1968), p. 465.
(38) CGT *in Le Peuple* n° 819 (1-15 avril 1969), cité *in* Howell, *Regulating Labor*, p. 78.
(39) Daniel Singer, *Prelude to Revolution : France in May 1968*, Hill and Wang, 1970, p. IX.

vont bientôt rejeter ou ignorer, après être allés les chercher. Après les événements cruciaux du 24 mai, où Lyon connut une fièvre insurectionnelle, et où mourut accidentellement un commissaire de police, plusieurs trouveront refuge dans la faculté des lettres occupée. Claire Auzias consacre d'indispensables pages à la répression, qui s'abat d'abord sur les trimards et voyous, et d'abord sur ces Raton et Munch qui seront envoyés aux Assises où ils seront acquittés du meurtre du commissaire Lacroix.

F. M..

DANS LES PUBLICATIONS / HISTOIRE

Catalogne 1936

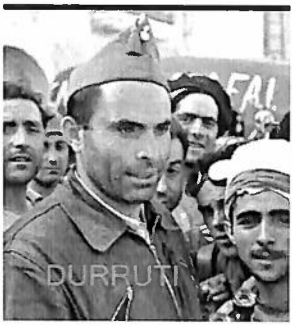
◆ Peu de livres et d'articles sur la guerre civile en Espagne sont centrés sur la question économique, et en particulier les réalisations de la classe ouvrière en Catalogne où l'expérience ouvrière a été la plus radicale. Bien moins encore reproduisent des textes écrits par les acteurs de cette expérience. C'est pourquoi les Editions syndicalistes publient *Catalogne 1936, Syndicalisme et tentative de socialisation d'une économie en guerre.* On y retrouvera, à côté d'analyses générales, des articles, des brochures, provenant des deux principales organisations révolutionnaires de Catalogne, la CNT et le POUM. Et les débats du congrès extraordinaire de la CNT de Catalogne début 1937 avant l'affrontement armé de mai.
L'historien Agustín Guillamón, dans sa préface, approche la question de la socialisation de l'économie, celle-ci ne pouvant être abordée sans que les natures de classe du pouvoir et de l'Etat issus de l'insurrection de juillet 1936 ne soient radicalement remis en question.

Cerdagne 1936

◆ Extraits (en espagnol) de la préface du livre d'Antonio Gascón et Agustín Guillamón *Nacionalistas contra anarquistas en la Cerdaña (1936-1937). Antonio Martín, la experiencia libertaria de Puigcerdá y el sagrado mito de Bellver.*
Ediciones Descontrol, 2018. Courriel : editorial@descontrol.cat – (copie à Echanges)

Mort de Durruti

◆ Sur le site libertaire des Gimenologues (textes, récits et publications sur la guerre d'Espagne et la révolution espagnole), un article de Tomás Mera sur la venue et la mort de Buenaventura Durruti à Madrid en novembre 1936, qui reconstitue pas à pas le parcours des différents protagonistes.
http://gimenologues.org/spip.php?article785&lang=fr



CNT 1936

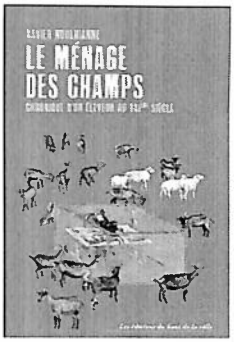
◆ *Les Comités de défense de la CNT* : traduction d'un entretien avec Agustín Guillamón : comment et pourquoi furent créés les Comités de défense de la CNT, leur rôle dans l'écrasement du soulèvement fasciste à Barcelone en 1936, leurs transformation dans la foulée en Comités révolutionnaires de quartier, leur étouffement aussi bien par la contre-révolution que par les instances cénétistes officielles, jusqu'à l'agonie de mai 1937.
Mis en ligne par le Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation de Caen sur http://ablogm.com/cats/

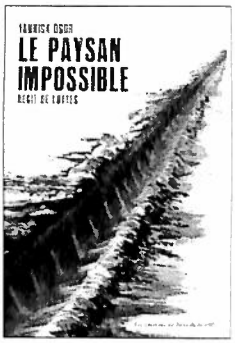
Révolution russe

◆ L'Institut O. Damen publie un numéro spécial de *Problemi del Socialismo nel XXI secolo* (n° 12 janvier 2018) sur la Révolution Russe (en italien). – Via Lazio, 12 88100 Catanzar).

FAUTE DE PLACE, NOUS REPORTONS À NOTRE PROCHAIN NUMÉRO LA RUBRIQUE « CORRESPONDANCE » ET PLUSIEURS REVUES DES PUBLICATIONS.

Le Ménage des champs. Chronique d'un éleveur du XXIe siècle
Xavier Noulhianne
Editions du bout de la ville (2016)
Le paysan impossible. Récit de luttes
Yannick Ogor
Editions du bout de la ville (2017)





En mai 2017, Jérôme Laronze, éleveur en Saône-et-Loire qui refusait de se soumettre aux « normes », à la « traçabilité », au « puçage » des animaux et aux contrôles qui accompagnent toutes ces injonctions, a été abattu de trois balles dans le dos par des gendarmes (1).

Depuis, l'Etat a renoncé à un projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, dont la ZAD doit être « rendue » à des « projets viables » en agriculture – en langage clair, il s'agit d'éliminer les Zadistes qui pensent avoir leur mot à dire sur l'avenir de ces terres et le genre de vie qu'on pourrait y mener.

Deux livres – complémentaires – éclairent ce qu'on pourrait appeler le « problème agraire » en France, tous deux publiés aux Editions du bout de la ville, et dont les auteurs sont eux-mêmes agriculteurs.

Le premier, publié en 2016, est intitulé *Le Ménage des champs. Chronique d'un éleveur du XXIe siècle* ; son auteur, Xavier Noulhianne, fut ingénieur chez Rhône-Poulenc dans une autre vie. De la formation des futurs agriculteurs, à leur installation et à l'« adaptation » de leurs productions à la société industrielle de masse, en passant par la disparition programmée de nombre d'entre eux, Xavier Noulhianne retrace l'histoire de l'énorme bureaucratie qui écrase l'agriculture, de ses moyens et de ses buts. A l'aide d'arguments très précis, il récuse l'existence d'une agriculture qui serait encore « paysanne » : « Il n'est plus temps de regretter quoi que ce soit, car la transformation qui conduisit à l'anéantissement de la différence rurale est maintenant aboutie… Il n'y a pas d'ailleurs parce que, de Rhône-Poulenc à l'agriculture biologique, le monde du capital a tout avalé *[p.221]*. »

Yannick Ogor, éleveur et maraîcher en Bretagne, ne dit pas autre chose bien qu'il envisage la possibilité de vivre en marge dans une forme de « bricolage » qui ferait partie de la lutte sociale et de la résistance qu'il préconise. Son livre, publié en 2017, s'intitule *Le Paysan impossible. Récit de luttes.* « Il n'y a pas si longtemps, on pouvait encore se targuer d'être "paysan". Aujourd'hui, on ne peut plus employer ce terme que "par omission". Omission du monde qui va avec… Réduire nos vies à une simple fonction éclaire mieux nos conditions d'exploitation et notre inté-

(1) Le collectif d'agriculteurs Hors-Norme créé depuis dans cette région a publié un texte disponible en ligne : https://larotative.info/l-etat-elimine-les-agriculteurs-2362.html – Voir aussi « Le terrorisme de classe à l'œuvre », *Echanges* n° 160, p. 15, note 1, et « Agriculteurs contre les normes », *Echanges* n° 161, p. 15.

gration à la gestion des masses, ou, plus précisément, à la gestion de l'alimentation des masses *[p. 5]*. »

Que s'est-il passé entretemps ? C'est ce que décrit Yannick Ogor à partir du cas d'espèce de l'agriculture en Bretagne, à la pointe de l'industrialisation hors sol, par exemple. Il démontre comment l'Etat fabrique le consentement des agriculteurs à leur propre dépossession et, in fine, à leur disparition par le biais de la cogestion (syndicats, coopératives), de l'écologisme et de l'abandon de toute conflictualité politique (lutte de classe). Il dénonce le « mythe paysan » et ses images d'Épinal et s'en prend au « mythe libéral » qui voudrait que l'État se fasse de moins en moins pesant, à la « gestion par les normes » qui est de fait une gestion des agriculteurs et n'est d'aucune utilité dans la prévention des « risques » (épizooties, contamination des produits par les pesticides, etc.) puisque ceux-ci sont induits par l'industrialisation de l'agriculture et l'artificialisation de nos vies.

Si être paysan autrefois (comme, du reste, artisan), c'était avoir un mode de vie particulier (qu'il ne s'agit pas d'idéaliser) et jouir d'une certaine autonomie, être « agriculteur » est désormais un « métier », de plus en plus souvent salarié et sur lequel l'agriculteur a presque aussi peu de prise que le travailleur « industriel ». Mais qui peut accepter de travailler pour des salaires de misère et endettés jusqu'au cou ? Car il semble acquis que le « métier » d'agriculteur ne « paie » pas, qu'il faut trouver ailleurs des revenus, comme par exemple dans l'« économie circulaire » (méthanisation, recyclage, etc.).

Et enfin, ces deux livres mettent en évidence les intérêts communs des travailleurs et des agriculteurs (se réapproprier les moyens de production et leur autonomie) ainsi que la nécessité d'une lutte commune.

A.G.

Pétrograd rouge. La Révolution dans les usines (1917-1918)

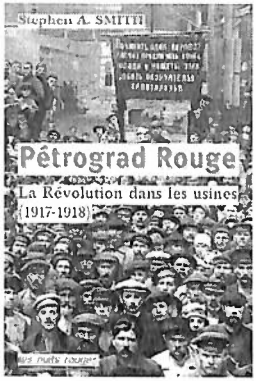
Stephen A. Smith
Les nuits rouges, 2017

La publication de *Pétrograd rouge* présente un intérêt évident pour l'analyse de l'activité ouvrière autour des années 1917-1918, et pour en dégager des pistes de réflexion de portée plus générale.

Centré sur la classe ouvrière de Pétrograd, l'ouvrage expose d'abord l'arrière-fond social et économique du processus qui mène à la chute de l'absolutisme. Certaines caractéristiques sont bien connues : Pétrograd est alors un îlot industriel avancé mais isolé dans le vaste empire russe, une enclave portée par le boom de l'industrie de guerre. C'est en outre la métallurgie, la grande entreprise concentrée, la chaîne de montage standardisée et la direction « scientifique » de la production qui forment l'épine dorsale de l'économie de guerre.

Ce développement attire une main-d'œuvre, temporaire ou permanente, issue de la paysannerie. En 1910, près de 70 % de la population de Pétrograd étaient nés hors de la ville. Aussi la composition de classe présenterait d'abord deux groupes aux attitudes différentes. Le premier, ce sont les ouvriers prolétarisés, ne vivant que de leur salaire et n'ayant aucune autre perspective que le travail en usine. Ces travailleurs sont plus organisés et sont les premiers animateurs des comités d'usine. S'en distingue un deuxième groupe, plus lié à la campagne, plus jeune, plus féminin, dont l'importance croît en proportion de l'industrie de guerre. Des aspects plus conjoncturels sont évoqués : inflation galopante, luttes grévistes pour le rattrapage des salaires, plongée d'une large minorité ouvrière dans la famine au tournant des années 1916-1917.

Mais la chute de l'autocratie en février n'est que le point de départ de combats



multiformes contre l'ordre absolutiste à l'intérieur même des usines : renvoi des cadres d'entreprises, expulsion publique des directeurs par charrettes, destruction sauvage des contrats, règlements intérieurs et listes noires d'ouvriers, etc.

L'aspect constructif du mouvement en plein essor, c'est la formation de comités ouvriers qui s'affirment spontanément comme des organes de lutte de classe. Stephen Smith évoque en parallèle l'expérience des shop-stewards de Grande-Bretagne, des conseils en Allemagne et en Italie pour faire ressortir les particularités des rapports sociaux en Russie. Il évoque la structuration des conseils dans les grandes usines et les facteurs qui jouent dans leur développement. Il apparaît ainsi que les comités d'usine sont plus implantés en proportion de la taille de l'entreprise, d'une présence militante socialiste antérieure, du type d'entreprise. C'est paradoxalement dans le secteur d'Etat que les comités se créent le plus rapidement et se placent en tête des luttes, entre autres raison du fait des orientations patriotiques d'ouvriers qualifiés soucieux de ne pas laisser le patronat compromettre l'effort de guerre.

Dans les usines, les comités organisent et imposent la journée de huit heures, l'abandon du salaire aux pièces, la régulation de l'embauche et du licenciement. La description de comités corporatistes, tournés sur leur seule entreprise – puis centralisés uniquement après la révolution d'octobre, n'est pas correcte. L'auteur démontre que les comités d'usine entendent se coordonner et le font pratiquement. Ainsi se regroupent-ils par quartier en rapport avec l'armement des « gardes rouges », puis en conseil central des comités d'usine pour toute la Russie en juin 1917.

L'argument central de *Pétrograd rouge* apparaît maintenant avec la montée en puissance des comités. L'auteur démontre de façon convaincante que la classe ouvrière s'est proposée des tâches révolutionnaires, et a commencé de les réaliser en pratique, non en fonction de conceptions préalables mais en agissant, poussée par les contradictions de toutes sortes de la période et en opposition aux structures d'exploitation et de contrainte capitalistes. La misère grandissante, la répression patronale, le lock-out, les pénuries de combustibles et de ravitaillement indispensables à la production, l'éveil à la politique créé par les grèves entraînent de larges couches de la classe ouvrière à la reprise en main des usines. Reprise non plus limitée à l'amélioration de la condition ouvrière mais à la production elle-même, la transformation du travail et de sa direction. « … Le mouvement pour le contrôle ouvrier, loin d'être animé par une utopie anarchiste projetée sur les comités d'usine, fut, dans ses débuts au moins, plus préoccupé par le but beaucoup plus prosaïque de limiter les perturbations dans l'économie, de maintenir la production et de sauver des emplois » (p. 201). Confrontée à ces nécessités immédiates, le mouvement ouvrier expérimente des formes d'auto-gouvernement et accélère la socialisation de l'économie, en débordant au passage les directives de ses porte-paroles révolutionnaires autorisés.

Pétrograd rouge invite à une appréciation circonstanciée du rôle du bolchévisme dans la période. Stephen Smith s'inscrit en faux contre les thèses d'Avrich ou d'Anweiler basées sur l'opposition entre le bolchevisme d'une part, représentant d'une direction centralisée, et des comités d'usine d'autre part, porteurs d'un projet d'autogestion ouvrière exercée par la base.

Une telle position, ainsi que la thèse d'une manipulation des comités par le parti bolchevique à ses propres fins, ne tient pas car, selon Smith : 1– les aspirations formulées par les comités d'usine n'admettent aucune incompatibilité entre contrôle ouvrier et direction centrale de l'économie. Au contraire, les comités exigent cette direction d'Etat ; 2 – les comités d'usine sont souvent dirigés par des bolcheviks ; 3– la supposition qu'il existe une homogénéité d'opinions au sein des comités d'usine d'une part et dans la social-démocratie d'autre part est fausse. Après Octobre, le conflit qui oppose syndicats et comités d'usine voit ainsi le Parti communiste lui-même divisé, suivant l'appartenance de ses dirigeants à l'une ou l'autre de ces structures.

Même si l'ouvrage se clôt en 1918, des pistes de réflexion sont ouvertes sur le destin de la révolution russe. Après Octobre, les difficultés de toutes sortes s'accumulent : délabrement économique inédit, famine de masse, reflux massif d'ouvriers vers la campagne, engagement d'ouvriers politisés sur le front militaire. En avril 1918, la main-d'œuvre est tombée à 40 % de son niveau de janvier 1917.

La productivité du travail chute vertigineusement et les syndicalistes, à l'unisson des commissaires du peuple, exigent de la discipline, de la contrainte, le rétablissement du salaire aux pièces. Les comités d'usine y prennent aussi leur part. « ...Le désir de transformer les relations d'autorité dans les usines fit place à la volonté d'augmenter la productivité. Le contrôle ouvrier ne fut plus perçu comme une transformation des rapports de production, mais comme surveillance passive de la production et, par-dessus tout, comme garant de la discipline » (p. 343). Une telle orientation ne correspondait pas tant à une « volonté politique qu'aux exigences du conflit entre les classes sociales et au chaos économique régnant » (p. 307). C'est d'abord en fonction de ce contexte déterminé qu'il est possible de situer les possibilités d'action des ouvriers et des obstacles posés à leurs initiatives.

Pétrograd rouge incite donc à une compréhension concrète des rapports entre mouvement de la classe exploitée, conscience et organisation. L'expérience politique apparaît comme l'aspect déterminant du processus révolutionnaire, primant les intentions de telle ou telle formation révolutionnaire. Aussi le livre devrait-il décevoir autant les admirateurs du léninisme que ses détracteurs. Au final, c'est la capacité organisatrice et révolutionnaire du mouvement de classe qui passe au premier plan.

Le capitalisme actuel a certes supprimé certaines des contraintes matérielles sur lesquels les mouvements du passé, dont celui de 1917, se sont fracassés : la pénurie, la sous-production, la nécessité objective d'une rigide division du travail et donc d'une classe dirigeante. Mais du point de vue de l'expérience pratique cependant, l'intérêt pour l'expérience pratique du prolétariat est toujours plus vital aujourd'hui.

T. B.

Nous avons reçu :

◆ *Le Socialisme sauvage. Essai sur l'auto-organisation et la démocratie directe dans les luttes de 1789 à nos jours,* de Charles Reeve (L'Echappée).

◆ Réédition de *La Peste brune,* de Daniel Guérin, avec une longue introduction d'Alain Bihr (« Vers une nouvelle catastrophe ? »).

◆ En souscription : *Livaine,* contes de Manuel Anceau. https://abiratoeditions.

◆ En souscription : *Revue des grands connards et têtes molles de l'époque de la Première Internationale (1864-1872) et de quelques têtes dures qui l'ont faite.* Gérard Godfroy, éd. Sao Maï, 15€, 4, rue Eugène Sue, 75018 Paris.

BROCHURES DISPONIBLES

◆ **La Question agraire dans la révolution russe. De la communauté matérielle au productivisme, et retour,** Loren Goldner (février 2018, 3 euros)

◆ **L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953. Lutte de classe contre le bolchevisme,** Cajo Brendel (avril 2017, 2 euros)

◆ **La Chine débarque dans l'UE** (août 2013, 3 euros)

◆ **Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire** (décembre 2012, 3 euros)

◆ **Marchandises, transport, capital et lutte de classes** (mai 2012, 3 euros)

◆ **L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work »,** Michael Seidman (septembre 2011, 2 euros)

◆ **La Question syndicale en Chine,** documents officiels, officieux et militants, (mai 2010, 2,50 euros)

◆ **La Crise en Californie,** suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

◆ **Présentation du réseau Echanges et mouvement** (décembre 2008, 1,50 euro)

◆ **Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,** Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

◆ **Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,** Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

◆ **ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste,** Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

◆ **La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial** (mai 2006, 4 euros)

◆ **Aux origines de l'« antitravail »,** Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

◆ **La Classe ouvrière sous le IIIe Reich,** Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

◆ **Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003** (2004, 3,50 euros)

◆ **Derrière l'Intifada du XXIe siècle,** Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

◆ **Les Grèves en France en mai-juin 1968,** Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

◆ **Humanisme et socialisme/Humanism and socialism,** Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

◆ **L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie** (juin 2002, 2,50 euros)

◆ **Une expérience d'organisation ouvrière. Le conseil du personnel des AG-Vie,** Roger Bertier (Henri Simon) (novembre 2002, 2 euros)

◆ **Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,** présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

◆ **Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938,** Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

◆ **Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis,** Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

◆ **La Sphère de circulation du capital,** Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

◆ **Les droits de l'homme bombardent la Serbie,** Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

◆ **Entretien avec Paul Mattick Jr.,** réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

◆ **Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe.** Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

◆ **Enquête sur le capitalisme dit triomphant,** Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

◆ **La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995.** Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie depuis 1993 le bulletin gratuit

***Dans le monde une classe en lutte* (*DLM*),**

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif. La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 1,56 euro. Nous avons longtemps bénéficié d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM,* mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branches d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur les sites mondialisme.org et http://www.echangesetmouvement.fr/